



SEMINAIRE SEMINAR

*« Comment réduire les délais de jugement ? »
“How to reduce judgment period?”*

**Varsovie – Warsaw
23 septembre 2014 – September 23, 2014**

Programme du séminaire
Programme of the seminar

Questionnaire
Questionnaire

Rapport du Conseil d'Etat d'Algérie
Report of the Council of State of Algeria

Rapport de la Cour administrative fédérale d'Allemagne
Report of the Federal Administrative Court of Germany

Rapport de la Cour administrative suprême d'Autriche
Report of the Supreme Administrative Court of Austria

Rapport du Conseil d'Etat de Belgique
Report of the Council of State of Belgium

Rapport du Conseil d'Etat du Burkina Faso
Report of the Council of State of Burkina Faso

Rapport de la Cour suprême populaire de Chine
Report of the Supreme People's Court of China

Rapport de la Cour suprême de Côte d'Ivoire
Report of the Supreme Court of Ivory Coast

Rapport du Conseil d'Etat d'Egypte
Report of the Council of State of Egypt

Rapport de la Cour administrative suprême de Finlande
Report of the Supreme Administrative Court of Finland

Rapport du Conseil d'Etat de France
Report of the Council of State of France

Rapport du Conseil d'Etat de Grèce
Report of the Council of State of Greece

Rapport du Conseil d'Etat d'Italie
Report of the Council of State of Italy

Rapport du Conseil d'Etat du Liban
Report of the Council of State of Lebanon

Rapport de la Cour administrative suprême de Lituanie
Report of the Supreme Administrative Court of Lithuania

Rapport de la Cour de cassation du Maroc
Report of the Court of Cassation of Morocco

Rapport de la Cour suprême de Norvège
Report of the Supreme Court of Norway

Rapport de la Cour administrative suprême de Pologne
Report of the Supreme Administrative Court of Poland

Rapport du Tribunal administratif suprême du Portugal
Report of the Supreme Administrative Tribunal of Portugal

Rapport de la Cour administrative suprême de République tchèque
Report of the Supreme Administrative Court of the Czech Republic

Rapport de la Cour suprême du Sénégal
Report of the Supreme Court of Senegal

Rapport de la Cour suprême de Slovénie
Report of the Supreme Court of Slovenia

Rapport de la Cour administrative suprême de Suède
Report of the Supreme Administrative Court of Sweden

Rapport de la Cour suprême du Tchad
Report of the Supreme Court of Chad

Rapport de la Cour administrative suprême de Thaïlande
Report of the Supreme Administrative Court of Thailand

Rapport de la Cour suprême du Togo
Report of the Supreme Court of Togo

Rapport du Conseil d'Etat de Turquie
Report of the Council of State of Turkey

Rapport de la Haute Cour administrative d'Ukraine
Report of the High Administrative Court of Ukraine



PROGRAMME

PROGRAMME



Séminaire AIHJA, mardi 23 septembre 2014
IASAJ Seminar, Tuesday, September 23rd, 2014

« Comment réduire les délais de jugement ? »
 “How to reduce the judgment period?”

<p>9.30</p> <p>Propos introductifs – Opening speech</p> <p>Mme – Mrs Zerrin Güngör</p> <p>Présidente de l'Association internationale des hautes juridictions administratives <i>President of the International Association of Supreme Administrative Jurisdictions</i> Présidente du Conseil d'Etat de Turquie – <i>President of the Council of State of Turkey</i></p>		
	<p>9.45 – 11.00</p> <p>Table-ronde 1 – Roundtable 1</p> <p>« La réduction des délais de jugement dans le cadre des procédures de droit commun »</p> <p>“The reduction of the judgment period in the general proceedings”</p>	<p>11.15 – 12.30</p> <p>Table-ronde 2 – Roundtable 2</p> <p>« La réduction des délais de jugement dans le cadre des procédures provisoires »</p> <p>“The reduction of the judgment period in the provisional proceedings”</p>
<p>Modérateur <i>Moderator</i></p>	<p>Mme – Mrs Nina Poltorak Responsable du département de droit européen à la Cour administrative suprême de Pologne <i>Head of the European Law Department at the Supreme Administrative Court of Poland</i></p>	<p>M. – Mr Jean-Marc Sauvé Président du Conseil d'Etat de France <i>President of the Council of State of France</i></p>
<p>Intervenants <i>Speakers</i></p>	<p>M. – Mr Yalçın Ekmekçi Membre du Conseil d'Etat de Turquie <i>Member of the Council of State of Turkey</i></p> <p>M. – Mr Jiang Bixin Vice-président de la Cour populaire suprême de Chine <i>Vice-President of the Supreme People's Court of China</i></p> <p>Mme – Mrs Nina Poltorak Responsable du département de droit européen à la Cour administrative suprême de Pologne <i>Head of the European Law Department at the Supreme Administrative Court of Poland</i></p>	<p>M. – Mr Giuseppe Barbagallo Président de section du Conseil d'Etat d'Italie <i>Section President at the Council of State of Italy</i></p> <p>M. – Mr Jean-Marc Sauvé Président du Conseil d'Etat de France <i>President of the Council of State of France</i></p> <p>M. – Mr Pierre Claver Kobo Président de la Chambre administrative de la Cour suprême de Côte d'Ivoire <i>President of the Administrative Chamber of the Supreme Court of Ivory Coast</i></p>



QUESTIONNAIRE

QUESTIONNAIRE



QUESTIONNAIRE
SEMINAIRE – 23 SEPTEMBRE 2014

COMMENT REDUIRE LES DELAIS DE JUGEMENT ?

1) L'accélération du procès par les délais de procédure

- Une fois la requête introduite, existe-t-il des délais dans lesquels les parties sont tenues (en demande, en défense ou en observations) de présenter leurs observations ? Si tel est le cas, de quelle manière sont-ils fixés ? Quelles sanctions une partie encourt-elle en cas de non respect des délais qui lui sont impartis ?
- Les interventions des tiers au procès sont-elles encadrées ?
- Le juge peut-il statuer sur une requête en l'absence de tout mémoire en défense ? Si tel est le cas, la partie défenderesse dispose-t-elle d'une voie de recours spécifique ?
- Les règles applicables en matière de délais de procédure varient-elles selon que les parties sont ou non représentées par un avocat ?
- En matière d'expertise, existe-t-il des règles spécifiques ?

2) L'accélération du procès justifiée par l'urgence

- Existe-t-il des procédures permettant d'abrèger les délais d'instruction ? Si tel est le cas, dans quelles hypothèses ces règles procédurales spécifiques s'appliquent-elles ? Le juge a-t-il la liberté d'apprécier s'il y a lieu ou non de faire application de telles règles ?
- Le jugement de certains contentieux est-il enserré dans des délais particuliers ? Si tel est le cas, quels sont ces contentieux et les délais fixés ? En cas de non-respect par le juge de ces délais, quelles sont les conséquences sur le jugement à intervenir ?

- Une affaire peut-elle être jugée à juge unique, sans audience publique, sans intervention du rapporteur public ou du parquet et/ou sans procédure contradictoire préalable ? Si tel est le cas, au regard de quelles règles le recours à ces techniques est-il apprécié ? Ce choix est-il contestable par la voie de l'appel, de la cassation ou de toute autre voie procédurale ?

3) L'accélération de la résolution définitive des contentieux

- Les voies de recours ouvertes à l'encontre des décisions juridictionnelles rendues sont-elles uniformes ou varient-elles selon la nature du litige ou son importance ? Quels sont les motifs justifiant que tel ou tel litige ne bénéficie pas des mêmes voies de recours que les autres ?
- En cas d'annulation de la décision juridictionnelle contestée, le juge d'appel ou de cassation a-t-il la faculté ou l'obligation de trancher le litige au fond ? Pour ce faire, dispose-t-il de la faculté d'ordonner de nouvelles mesures d'instruction ?

4) Les mécanismes susceptibles de compenser les effets de la durée incompressible des procédures juridictionnelles

- Existe-t-il des procédures permettant à un juge unique ou à une formation collégiale de prendre les mesures qu'il/elle estime nécessaires afin de sauvegarder les intérêts des parties dans l'attente du jugement au fond ? Ces règles sont-elles uniformément applicables en appel et en cassation ?
- Des règles procédurales permettent-elles à un juge unique ou à une formation collégiale que soit tranché, de manière provisoire et dans de brefs délais, un litige, sans que celui-ci ne donne nécessairement lieu à une procédure au fond ?



QUESTIONNAIRE
SEMINAR – SEPTEMBER 23th, 2014

HOW TO REDUCE THE JUDGMENT PERIOD?

1) Acceleration of trials by the procedural rules period

- Once the petition has been introduced, is there a period during which parties (plaintiff, defendant or third parties) are expected to present their observations? If so, how is this period set? What kind of penalties may a party see imposed in case of non respect of an assigned period?
- Are interventions of third parties in trial in a particular framework?
- Can the judge rule on a petition in the absence of a motion by the defence? If so, does the defendant dispose of the specific possibility of a plea?
- Do practicable rules in terms of procedural period vary depending on whether parties are represented or not by a barrister?
- Regarding expertise, are there specific rules?

2) Trial acceleration in cases of emergency

- Are there any procedures in order to shorten preliminary inquiry periods? If so, in which cases do specific procedural rules apply? Does the judge have the possibility to consider whether these rules should be applied or not?
- Is the judgement in certain litigation submitted to specific periods? If so, what is the type of litigation and the periods set? In cases of non-respect of these periods by the judge, what are the consequences for the outcome of the judgement?

- Can a case be judged by one judge, without a public hearing, without intervention of the consultant judge or the public prosecutor and/or without a prior contradictory procedure? If so, how is the use of these techniques assessed? Is this choice questionable through the introduction of an appeal, a cassation or any other procedural option?

3) Acceleration of the definitive ruling on the litigation

- Are the possibilities of a plea against jurisdictional decisions uniform or variable according to the kind of dispute or to its importance? What are the reasons justifying that a dispute cannot benefit from the possibilities of a plea as others?
- In case of annulment of the contested jurisdictional decision, does the judge of appeal or of cassation have the possibility or the obligation to solve the content of the dispute? In order to do this, does he/she have the possibility of ordering further measures of inquiry?

4) Mechanisms for compensating the effects of the incompressible duration of jurisdictional procedures

- Are there any procedures allowing one judge or a college of judges to take the measures esteemed necessary in order to safeguard the interests of the parties pending the judgement on the content? Do these rules apply uniformly in the event of appeal or cassation?
- Do procedural rules allow one judge or a college of judges to pronounce judgment in a case, provisionally and rapidly, without this requiring a procedure for pronouncement on the content?



RAPPORTS

REPORTS



CONSEIL D'ETAT D'ALGERIE

COUNCIL OF STATE OF ALGERIA

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE et POPULAIRE**CONSEIL D'ETAT****Questionnaire**

Séminaire 23 septembre 2014

Comment réduire les délais de jugement ?**1- L'accélération du procès par les délais de procédure**

A – le magistrat rapporteur qui dirige l'instruction, ordonne la signification de la requête introductive d'instance (par voie d'huissier) et la notification par le greffe, des mémoires et répliques, ainsi que des pièces jointes.

1- Il fixe, eu égard aux circonstances de l'affaire, le délai accordé au demandeur (ou l'appelant) pour la signification de la requête introductive d'instance, ou pour produire le mémoire complémentaire qu'il a promis de présenter, ou tout document utile à la solution du litige.

2- il fixe également le délai accordé au défendeur (ou l'intimé), pour déposer son mémoire en réponse.

3- Si en cas de force majeure ou pour tout autre motif légitime, une partie n'a pu accomplir la formalité demandée dans le délai fixé, le juge peut lui accorder un délai supplémentaire à sa demande, ou lui adresser une mise en demeure d'avoir à accomplir la formalité demandée.

4- au terme de ce délai :

Si le demandeur n'a pas accompli la formalité, le président de la formation de jugement prononce la radiation de l'affaire par une simple ordonnance non susceptible de recours, (l'affaire est toutefois rétablie sur

requête déposée au greffe et justifiant de l'accomplissement de la formalité ayant entraîné la radiation).

Si le défendeur ne dépose pas son mémoire en réponse, l'instruction est close sans mise en demeure et l'affaire est enrôlée pour être jugée au vu des éléments du dossier.

B - Les interventions des tiers au procès sont-elles encadrées ?

Le code de procédure civile et administrative prévoit trois sortes d'intervention des tiers:

- L'intervention volontaire et l'intervention forcée ou mise en cause qui ont lieu au cours du procès avant que l'affaire ne soit jugée, il suffit qu'elles se produisent avant la clôture des plaidoiries.

- la tierce opposition qui intervient lorsqu'une décision a été rendue.

La mise en cause ou intervention forcée peut être le fait de l'une des parties ou ordonnée d'office par le juge.

Après cassation, aucune intervention ni mise en cause n'est admise devant la juridiction de renvoi.

C - Le juge peut-il statuer sur une requête en l'absence de tout mémoire en défense ? si tel est le cas, la partie défenderesse dispose t- elle d'une voie de recours spécifique ?

- Le juge peut statuer en l'absence de tout mémoire en défense lorsque la partie appelée à le déposer a été dûment invitée à le faire mais ne l'a pas fait.

- Les jugements et arrêts ainsi rendus sont susceptibles d'opposition; cette voie de recours est cependant interdite en matière de référé et devant la juridiction de cassation dont les arrêts sont toujours contradictoires.

D - Les règles applicables en matière de délais de procédure varient elles selon que les parties sont ou non représentées par un avocat ?

-les règles en matière de délais de procédure, sont applicables de la même façon que la partie soit représentée par un avocat ou pas.

- il y a lieu de signaler que le code de procédure civile et administrative prévoit que le ministère d'avocat est obligatoire devant les juridictions de l'ordre administratif, sauf pour l'Etat et les personnes morales que sont la wilaya, la commune et l'établissement public à caractère administratif.

E - En matière d'expertise, existe-t-il des règles spécifiques ?

- La décision ordonnant l'expertise doit fixer le délai au terme duquel l'expert devra déposer son rapport.

L'expert qui ne dépose pas son rapport dans le délai fixé peut être remplacé ou condamné aux frais frustratoires et s'il échet à des réparations civiles.

2- L'accélération du procès justifiée par l'urgence

A - Existe-t-il des procédures permettant d'abrèger les délais d'instruction ? si tel le cas, dans quelles hypothèses ces règles procédurales spécifiques s'appliquent- elles ? Le juge a-t-il la liberté d'apprécier s'il a lieu ou non de faire application de telles règles ?

Tous les délais y compris ceux de l'instruction, sont abrégés en matière de référé et en dehors du référé, lorsque des textes spéciaux le prévoient eu égard à la célérité que requièrent certains contentieux (loi sur les partis politiques, la loi relative à la profession d'avocat, en matière électorale, en matière fiscale.....etc).

- le président de la formation de jugement décide qu'il n'ya pas lieu du tout à instruction lorsqu'il lui apparait au vu de la requête que la solution est d'ores et déjà certaine, il ordonne le renvoi de l'affaire pour qu'elle soit jugée après les conclusions du commissaire d'Etat.

- Il en est de même en cas d'extrême urgence, lorsqu'il s'agit de statuer sur une demande de sursis à exécution d'une décision judiciaire ou d'un acte administratif. Dans certains cas, la formation des référés procède à l'instruction au cours de l'audience.

B - Le jugement de certains contentieux est-il enserré dans des délais particuliers ? si tel est le cas, quels sont ces contentieux et les délais fixés ? En cas de non respect par le juge de ces délais, quelles sont les conséquences sur le jugement à intervenir ?

-Lorsqu'il est saisi d'une demande de suspension de l'exécution d'un acte administratif ou de certains de ses effets, justifiée par l'urgence, le juge des référés peut ordonner toutes mesures nécessaires à la sauvegarde des libertés fondamentales auxquelles des personnes morales de droit public ou des organismes dont le contentieux relève des juridictions administratives, auraient porté dans l'exercice de leurs pouvoirs une atteinte grave et manifestement illégale. Dans ce cas, il se prononce dans un délai de 48 h à compter de sa saisine.

- le Conseil d'Etat se prononce dans les mêmes délais lorsqu'il est saisi d'un appel contre une ordonnance prononcée en cas d'atteinte grave aux libertés fondamentales.

- saisi avant la conclusion d'un contrat, pour manquement aux obligations de publicité et de mise en concurrence auxquelles est soumise la passation des contrats administratifs et des marchés publics, le tribunal administratif statue dans un délai de vingt (20) jours à compter de sa saisine sur les demandes qui lui sont présentées.

-Le code des procédures fiscales prévoit des délais particuliers souvent plus courts que les délais ordinaires.

-Aucune sanction n'est prévue, mais en général le juge respecte les délais fixés par la loi.

C - Une affaire peut elle être jugée à juge unique, sans audience publique, sans intervention du rapporteur public ou du parquet et /ou sans procédure contradictoire préalable? si tel est le cas, au regard de quelles règles le recours à ces techniques est il apprécié? ce choix est il contestable par la voie de l'appel, de la cassation ou de toute autre voie procédurale.

- Aucune juridiction ne siège à juge unique pas même en en matière de référé.

Toutes les affaires sont transmises au commissariat d'Etat pour conclusions et toutes les décisions sont prononcées en audience publique.

3-L'accélération de la résolution définitive des contentieux

A - Les voies de recours ouvertes à l'encontre des décisions juridictionnelles rendues sont elles uniformes ou varient elles selon la nature du litige ou son importance? Quels sont les motifs justifiant que tel ou tel litige ne bénéficie pas des mêmes voies de recours que les autres?

Les voies de recours aussi bien ordinaires qu'extraordinaires sont en général ouvertes uniformément et ne varient pas selon la nature du litige ou son importance, sauf:

-Lorsque le montant du litige n'excède pas deux cents mille dinars (200 000 DA), dans ce cas le juge statue en premier et dernier ressort.

- Lorsque le code de procédure interdit le recours, comme c'est le cas pour certaines ordonnances rendues par le juge des référés qui ne sont susceptibles d'aucune voie de recours, il s'agit des ordonnances prises:

- pour suspendre l'exécution d'un acte administratif qui fait l'objet d'un recours en annulation et lorsque l'instruction fait ressortir un doute sérieux quant à sa légalité.

- pour prendre les mesures utiles en cas d'extrême urgence.

- pour modifier des mesures d'urgence, prises auparavant.

- le code de procédure prévoit également qu'une décision rendue sur opposition ne peut faire l'objet d'opposition par la partie qui n'était pas présente.

B - En cas d'annulation de la décision juridictionnelle contestée, le juge d'appel ou de cassation à-t-il la faculté ou l'obligation de trancher le litige au fond? Pour ce faire, dispose-t-il de la faculté d'ordonner de nouvelles mesures d'instruction ?

-En principe, après l'annulation de la décision qui lui est déférée, le juge d'appel use de son droit d'évocation et tranche le litige au fond, pour ce faire, il peut prendre toutes les mesures d'instruction qu'il juge utiles.

-Il y a des cas très rares où le juge d'appel renvoie l'affaire à la juridiction du premier degré notamment pour préserver le droit au double degré de juridiction des parties, lorsque la juridiction du premier degré s'est déclarée à tort incompétente et que l'affaire n'est pas en état d'être jugée.

-En principe, le Conseil d'Etat en tant que juridiction de cassation, ordonne le renvoi l'affaire après cassation, sauf lorsque la loi en dispose autrement, il est alors obligé de statuer au fond comme c'est le cas pour les arrêts de la cour des comptes.

4) Les mécanismes susceptibles de compenser les effets de la durée incompressible des procédures juridictionnelles.

A - Existe-t-il des procédures permettant à un juge unique ou à une formation collégiale de prendre les mesures qu'il /elle estime nécessaires afin de sauvegarder les intérêts des parties dans l'attente du jugement au fond? Ces règles sont elles uniformément applicables en appel et en cassation ?

- Etant donné que l'action introduite devant une juridiction ne suspend pas l'exécution de l'acte administratif (sauf si la loi en dispose autrement), pour préserver les intérêts des parties dans l'attente du jugement au fond, le code de procédure civile et administrative permet au juge d'ordonner, à la demande de la partie concernée, qu'il soit sursis à l'exécution dudit acte.

- Cette règle est applicable devant toutes les juridictions administratives, mais la demande n'est recevable que si une action au fond est introduite concomitamment.

- Le code de procédure permet également au Conseil d'Etat, saisi de l'appel d'une décision rendue par le tribunal administratif, de suspendre l'exécution de ladite décision si elle risque d'exposer l'appelant à une perte certaine irréversible d'une somme d'argent et qu'il apparait que les moyens d'appel seraient accueillis

B - Des règles procédurales permettent-elles à un juge unique ou à une formation collégiale que soit tranché, de manière provisoire et dans de brefs délais, un litige, sans que celui-ci ne donne nécessairement lieu à une procédure ou fond ?

Les règles procédurales prévues par le code de procédure civile et administrative ne permettent pas qu'un litige soit tranché, de manière provisoire, seule la formation collégiale statuant en matière de référé peut rendre des décisions provisoires dans des délais brefs.



**COUR ADMINISTRATIVE FEDERALE
D'ALLEMAGNE**

***FEDERAL ADMINISTRATIVE COURT
OF GERMANY***

Federal Administrative Court of Germany

Questionnaire

Seminar – September 23th, 2014

HOW TO REDUCE THE JUDGMENT PERIOD?

1) Acceleration of trials by the procedural rules period

☒ *Once the petition has been introduced, is there a period during which parties (plaintiff, defendant or third parties) are expected to present their observations? If so, how is this period set? What kind of penalties may a party see imposed in case of non respect of an assigned period?*

Deadlines to present observations that are fixed by law exist e.g. if an appeal was filed. If the court having issued the contested judgment has granted leave to appeal, the appeal has to be lodged within one month and has to be reasoned within two months after service of the complete judgment. If this court did not grant leave to appeal, a request to grant leave to appeal has to be lodged within one month and has to be reasoned within two months after service of the complete judgment. If the court of appeal has granted leave to appeal, the appeal shall be reasoned within one month after service of the order on the admission of the appeal. Deadlines for lodging an appeal or a request to grant leave to appeal are strict and may not be extended by the court. An appeal or a request to grant leave to appeal not filed in accordance with the legal deadline is inadmissible. The deadline for reasoning an appeal may be extended by the court. If there is no (sufficient) reasoning within the deadline, the appeal is inadmissible (section 124a, 133 and 139 Code of Administrative Court Procedure – VwGO).

The Code of Administrative Court Procedure gives the court several powers to fix deadlines. If an action does not meet certain requirements, the court can call on the plaintiff to provide the required supplement within a specific period. It may set a deadline to the plaintiff for the supplement with exclusive effect if certain requirements are not met (section 82 subsection 2 VwGO). At the same time as service of the action, the court shall call upon the defendant to make a written statement; a deadline may be set for this (section 85 VwGO). The court may also fix deadlines for submitting statements and documents, disclosing further facts or indicating means of evidence (section 86 subsection 4 and section 87b subsection 1 and 2 VwGO). The presiding judge or the reporting judge may instruct those concerned to supplement or explain their prepared written statements, submit certificates, transmit

electronic documents and submit other objects for deposit with the court, in particular set a deadline to explain certain points that are in need of clarification (section 87 subsection 1 VwGO).

In some cases, the court may reject declarations and items of evidence which are not submitted until after expiry of deadlines and rule without any further investigations if in the freely-formed conviction of the court its admission would delay the conclusion of the dispute, and the party concerned does not provide sufficient excuses for the lateness, and the party concerned has been notified of the consequences of missing the deadline. This shall not apply if it is possible with slight effort to ascertain the facts without the cooperation of the party concerned (section 87b subsection 3 VwGO).

The law does not say anything about the length of such deadlines; it is up to the court's discretion to fix them. Deadlines fixed by the court may be extended if the party concerned submits reasonable grounds. However, whatever is submitted to the court must also be submitted to the opponent, and eventually he must have the possibility to comment on it if new arguments or facts have been submitted.

In cases where the claimant has started legal proceedings to the sole purpose of safeguarding his rights with regard to the legal deadline, section 92 subsection 2 VwGO provides that the court may ask the party to push ahead his claim. If the claimant fails to do so for more than two months, his claim is considered withdrawn and the case is terminated.

It should be noted that many statutes governing the procedural steps of an administrative procedure led by the administration (e.g. in the field of planning airports, highways, waterways, urban areas etc.) provide that objections against the project have to be raised within a certain period. Failure to do so leads to the exclusion of any argument and bars the person concerned from the right to challenge the final decision before the administrative court.

☒ *Are interventions of third parties in trial in a particular framework?*

As long as the proceedings have not yet been finally concluded or are pending at a higher instance, the court may involve others ex officio or on request whose legal interests are affected by the ruling (section 65 subsection 1 VwGO). If third parties are involved in the contentious legal relationship to such a degree where a uniform decision appears necessary, they must be called into question (necessary involvement, section 65 subsection 2 VwGO). If the involvement of more than fifty persons is considered, the court may order that only those persons are involved who so apply within a certain period (section 65 subsection 3 VwGO).

The third party may independently assert means of attack and defence and implement all procedural acts effectively within the requests of a person concerned. He/she may only lodge derogating factual motions if a necessary involvement exists (section 66 VwGO).

The court may also fix deadlines for submitting certain information towards third parties (see above; section 86 subsection 4, section 87 subsection 1 and section 87b subsection 2 VwGO).

☒ *Can the judge rule on a petition in the absence of a motion by the defence? If so, does the defendant dispose of the specific possibility of plea?*

It should be noted that the court investigates the matter ex officio regarding the points of fact as well as the points of law relevant to the decision. It has to take the necessary evidence even if not offered by any of the parties. The court is not bound to the submissions and to the motions for the taking of evidence of those concerned (section 86 subsection 1 VwGO). Thus, the defendant is not obliged to make observations or to file a motion. If the defendant does not attend the oral hearing, it is possible for the hearing to take place and a ruling may be handed down without him/her (section 102 subsection 2 VwGO).

The defendant does not dispose of the possibility of plea. The Higher Administrative Court considers newly-submitted facts and items of evidence (section 128 second sentence VwGO). But, under the circumstances of section 87b subsection 3 VwGO (see above), the courts of 2nd and 3rd instance may reject belated declarations. New declarations and items of evidence which have not been submitted at 1st instance despite a deadline set therefor shall only be admitted if in the free conviction of the court its admission would not delay the settlement of the legal dispute, or if the party concerned provides sufficient excuses for the delay. This does not apply if the party concerned at 1st instance has not been informed of the consequences of missing a deadline, or if it is also possible to ascertain the facts with a slight effort without the participation of the party concerned (section 128a subsection 1 VwGO). Declarations and items of evidence which the administrative court has rightly rejected remain ruled out in the 2nd instance proceedings (section 128a subsection 2 VwGO).

☒ *Do practicable rules in term of procedural period vary depending on whether parties are represented or not by a barrister?*

In proceedings before the Federal Administrative Court as before the Higher Administrative Courts legal representation is compulsory. This applies not only to matters of appeal, but also where the court, in certain matters, exceptionally has to decide as a court of 1st instance. Only in proceedings to obtain legal aid, parties may act on their own. Public companies and administrative authorities may also be represented by an agent entitled to

carry out the duties of a judge (section 67 subsection 4 VwGO). Before the administrative courts (courts of 1st instance), those concerned may themselves pursue the dispute, but may seek representation by an attorney or a law teacher (section 67 subsection 1 and 2 VwGO).

Practicable rules in term of procedural period do not vary depending on whether parties are represented or not. If a representative has been appointed, service of documents or communications of the court shall be addressed to him/her (section 67 subsection 6 fifth sentence VwGO). If legal representation is compulsory, only the representative is entitled to carry out procedural acts in order to observe time-limits.

☒ *Regarding expertise, are there specific rules?*

The court is to direct the expert in terms of his activities and may issue instructions as concerns their nature and scope (section 404a subsection 1 Code of Civil Procedure - ZPO, section 98 VwGO).

If it is ordered that a report be submitted in writing, the court shall set a period for the expert within which he is to transmit his signed report (section 411 subsection 1 ZPO, section 98 VwGO). Should an expert obligated to submit the report fail to meet the deadline imposed on him, a coercive fine may be levied against him. A warning that a coercive fine may be levied must have been previously issued, with a period of grace being set in the warning. Should the deadline be missed in repeated instances, the coercive fine may be levied once again in the same manner (section 411 subsection 2 ZPO, section 98 VwGO).

Should an expert refuse to submit a report in spite of being under obligation to do so, the costs entailed by this conduct shall be imposed upon him. Concurrently, a coercive fine shall be levied against him. In the event of repeated disobedience, the coercive fine may be levied once again (section 409 subsection 1 ZPO, section 98 VwGO).

2) Trial acceleration in cases of emergency

☒ *Are there any procedures in order to shorten preliminary inquiry periods? If so, in which cases do specific procedural rules apply? Does the judge have the possibility to consider whether these rules should be applied or not?*

Generally, section 87 subsection 1 VwGO rules on the obligation of the court to prepare the oral hearing properly. The presiding judge or the reporting judge shall already issue all orders prior to the oral hearing that are necessary in order to deal with the dispute where possible in one oral hearing. He/she may in particular

1. subpoena those concerned to discuss the facts and the dispute and to reach an amicable settlement of the dispute and accept a settlement;
2. instruct those concerned to supplement or explain their prepared written statements, submit certificates, transmit electronic documents and submit other objects for deposit with the court, in particular set a deadline to explain certain points that are in need of clarification;
3. obtain information;
4. order the submission of certificates or the transmission of electronic documents;
5. order the personal appearance of those concerned;
6. subpoena witnesses and experts to the oral hearing.

According to section 87 subsection 3 VwGO, the president or the reporting judge may take individual items of evidence. This may only take place insofar as it is expedient to simplify the hearing before the court and it can be presumed from the outset that the court is able to appreciate the result of the evidence properly, even without obtaining a direct impression of the course of the taking of evidence.

It may also be referred to the various possibilities for the court to fix deadlines (see above).

Concerning proceedings to grant interim measures, please see below (last question).

☒ Is the judgment in certain litigation submitted to specific periods? If so, what is the type of litigation and the periods set? In cases of non-respect of these periods by the judge, what are the consequences for the outcome of the judgment?

In German administrative court procedure there are no fixed time limits for pronouncing a judgment.

In cases of excessive length of proceedings, the participants may seek legal redress under section 198 et seqq. Courts Constitutional Act. According to these provisions those affected have, as a first step, to file a complaint about the delay to the court that in their view is working too slowly. The “delay objection” permits judges to remedy the situation, i.e. people cannot merely allow a set of proceedings to take a long course and later claim compensation. If the proceedings continue to be delayed despite the complaint, a claim for compensation may be filed as a second step. The claim to compensation is not dependent on fault. It does not matter whether judges can be blamed for the delay. These rules also apply to proceedings to order interim measures.

☒ Can a case be judged by one judge, without public hearing, without intervention of the consultant judge or the public prosecutor and/or without a prior contradictory procedure?

If so, is the use of these techniques assessed? Is this choice questionable through the introduction of an appeal, a cassation or any other procedural option?

1. Section 6 VwGO allows decisions to be taken by a single judge in the Administrative Courts under the condition that the case is not difficult and the parties have been given the opportunity to comment on transferring the power to decide on a single judge. Whether the case is heard by a single judge or a panel is largely open to the discretion of the court and depends on the matter in question. The single judge may refer the decision back to the full panel if he holds that, in course of the proceedings, difficulties have arisen which necessitate a decision by the whole panel.

Judges of the Higher Administrative Courts may act as single judge only with the consent of the parties (section 87a subsection 2 and 3 VwGO, section 125 subsection 1 VwGO). The same applies to judges of the Federal Administrative Court acting as court of 1st or 2nd instance, but not in matters of 3rd instance, that is in appeals on points of law (section 141 VwGO).

Decisions in emergency procedures are taken either by the single judge if the main proceedings were already transferred to him/her (section 6 VwGO, see above), or by the full panel competent to judge in the main proceedings. Yet, in urgent situations where any delay might be perilous, the president of the panel is empowered to decide as a single judge (section 80 subsection 8, section 80a subsection 3 second sentence and section 123 subsection 2 third sentence VwGO). Applications for interim injunctions in asylum cases are handled by a single judge.

2. In principle, judgments are given after an oral hearing (section 101 subsection 1 VwGO). With the consent of the parties, the court may decide without oral hearing (section 101 subsection 2 VwGO). Such consent is usually given if there is no evidence to be taken and none of the parties deems pleading on the legal questions to be necessary. This rule is applicable in proceedings of all instances.

Rulings of the court which are not judgments, for example in emergency proceedings where the applicant seeks an interim injunction, may be handed down without an oral hearing unless provided otherwise (section 101 subsection 3 VwGO). Nevertheless it may take place if the court thinks it helpful. Further examples for such rulings that may be handed down without oral hearing are orders delivered by the court. The Higher Administrative Court may rule on an appeal by means of an order if it unanimously considers it to be well-founded or ill-founded and does not consider an oral hearing to be necessary. If an appeal is inadmissible, the Higher Administrative Court shall reject it by means of an order. In both cases, those concerned shall be heard in advance and are entitled to such appeal against the order which would be admissible if the court had ruled by judgment (section 125 subsection

2 VwGO, section 130a VwGO). Section 144 subsection 1 VwGO provides that the Federal Administrative Court shall dismiss appeals which are inadmissible by order.

Any court of 1st instance (including the Higher and the Federal Administrative Court, if exceptionally acting as such) may decide cases in which it holds that the facts are clear and which are not especially difficult by a special form of court order (Gerichtsbescheid, section 84 VwGO) that is equivalent to a judgment, but is rendered without oral hearing. Before rendering the order, the parties have to be consulted but their consent is not necessary to authorize this form of decision. After it has been rendered, the parties may contest it by applying for an oral hearing or in the way they might contest a judgment.

3. In German administrative court procedure, there is no public prosecutor. However, there is a Representative of the Public Interest at the Federal Administration Court and, depending on state legislation, also at the Administrative and Higher Administrative Courts. These representatives may submit suggestions how legal questions might be solved in a way that ensures the uniform application and development of law in the public interest. The representatives have to be heard by the court and may attend the proceedings, but there is no obligation to join the proceedings.

4. There is no adversarial system in German administrative court procedure. As mentioned above, it is the role of the court to ensure that all relevant material is found and considered.

3) Acceleration of the definitive ruling on the litigation

☒ Are the possibilities of a plea against jurisdictional decisions uniform or variable according to the kind of dispute or to its importance? What are the reasons justifying that a dispute cannot benefit from the possibilities of a plea as others?

The right of appeal to the Federal Administrative Court as to the Higher Administrative Courts is subject to leave. The Higher Administrative Courts decide on appeal against the decisions of the Administrative Courts. Their own judgment is subject to appeal to the Federal Administrative Court. In both instances appeals are only admissible if leave to appeal has been granted, either by the court having issued the contested judgment or, on request of a party having lost the case, by the court of appeal.

Leave to appeal to the Federal Administrative Court is only granted if one or more of the following reasons for appeal is submitted and applies (section 132 subsection 2, section 133 subsection 3 VwGO):

(1) the legal case is of fundamental significance,

(2) the judgment deviates from a ruling of the Federal Administrative Court, of the Joint Panel of the supreme courts of the Federation or of the Federal Constitutional Court and is based on this deviation, or

(3) a procedural shortcoming is asserted and applies on which the ruling can be based.

In addition to these three reasons, leave to appeal on points of fact and law to the Higher Administrative Courts may also be granted if there exist serious doubts as to the correctness of the judgment or if the case has special factual or legal difficulties (section 124 subsection 2 VwGO).

The first and second reason for appeal aim at guaranteeing the uniform application and the appropriate development of federal law. The third reason ensures that the parties' right to a fair trial is respected; it can be invoked even if the individual case lacks general importance.

The Federal Administrative Court has developed detailed criteria that have to be met in order to establish one of the reasons for appeal. The party requesting leave to appeal must submit and substantiate that those criteria are fulfilled. Otherwise the request is dismissed as inadmissible. If reasons are substantiated, but cannot be stated, the request is dismissed as unfounded.

☐ In case of annulment of the contested jurisdictional decision does the judge of appeal or of cassation have the possibility or the obligation to solve the content of the dispute? In order to do this, does he/she have the possibility of ordering further measures of inquiry?

The Higher Administrative Court shall take the necessary evidence and shall rule on the merits itself (section 130 subsection 1 VwGO). According to section 130 subsection 2 VwGO, it may only remit the case to the administrative court if a party concerned applies for remittal and insofar as a further hearing on the case is necessary, by rescinding the judgment and the proceedings,

- insofar as the proceedings before the administrative court suffer from a major shortcoming and because of this shortcoming a comprehensive or laborious taking of evidence is necessary, or
- if the administrative court has not yet ruled on the merits themselves.

If an appeal is well-founded, the Federal Administrative Court may rule on the case itself or quash the impugned judgment and remit the case for settlement and a ruling in other respects (section 144 subsection 3 first sentence VwGO). Because the Federal Administrative Court decides on appeals on points of law, it may not order further measures of inquiry. If

facts of the case have to be established, the Federal Administrative Court has to transfer the case back.

If, during the procedure to grant leave to appeal, the Federal Administrative Court holds that a procedural error occurred, it may reverse the judgment and refer the case back to the lower court without deciding on the merits (section 133 subsection 6 VwGO).

4) Mechanisms for compensating the effects of the incompressible duration of jurisdictional procedures

☑ Are there any procedures allowing one judge or a college of judges to take the measures esteemed necessary in order to safeguard the interests of the parties pending the judgment on the content? Do these rules apply uniformly in the event of appeal or cassation?

As a general rule, section 80 subsection 1 VwGO provides that the claimant wishing to challenge an onerous administrative decision, has to submit a formal objection to the administrative authorities before filing a claim in court. This objection is in principle sufficient to suspend the execution or implementation of the act and it creates the obligation of the authority to reconsider the matter both under legal and practical aspects. If the administrative authority fails to revoke the act on objection, the claimant may file an action demanding to quash the administrative decision. The claim has the same effect of suspension. However, in several cases defined by law, where immediate execution is crucial for the successful implementation of a measure, the law states that, exceptionally, no suspension takes place unless granted either by the administrative authorities or, on application in an emergency procedure, by the court. In other emergency cases the administrative authorities are empowered to order an act to be executed directly. Then the addressee may ask the court to issue an interim injunction prohibiting the execution for the time it takes to decide the case. The request is already admissible prior to filing of the rescissory action. If the administrative act has already been implemented at the time of the decision, the court may order the rescission of implementation. The restitution of the suspensive effect may be made dependent on the provision of a security or on other instructions. It may also be time-limited (section 80 subsection 5 VwGO). The court dealing with the main case may amend or rescind such orders at any time. Each party concerned may request an amendment or rescission because of altered circumstances or because of circumstances not asserted in the original proceedings without fault (section 80 subsection 7 VwGO). These rules of suspension also apply where the claimant challenges an act obtained by a third party (section 80a VwGO).

In cases where a motion tends to obtain an individual administrative act or an omission in the substance of the case, the court may take a summary order to settle a temporary

situation concerning a contentious legal relationship. Section 123 subsection 1 VwGO rules that the court may, on request and even prior to the lodging of an action, make an interim order in relation to the subject-matter of the dispute if the danger exists that the enforcement of a right of the plaintiff could be prevented or considerably impeded by means of an alteration of the existing state. Interim orders shall also be admissible to settle an interim condition in relation to a contentious legal relationship if this regulation appears necessary, above all with ongoing legal relationships, in order to avert major disadvantages or prevent immanent force or for other reasons.

The court dealing with the main case has jurisdiction for the issuance of interim orders, i.e. the court of 1st instance and, if the main case is pending in the proceedings for an appeal on points of fact and law, the court of appeal (section 80 subsection 5 first sentence VwGO, section 80a subsection 3 VwGO and section 123 subsection 2 first and second sentence VwGO).

☒ Do procedural rules allow one judge or a college of judges to pronounce judgment in a case, provisionally and rapidly, without this requiring a procedure for pronouncement on the content?

In cases of section 80 and 80a VwGO the court decides on the basis of a weighing of interests. Such a decision presumes that right of review will probably be successful or, if the result of recourse is uncertain, that the petitioner's interest prevails upon adjournment of the administrative act execution. The prospects of success in the main proceedings have to be considered but only in a summary procedure.

Summary orders (section 123 VwGO) presume that the petitioner proves the legitimacy of his/her right and urgency of the case, i.e. that there is a sufficient reason that the outcome of the main proceedings cannot be awaited. The claim and the reason for demanding an interim measure are to be demonstrated (only) to the satisfaction – not like in the main proceedings to the conviction – of the court (section 123 subsection 3 VwGO, section 920 subsection 2 ZPO). That means that a lower degree of probability is sufficient to demonstrate a fact to the satisfaction of the court. Anyone who is to demonstrate an allegation as to fact to the satisfaction of the court may be permitted to make a statutory declaration in lieu of an oath. Evidence that cannot be taken immediately shall not be admitted. (section 294 ZPO).

In both cases, statements of the court regarding questions on the content are only provisional. There is no determination of success for the main proceedings.

Courts are exceptionally entitled to pronounce a ruling which factually is not only provisional, but final, if that is the only means to grant an effective remedy. This

presupposes that the applicant, in waiting for the final judgment, would suffer a violation of rights impossible to correct or to compensate adequately afterwards.



**COUR ADMINISTRATIVE SUPREME
D'AUTRICHE**

***ADMINISTRATIVE SUPREME COURT
OF AUSTRIA***

Report on „How to reduce the judgement period?“
by Wolfgang Köller, judge at the Supreme Administrative Court of Austria:

The time allowed for submitting a revision against the ruling of an administrative court is six weeks. The responding authority before the administrative court and possible third parties involved are requested to submit a reply within a term to be fixed at a maximum of eight weeks. Judges are not empowered to extend contentious deadlines.

Other than this, there is no deadline to be respected concerning submitting statements and documents; however an adequate period of time has to be granted.

The Supreme Administrative Court may request the parties to submit further statements and replies in writing (other than the revision and the reply) within an adequate term. There are no procedural consequences if the parties do not meet such a request. The parties are also free without a limit to the number to submit unsolicited statements and replies in writing.

Revisions before the Supreme Administrative Court must be presented by a mandated lawyer or (in tax matters and tax penalty matters) by a tax consultant or a public accountant. This also applies to requests for reopening a proceeding and reinstatement into the previous legal position.

This obligation is not in force for revisions presented by a body of the federal administration, a Land, local governments and certain other institutions. In addition, revisions before the Supreme Administrative Court presented by a civil servant with legal training are exempted from this obligation.

With regard to the further proceedings, parties may, themselves, act or be represented by a lawyer or, in cases related to finance law, by a tax consultant or a public accountant. In certain cases, the Federal Ministry or the public Ministry for general State public prosecution (“Finanzprokuratur”) may represent the Federation, the Länder and other institutions.

The representation by a lawyer (tax consultant or chartered accountant) or by the public Ministry for general State public prosecution does not exclude that also the parties themselves appear and submit statements in their own name.

Those petitioners who can not afford a lawyer may request legal aid for all or part of the legal proceedings before the Supreme Administrative Court according to provisions in the Code of Civil Procedure. Access to legal aid is subject to the petitioner’s income and recourse chances for a successful outcome. Legal aid may notably include exemption from legal proceeding costs, including the “court office fees”, as well as assistance of a lawyer appointed by the chamber of lawyers. A member of the Supreme Administrative Court grants legal aid. Refusal of legal aid cannot be subject to recourse.

There are no accelerated procedures to shorten the pre-trial proceeding. The reporting judge of the legal inquiry may only grant suspensive effect of recourse action so as to avoid creating a prejudice difficult for the petitioner to rectify. However, the Supreme Administrative Court generally gives priority to cases raising questions requiring an urgent decision because of their actual importance and significance (e.g. with regard to elections and community law, etc.).

As a rule decisions are taken by panels consisting of five members (panel of five). The procedural opportunities of a single judge are strictly limited. Only instructions governing the handling of the proceeding before and during the pre-trial phase and orders serving just to prepare the decision, as well as decisions and orders concerning only legal aid, as well as decisions on the motion to grant suspending effect to the complaint shall be issued by the reporting judge without resolution of the panel.

Panels of three members shall decide on administrative penal matters (penal panel), on rejecting complaints, on the setting of the proceeding, on a motion to reopen the case if it concerns a proceeding decided by the panel of three, on the motion for reinstatement to the previous position if a proceeding was not pending or if it concerns a proceeding decided by the panel of three, on the claim for reimbursement of cost filed only after termination of the proceeding, on objections against the claim resulting from a decision or an order of the Supreme Administrative Court, upon request of the chairman or of the reporting judge regarding complaints whose legal matter is particularly simple or clarified by previous decisions.

As a rule procedures are conducted entirely in writing. A hearing before the Supreme Administrative Court is to be held on the revision after termination of the pre-trial proceeding, only if petitioner has, within the term allowed for filing the complaint, or the responding authority or a third party involved has, within the term allowed for submitting the reply, requested a hearing to be held. Such a motion can be withdrawn only with the consent of the other parties; a hearing before the Supreme Administrative Court is also to be held, if the reporting judge or the chairman deems holding the hearing to be suitable or the panel decides to hold it.

Irrespective of any motion filed by a party, the Supreme Administrative Court may dispense with a hearing if the proceeding is to be dismissed or the complaint to be rejected, the ruling contested is to be repealed because the responding authority does not have the respective jurisdiction, the ruling contested is to be repealed because rules of procedure have been violated, the ruling contested is to be repealed in accordance with continuous decisions of the Administrative Court because of unlawfulness of its contents, neither the responding authority nor any third parties involved have submitted a reply and the ruling contested is to be repealed, the writings of the parties of the Supreme Administrative Court proceeding and the administrative proceeding files presented to the Administrative Court reveal that oral discussion is not expected to further clarify the matter and if this is not in conflict with Article 6 CEDH or Article 47 of the Charta of Fundamental Rights of the European Union.

The possibilities of a plea against jurisdictional decisions are uniform and not variable according to the kind of dispute or to its importance.

In case of annulment of the contested jurisdictional decision the judge of appeal has the obligation to solve the content of the dispute and do have the possibility of ordering further measures of inquiry.

According to case complexity and questions to be solved the length of procedures differs. The Supreme Administrative Court generally gives priority to cases raising questions requiring an urgent decision because of their actual importance and significance. There is no specific legal avenue whereby an applicant could complain of the length of the proceedings.

An applicant has no domestic remedy whereby he could enforce his right to a “hearing within a reasonable time” as guaranteed by Article 6 § 1 CEDH.

There are no specific procedures allowing one judge or a college of judges to take the measures esteemed necessary in order to safeguard the interests of the parties pending the judgement on the content. A case may be taken from the reporting judge (co-reporter) only if he or she is incapacitated or is prevented from concluding the case within a reasonable period due the extent of his or her duties.



CONSEIL D'ETAT DE BELGIQUE

COUNCIL OF STATE OF BELGIUM

Observations préalables :

Le Conseil d'État de Belgique est composé de deux sections :

- a) La section de législation qui dispose d'une compétence consultative en ce qui concerne les textes qui lui sont soumis par le Parlement et le Gouvernement fédéral et les Parlements et les Gouvernements des entités fédérées ;
- b) La section du contentieux administratif exerçant une fonction juridictionnelle qui, outre le contentieux de pleine juridiction, comprend essentiellement deux procédures distinctes :
 - La procédure d'annulation -en tant que première et dernière instance- à l'encontre des actes et règlements d'une autorité administrative ;
 - La procédure en cassation -en tant que dernière instance- à l'encontre des décisions des juridictions administratives.

Certaines règles varient selon la procédure en cause.

Le Conseil d'État comprend un Auditorat dont les magistrats (les auditeurs) veillent au bon accomplissement des formalités préalables, participent à l'instruction des affaires, notamment devant la section du contentieux administratif et donnent leur avis à l'audience.

1) L'accélération du procès par les délais de procédure

Une fois la requête introduite, existe-t-il des délais dans lesquels les parties sont tenues (en demande, en défense ou en observations) de présenter leurs observations ? Si tel est le cas, de quelle manière sont-ils fixés ? Quelles sanctions une partie encourt-elle en cas de non respect des délais qui lui sont impartis ?

1. Mesures préalables à l'instruction de l'affaire par un auditeur :

- après communication par le Greffe de la requête à la partie adverse, celle-ci dispose d'un délai de 60 jours pour communiquer au greffe un mémoire en réponse ainsi que le dossier administratif (Article 6, §2 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État, ci-après dénommé « règlement de procédure d'annulation »)¹ ;

- le greffier transmet une copie du mémoire en réponse à la partie requérante et l'avise du dépôt du dossier au greffe. La partie requérante dispose de 60 jours pour faire parvenir au greffe un mémoire en réplique (Article 7 du règlement de procédure d'annulation) ;

- si la partie adverse s'abstient d'envoyer un mémoire en réponse dans le délai, la partie requérante en est avisée par le greffe et peut, dans le même délai, remplacer le mémoire en réplique par un mémoire ampliatif (Article 8 du règlement de procédure d'annulation).

Sanctions en cas de non-respect des délais :

- lorsque la partie requérante ne respecte pas les délais imposés, la loi prévoit qu'il existe dans son chef une présomption de défaut d'intérêt (article 21, alinéa 2 des lois sur le Conseil d'État coordonnées le 12 janvier 1973, ci-après dénommées « lois coordonnées » et article 14 *bis* du règlement de procédure d'annulation) qui ne peut être renversée que par la preuve d'un cas de force majeure et la chambre saisie statue selon une procédure accélérée (voir question relative à ce sujet ci-après) , en constatant l'absence de l'intérêt requis, ce qui entraîne le rejet du recours ;

- lorsque la partie adverse ne transmet pas le dossier administratif dans le délai fixé, les faits cités par la partie requérante sont réputés prouvés, à moins que ces faits soient manifestement inexacts (article 21, alinéa 3 des lois coordonnées) ; les mémoires introduits par la partie adverse en-dehors du délai sont écartés d'office des débats (article 21, alinéa 6 des lois coordonnées) ;

- de manière générale, les parties sont systématiquement préalablement informées de la sanction attachée à leur éventuelle absence de réaction dans le délai imparti (article 14 *sexies* du règlement de procédure d'annulation).

2. Dépôt d'un rapport par l'auditeur

Après l'accomplissement des mesures préalables, un membre de l'auditorat rédige un rapport sur l'affaire, lequel est transmis aux parties (articles 12 et s. du règlement de procédure d'annulation).

¹ La plupart des textes légaux cités dans le présent document peuvent être consultés sur le site web du Conseil d'État de Belgique à l'adresse suivante : <http://www.raadvst-consetat.be> sous l'onglet « institution – réglementation ».

3. Derniers mémoires

Après le dépôt du rapport de l'auditeur, chacune des parties dispose d'un délai de 30 jours pour déposer un dernier mémoire et demander, lorsqu'elle y a été invitée, la poursuite de la procédure (articles 21, alinéa 7 et 30, § 3, des lois coordonnées et article 14 du règlement de procédure d'annulation).

Sanction en cas d'abstention de demande de poursuite de la procédure après le dépôt du rapport de l'auditeur :

- en cas d'abstention de la partie requérante lorsque le rapport de l'auditeur conclut à l'irrecevabilité ou au rejet du recours : la chambre saisie décrète le désistement selon une procédure accélérée (voir question relative à ce sujet ci-après) (article 21, alinéa 7 des lois coordonnées et article 14^{quater} du règlement de procédure d'annulation) ;

- en cas d'abstention de la partie adverse ou intervenante lorsque le rapport de l'auditeur conclut à l'annulation de l'acte attaqué: la chambre saisie prononce l'annulation de l'acte, selon une procédure accélérée (voir question relative à ce sujet ci-après) (article 30, § 3 des lois coordonnées et article 14^{quinquies} du règlement de procédure d'annulation).

Les interventions des tiers au procès sont-elles encadrées ?

1. Imposition de délais

Lorsque le Conseil d'État est saisi d'un recours en annulation d'un règlement, le greffier en chef fait publier au Moniteur belge un avis indiquant l'identité de la partie requérante ainsi que le règlement dont l'annulation est demandée (article 3^{quater} du règlement de procédure d'annulation).

Lorsqu'il s'agit d'un acte individuel, le greffier en chef notifie dès que possible la requête, sur la base des indications de l'auditeur chargé d'instruire l'affaire, aux personnes qui ont intérêt à la solution de l'affaire, afin de leur donner la possibilité d'intervenir (article 6, § 4 du règlement de procédure d'annulation).

La requête en intervention doit être introduite dans un délai de 30 jours au plus tard après la publication de l'avis au Moniteur belge (pour les règlements) ou de la réception de la notification du greffe (pour les actes individuels) (article 52, § 1^{er} du règlement de procédure d'annulation).

En l'absence de notification ou de publication, la chambre saisie de l'affaire peut permettre une intervention ultérieure pour autant qu'elle ne retarde pas la procédure (article 52, § 1^{er} du règlement de procédure d'annulation).

2. Exigences de forme

La requête en intervention est soumise à un certain nombre d'exigences de forme : indication des noms, qualité et domicile du demandeur en intervention, exposé de l'intérêt à intervenir, etc... (article 52 du règlement de procédure d'annulation).

Le juge peut-il statuer sur une requête en l'absence de tout mémoire en défense ? Si tel est le cas, la partie défenderesse dispose-t-elle d'une voie de recours spécifique ?

1. Abstention de la partie adverse de déposer le dossier administratif

- Lorsque la partie adverse ne transmet pas le dossier administratif dans le délai imparti (voir ci-dessus), les faits cités par la requérante sont réputés prouvés, à moins que ces faits soient manifestement inexacts (article 21, alinéa 3 des lois coordonnées).

- Lorsque le dossier administratif n'est pas en possession de la partie adverse, elle en avise sans délai la chambre saisie du recours. D'office ou à la demande de l'auditeur ou d'une partie, la chambre peut ordonner le dépôt du dossier administratif moyennant une astreinte (article 21, alinéas 4 et 5 des lois coordonnées).

2. Abstention de la partie adverse de déposer un mémoire en réponse ou un dernier mémoire et, le cas échéant, de demander la poursuite de la procédure.

- Les mémoires introduits tardivement par la partie adverse, soit, pour le mémoire en réplique, plus de 60 jours après la réception de la notification par le Greffe de l'acte attaqué et, pour le dernier mémoire, plus de 30 jours après la notification du rapport de l'auditeur, sont écartés d'office des débats (article 6 des lois coordonnées).

- Si la partie adverse s'abstient de demander la poursuite de la procédure, dans un délai de 30 jours à dater de la notification du rapport de l'auditeur concluant à l'annulation de l'acte, la chambre saisie prononce l'annulation de l'acte, selon une procédure accélérée (voir question relative à ce sujet ci-après). (Article 30, § 3 des lois coordonnées et article 14^{quinquies} du règlement de procédure)

3. Recours spécifiques

Aucun recours spécifique n'est prévu en la matière.

Les règles applicables en matière de délais de procédure varient-elles selon que les parties sont ou non représentées par un avocat ?

En ce domaine, la législation belge ne fait pas de distinction selon que les parties sont ou non représentées par un avocat.

En matière d'expertise existe-t-il des règles spécifiques ?

L'expertise est une mesure d'instruction tout à fait exceptionnelle et très rarement utilisée.

Le conseiller rapporteur ou l'auditeur chargé de l'instruction de l'affaire peuvent commettre un expert et déterminer leur mission. Le greffier notifie la décision aux experts et aux parties. Dans les huit jours qui suivent cette notification, les experts avisent chacune des parties des lieux, jour et heure où ils commenceront leurs opérations (article 20 du règlement de procédure d'annulation). Les pièces nécessaires sont remises aux experts et les parties peuvent faire les réquisitions qu'elles jugent convenables (article 20 du règlement de procédure d'annulation). Le rapport d'expertise est déposé au greffe qui en avise les parties (article 22

du règlement de procédure d'annulation). La chambre peut au cours des débats entendre les experts à l'audience, à titre de renseignements (article 23 du règlement de procédure d'annulation).

Le conseiller rapporteur ou l'auditeur chargé de l'instruction de l'affaire peut également entendre les parties et toutes autres personnes. Dans ce cas, les parties et leurs avocats sont convoqués (article 17 du règlement de procédure d'annulation).

S'il y a par ailleurs lieu à enquête, la chambre saisie ordonne qu'il y soit procédé soit à son audience, soit par le conseiller rapporteur ou l'auditeur chargé de l'affaire. Ce dernier ou l'Auditeur général peut aussi effectuer d'office des devoirs d'instruction (article 25, alinéa 1^{er} des lois coordonnées).

2) L'accélération du procès justifié par l'urgence

Existe-t-il des procédures permettant d'abrégé les délais d'instruction ? Si tel est le cas, dans quelles hypothèses ces règles procédurales spécifiques s'appliquent-elles ? Le juge a-t-il la liberté d'apprécier s'il y a lieu ou non de faire application de telles règles ?

A. Contentieux de l'annulation (recours contre un acte ou un règlement de l'administration)

1. Le référé ordinaire

Le Conseil d'État, lorsqu'il est saisi d'une demande de suspension, peut à tout moment ordonner la suspension de l'exécution d'un acte ou d'un règlement susceptible d'être annulé :

1° s'il existe une urgence incompatible avec le traitement de l'affaire en annulation ;

2° et si est invoqué au moins un moyen sérieux susceptible *prima facie* de justifier l'annulation de l'acte ou du règlement (article 17, §1^{er} des lois coordonnées).

Le président de chambre ou le conseiller qu'il désigne statue dans les 45 jours sur la demande de suspension.

Le Conseil d'État peut suivant une procédure accélérée (voir ci-après point 7), annuler l'acte ou le règlement si, dans les 30 jours à compter de la notification de l'arrêt qui ordonne la suspension, la partie adverse ou la partie intervenante n'a pas introduit une demande de poursuite de la procédure (article 17, § 6 des lois coordonnées).

De même, il existe dans le chef de la partie requérante une présomption de désistement d'instance lorsque, la demande de suspension d'un acte ou d'un règlement ayant été rejetée, la partie requérante n'introduit aucune demande de poursuite de la procédure dans un délai de 30 jours à compter de la notification de l'arrêt (article 17, § 7 des lois coordonnées). Dans ce cas, il est statué suivant une procédure accélérée (voir ci-après point 9).

Si la suspension a été ordonnée, il est statué sur la requête en annulation dans les 6 mois du prononcé de l'arrêt (article 17, § 5 des lois coordonnées). Comme tous les autres délais impartis pour prononcer un arrêt, il s'agit cependant d'un délai d'ordre dont le non-respect n'est pas, en soi, sanctionné.

Il appartient au Conseil d'État d'apprécier si les deux conditions que la loi impose pour accorder la suspension sont ou non remplies. Toutefois, à la demande de la partie adverse ou de la partie intervenante, le Conseil d'État tient compte des conséquences probables de la suspension pour tous les intérêts susceptibles d'être lésés, en ce compris l'intérêt public, et peut décider de ne pas accéder à la demande de suspension lorsque ses conséquences négatives pourraient l'emporter de manière manifestement disproportionnée sur ses avantages (article 17, § 2 des lois coordonnées).

2. Le référé d'extrême urgence

Dans les cas d'extrême urgence incompatibles avec le délai de traitement ordinaire de la demande en suspension, celle-ci peut être ordonnée suivant une procédure particulière

(article 17, § 4 des lois coordonnées). Dans ce cas, le président de chambre ou le conseiller désigné peut convoquer par ordonnance les parties ainsi que les personnes ayant intérêt à la solution de l'affaire, éventuellement à son hôtel, à l'heure indiquée par lui, même les jours de fête et de jour en jour ou d'heure en heure. Si la partie adverse ne l'a pas encore transmis, elle dépose à l'audience le dossier administratif auquel elle peut joindre une note. Le président peut suspendre l'audience afin de permettre à l'auditeur et aux autres parties d'en prendre connaissance. Le président peut ordonner l'exécution immédiate de l'arrêt (article 16, § 2, de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'État, ci-après le « règlement de procédure en référé »).

L'arrêt rendu sur une demande de suspension d'extrême urgence par un juge unique termine la procédure en référé. Mais si l'urgence a été telle que certaines parties n'ont pas pu être entendues, l'arrêt est provisoire et il doit contenir fixation de l'affaire dans les 3 jours devant une chambre composée de trois membres pour être confirmé ou infirmé par cette chambre (article 17, § 4 des lois coordonnées). Lorsque la suspension a été ordonnée, la décision sur la requête en annulation devra intervenir dans le 6 mois du prononcé de cet arrêt (article 17, § 5 des lois coordonnées) (délai d'ordre).

3. Le référé après le dépôt du rapport de l'auditeur sur le recours en annulation

Lorsque l'auditeur chargé de l'instruction de l'affaire a déjà déposé son rapport sur le recours en annulation, une demande de suspension ne peut plus être introduite. Mais toute partie qui y a un intérêt peut dans ce cas adresser au président de la chambre saisie de la requête une demande motivée en vue d'obtenir la fixation de l'affaire en urgence. Le président se prononce par ordonnance sur cette demande. Si l'urgence paraît justifiée ; il fixe alors l'affaire à bref échéance et il peut aménager les délais pour le dépôt des derniers mémoires (article 17, § 1^{er}, alinéa 3 des lois coordonnées).

4. Les demandes sans objet ou qui n'appellent que des débats succincts

Lorsqu'il apparaît que le recours en annulation est sans objet ou qu'il n'appelle que des débats succincts, le membre de l'auditorat désigné fait immédiatement rapport au président de la chambre saisie de l'affaire. Son rapport est notifié aux parties sans délai. Si le président de chambre partage les conclusions du rapport, l'affaire est définitivement tranchée après avoir été examinée en audience. S'il estime que l'affaire n'est pas en état d'être tranchée définitivement, il renvoie celle-ci à la procédure ordinaire (article 30, § 2 des lois coordonnées et article 93 du règlement de procédure d'annulation).

Dans le cadre de la procédure en référé, l'accélération de la procédure peut également être décidée si l'une des parties le demande, au plus tard à l'audience de suspension, sur le vu du rapport déposé par l'auditeur lors de l'examen de la demande de suspension (article 30, § 2, alinéa 1^{er} des lois coordonnées).

5. Absence de mémoire en réplique ou de mémoire ampliatif

Comme exposé ci-dessus (question relative aux délais), lorsque le requérant a omis de déposer dans le délai légal le mémoire en réplique ou ampliatif, la loi présume son désintérêt (Article 21, alinéa 2 des lois coordonnées). Dans ce cas, le greffier en chef avertit les parties que la chambre va statuer en constatant l'absence d'intérêt, à moins que dans un délai de 15 jours la partie requérante ne demande à être entendue. Si elle ne demande pas à être entendue, la chambre constate l'absence d'intérêt requis. Si elle demande à être entendue, les

parties sont convoquées à comparaître à bref délai. La chambre statue sans délai sur l'absence d'intérêt requis (article 14*bis* du règlement de procédure d'annulation). Au cours de l'audience qu'il a sollicitée, le requérant ne peut qu'exposer les raisons constitutives de force majeure pour lesquelles aucun mémoire n'a été déposé.

6. Absence de demande par le requérant de poursuite de la procédure après un rapport concluant au rejet ou à l'irrecevabilité du recours

Comme exposé ci-dessus (question relative aux délais), lorsque le requérant n'introduit aucune demande de poursuite de la procédure dans un délai de 30 jours à compter de la notification du rapport de l'auditeur concluant au rejet ou à l'irrecevabilité du recours, la loi présume un désistement d'instance, pour défaut d'intérêt (article 21, alinéa 7 des lois coordonnées). Dans ce cas, le greffier en chef avertit les parties que la chambre va statuer en décrétant le désistement d'instance, à moins que dans un délai de 15 jours la partie requérante ne demande à être entendue. Si elle ne demande pas à être entendue, la chambre décrète le désistement d'instance. Si elle demande à être entendue, les parties sont convoquées à comparaître à bref délai. La chambre statue sans délai sur le désistement d'instance (article 14*quater* du règlement de procédure d'annulation). Au cours de l'audience qu'il a sollicitée, le requérant ne peut qu'exposer les raisons constitutives de force majeure pour lesquelles il n'a pas introduit de demande de poursuite de la procédure.

7. Absence de demande par la partie adverse de poursuite de la procédure après un rapport concluant à l'annulation de l'acte attaqué

Comme exposé ci-dessus (question relative aux délais), lorsque la partie adverse n'introduit aucune demande de poursuite de la procédure dans un délai de 30 jours à compter de la notification du rapport de l'auditeur concluant à l'annulation de l'acte attaqué, la section du contentieux peut annuler l'acte (article 30, § 3 des lois coordonnées). Dans ce cas, le greffier en chef avertit les parties que la chambre va statuer sur l'annulation, à moins que dans un délai de 15 jours la partie adverse ne demande à être entendue. Si elle ne demande pas à être entendue, la chambre peut annuler l'acte. Si elle demande à être entendue, les parties sont convoquées à comparaître à bref délai. La chambre statue sans délai sur le recours en annulation (article 14*quinquies* du règlement de procédure d'annulation). Au cours de l'audience qu'elle a sollicitée, la partie adverse ne peut qu'exposer les raisons constitutives de force majeure pour lesquelles elle n'a pas introduit de demande de poursuite de la procédure.

8. Absence de demande par la partie adverse de poursuite de la procédure après une suspension ordonnée

Comme exposé ci-dessus (point 1), lorsque la partie adverse n'introduit aucune demande de poursuite de la procédure dans un délai de 30 jours à compter de la notification du rapport de l'auditeur concluant à la suspension de l'acte attaqué, la section du contentieux peut annuler l'acte (article 17, § 6 des lois coordonnées). Dans ce cas, le greffier en chef avertit les parties que la chambre va statuer sur l'annulation, à moins que dans un délai de 15 jours une partie ne demande à être entendue. Si aucune des parties ne demande pas à être entendue, la chambre peut, en leur absence, annuler l'acte. Si une partie demande à être entendue, les parties sont convoquées à comparaître à bref délai. La chambre statue sans délai sur le recours en annulation (article 11/2 du règlement de procédure d'annulation). Au cours de l'audience qu'elle a sollicitée, la partie adverse ne peut qu'exposer les raisons constitutives de force majeure pour lesquelles elle n'a pas introduit de demande de poursuite de la procédure.

9. Absence de demande par la partie requérante de poursuite de la procédure après une décision de rejet de suspension

Comme exposé ci-dessus (point 1), lorsque le requérant n'introduit aucune demande de poursuite de la procédure dans un délai de 30 jours à compter de la notification du rejet de la demande de suspension, la loi présume un désistement d'instance pour défaut d'intérêt (article 17, § 7 des lois coordonnées). Dans ce cas, le greffier en chef avertit les parties que la chambre va statuer en décrétant le désistement d'instance, à moins que dans un délai de 15 jours la partie requérante ne demande à être entendue. Si elle ne demande pas à être entendue, la chambre constate et décrète le désistement d'instance. Si elle demande à être entendue, les parties sont convoquées à comparaître à bref délai. La chambre statue sans délai sur le désistement d'instance (article 11/3 du règlement de procédure d'annulation). Au cours de l'audience qu'il a sollicitée, le requérant ne peut qu'exposer les raisons constitutives de force majeure pour lesquelles il n'a pas introduit de demande de poursuite de la procédure.

10. Abstention de rapport de l'auditeur sur le recours en annulation

Lorsqu'après la prononciation d'un arrêt ayant statué sur la demande de suspension et après l'échange des mémoires en réponse et en réplique ou du mémoire ampliatif, l'auditeur rapporteur constate que les parties n'invoquent aucun élément nouveau depuis l'arrêt qui a suspendu l'exécution de l'acte ou du règlement, ou qui a déclaré tous les moyens non sérieux ou qui a rejeté la demande de suspension pour irrecevabilité du recours en annulation, il peut communiquer le dossier au greffe en indiquant qu'il ne déposera pas de nouveau rapport sur le recours en annulation. Cette communication précise s'il est proposé, conformément à l'arrêt ayant statué sur la demande de suspension, de rejeter le recours en annulation ou d'annuler l'acte ou le règlement attaqué. Les procédures de dépôt de derniers mémoires et de demande de poursuite de la procédure sont ensuite appliquées avec, le cas échéant, les sanctions attachées à leur non-respect (article 11/4 du règlement de procédure d'annulation).

11. Examen de l'affaire sans audience publique, à la demande des parties

Dans les quinze jours de l'expiration du délai prescrit pour le dépôt des derniers mémoires, les parties peuvent décider d'introduire une déclaration commune selon laquelle la cause ne sera pas appelée à l'audience relative au recours en annulation dans les cas où, à la fois, le rapport conclut soit au rejet, soit à l'annulation, sans réserve ni demande de renseignements ou d'explication et qu'aucun dernier mémoire n'est déposé. La chambre peut cependant estimer qu'une audience doit être tenue afin que les parties puissent fournir des explications orales sur les points qu'elle a indiqués (article 30, § 1^{er}, alinéa 2 des lois coordonnées et article 26 du règlement de procédure d'annulation).

B. Contentieux de cassation (Recours contre une décision d'une juridiction administrative)

Les lois coordonnées ne prévoient pas la possibilité d'ordonner la suspension dans le cadre de la procédure de cassation. Par contre, les procédures accélérées en cas d'abstention de dépôt de mémoires ou de demande de poursuite de la procédure, exposées ci-dessus, sont d'application au contentieux en cassation (articles 15 et 18 de l'arrêté royal du 30 novembre 2006 déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'État, ci-après le « règlement de procédure en cassation »). Il en va de même pour la procédure de débats succincts (article 19 du même arrêté).

Le jugement de certains contentieux est-il enserré dans des délais particuliers ? Si tel est le cas, quels sont ces contentieux et les délais fixés ? En cas de non-respect par le juge de ces délais, quels sont les conséquences sur le jugement à intervenir ?

Pour un certain nombre de contentieux, les lois coordonnées ou des législations particulières imposent des délais plus brefs que ceux prévus par les lois coordonnées et le règlement de procédure. Ainsi :

A. Au contentieux de l'annulation (Annulation de la décision attaquée) :

1° Contentieux en matière de surveillance et de contrôle du secteur financier (décisions de l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA) ou de la Banque Nationale de Belgique (BNB) : le délai d'introduction de la requête est fixé à 15 jours, à peine de déchéance. Le délai pour le dépôt d'un mémoire en réponse et du dossier par la FSMA ou la BNB est fixé à un mois. Le membre de l'auditorat établit son rapport dans les 3 mois de la réception du mémoire. L'ordonnance fixant l'affaire intervient dans le mois du dépôt du rapport. L'arrêt doit intervenir dans le mois de la clôture des débats.

Ces derniers délais sont des délais d'ordre.

(article 30, §2bis des lois coordonnées ; [loi du 2 août 2002](#) relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, art. 122 ; [arrêté royal du 15 mai 2003](#) portant règlement de la procédure accélérée en cas de recours auprès du Conseil d'État contre certaines décisions de l'autorité des services et marchés financiers (FSMA) et de la Banque nationale de Belgique (BNB)).

2° Contentieux de l'agrément des mutualités : délai de recours : 15 jours à dater de la notification (sous peine d'irrecevabilité); délai pour le dépôt du mémoire en réponse et du dossier administratif par la partie adverse : 30 jours ; délai pour le dépôt du rapport par l'auditeur : 3 mois ; fixation de l'affaire dans un délai de 6 mois (prorogeable d'un mois pour un rapport complémentaire) ; prononcé de l'arrêt dans les 3 mois de la clôture des débats (délais d'ordre) ([loi du 6 août 1990](#) relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités, art. 68 ; arrêté royal du 12 octobre 2010 portant exécution de l'article 68, alinéa 2 de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités).

3° Contentieux relatif aux décisions du Conseil de la concurrence : délai de recours : 30 jours à dater de la notification (sous peine d'irrecevabilité) ; délai pour statuer : le Conseil d'État statue toutes affaires cessantes. Pour le surplus, les règles relatives à la procédure ordinaire devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État sont d'application (loi du 10 juin 2006 instituant un Conseil de la concurrence, article 30)

4° Contentieux de l'indemnisation des victimes du terrorisme (Loi du 1^{er} avril 2007 relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme): les recours contre les décisions relatives à ces indemnités doivent être traités « comme des affaires qui n'appellent que des débats succincts » (voir ci-dessus), ce qui signifie que l'auditeur doit faire rapport immédiatement après la réception du dossier et que l'affaire est fixée devant un juge unique (article 30, § 2, alinéa 2 des lois coordonnées).

5° *Contentieux de la nomination des bourgmestres de la périphérie bruxelloise* : le bourgmestre non nommé dispose d'un délai de 30 jours à dater de la notification du refus de nomination par le Gouvernement flamand (sous peine d'irrecevabilité); le rapport de l'auditorat doit être établi dans les 15 jours de la réception du dossier et la section du contentieux, statuant en assemblée générale, statue dans un délai de 90 jours à dater de l'introduction de la requête (délais d'ordre).

(article 13bis de la nouvelle loi communale, inséré par l'article 4 de la loi spéciale du 19 juillet 2012 'portant modification de la loi du 8 août 1988 portant modification de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des centres d'aide sociale, de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les chambres législatives et les conseils provinciaux (dite loi « de pacification communautaire ») et de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, concernant la nomination des bourgmestres des communes périphériques')

6° *Contentieux des marchés publics* : dans le cadre de la procédure de suspension, les soumissionnaires évincés d'un marché public ne peuvent introduire, devant le Conseil d'État, qu'un recours en suspension d'extrême urgence et ce, dans les 15 jours de la notification de la décision d'attribution du marché (sous peine d'irrecevabilité).

Durant ces 15 jours, l'autorité adjudicatrice ne peut conclure le marché (« délai d'attente » ou « standstill »).

(loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services, articles 11, 15, 23 et 24)

B. Au contentieux de pleine juridiction

Le contentieux de pleine juridiction est celui dans lequel le Conseil d'État ne se borne pas à un simple contrôle de légalité de la décision attaquée. Il connaît en effet des faits et l'arrêt qu'il prononce se substitue entièrement à la décision attaquée, comme un jugement d'appel, sauf que la décision attaquée n'est pas nécessairement juridictionnelle.

Ce contentieux ne représente qu'environ 4 % des requêtes, dont le plus grand nombre concerne le contentieux électoral communal.

Dans ce contentieux, les délais varient en fonction des contentieux en cause.

À titre d'exemples, on peut citer les contentieux suivants :

1° *Contentieux électoral provincial* (mandat de conseiller provincial): délai pour l'introduction du recours : 8 jours (à peine d'irrecevabilité) ; délai pour le dépôt d'un mémoire en réponse par toute personne qui y a intérêt : 15 jours à dater de la publication d'un avis au Moniteur belge ; délai pour statuer : le Conseil d'État statue dans le mois de la clôture des débats (délai d'ordre).

([loi du 19 octobre 1921](#) organique des élections provinciales, art. 37/4 ; [arrêté royal du 28 octobre 1994](#) déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'État, en cas de recours prévu par l'article 37/4 de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales)

2° *Contentieux électoral communal* : délai pour l'introduction du recours : 8 jours (à peine d'irrecevabilité) ; délai pour le dépôt d'un mémoire en réponse par toute personne qui y a intérêt : 8 jours à dater de l'affichage d'un avis à la maison communale ; délai pour le dépôt du rapport par l'auditeur : 8 jours à dater de la réception du dossier ; délai pour statuer : 60 jours à dater de l'introduction de l'affaire (délai d'ordre).

([loi électorale communale](#) (4 août 1932), art. 76bis ; [arrêté royal du 15 juillet 1956](#) déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'État en cas de recours prévus par l'article 76bis de la loi électorale communale)

3° *Contentieux de l'élection et de la révocation des membres des centres public d'aide sociale* : délai d'introduction de recours : 8 ou 15 jours selon la nature de la décision attaquée (sous peine d'irrecevabilité) ; délai pour le dépôt d'un mémoire par toute personne qui y a un intérêt : 15 jours ; fixation de l'affaire : dans les 8 jours après le dépôt du rapport ; arrêt : dans le mois après la clôture des débats (délais d'ordre).

([loi du 8 juillet 1976](#) organique des centres publics d'action sociale, art. 18, 21 et 22 ; [arrêté royal du 12 janvier 1977](#) déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'État, en cas de recours prévus par les articles 18, 21 et 22 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale ; dispositions particulières adoptées par les régions)

4° *Contentieux relatif à la connaissance des langues par les membres des conseils communaux et des centres public d'aide sociale* : délai de recours : 6 mois après la prestation de serment ; délai pour le dépôt du mémoire en réponse par le mandataire concerné : 30 jours ; délai pour le dépôt du rapport de l'auditeur : 30 jours à dater de la réception du mémoire ; délai pour statuer : dans le mois de la clôture des débats (délais d'ordre).

([loi du 8 juillet 1976](#) organique des centres publics d'action sociale, art. 25ter ; [loi électorale communale](#), art. 68bis – devenu l'article 72bis de la nouvelle loi communale ; [arrêté royal du 22 décembre 1988](#) déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'État en cas de recours prévu par l'article 25ter de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, et par l'article 68bis de la loi électorale communale)

5° *Contentieux du financement des partis politiques* : délai de recours : dans les 60 jours de la prise de connaissance du dernier fait ou indice qui justifie la demande de privation ; délai pour le mémoire en réponse : 60 jours ; délai pour le mémoire en réplique ou ampliatif : 15 jours ; derniers mémoires : 15 jours ; délai pour statuer : dans les 6 mois de la saisine (délai d'ordre)

([loi du 4 juillet 1989](#) relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, art. 15ter ; [arrêté royal du 31 août 2005](#) déterminant les règles particulières de délai et de procédure pour le traitement des demandes introduites en application de l'article 15ter de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques)

6° *Contentieux de l'élection et de la démission des membres du conseil de police* : délai de recours : 15 jours à dater de la notification (sous peine d'irrecevabilité) ; délai de

l'introduction d'une demande d'intervention par toute personne intéressée : 30 jours après la réception de la notification du recours par le Greffe ; délai pour la transmission de ses observations par la partie autorisée à intervenir : dans le délai fixé par la chambre saisie du recours ; délai pour le mémoire en réplique : 60 jours ; délai pour le dépôt du rapport de l'auditeur : 8 jours à dater de la réception du dossier ; délai pour le dernier mémoire et la demande de poursuite de la procédure : 30 jours ; prononcé de l'arrêt : dans le mois à dater de la clôture des débats et dans le délai de six mois à dater de la réception de la requête (délai d'ordre).

([loi du 7 décembre 1998](#) organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, articles 18^{quater}, 21^{ter} et 21^{quater} ; [arrêté royal du 8 mars 2007](#) déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'État, en cas de recours prévus par les articles 18^{quater} et 21^{ter} de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux).

Une affaire peut-elle être jugée à juge unique, sans audience publique, sans intervention du rapporteur public ou du parquet et/ou sans procédure contradictoire préalable ? Si tel est le cas, au regard de quelles règles le recours à ces techniques est-il apprécié ? Ce choix est-il contestable par la voie de l'appel, de la cassation ou de tout autre voie procédurale ?

1. Juge unique

Les chambres de la section du contentieux administratif siègent à 3 membres.

Elles siègent toutefois à un membre :

1° sur les demandes de suspensions et de mesures provisoires ;

2° en matière de recours en annulation (recours contre un acte ou un règlement de l'administration) ou de recours en cassation (recours contre une décision juridictionnelle), lorsque :

- une des parties n'a pas introduit de demande de poursuite de la procédure après un arrêt en suspension ;
- la partie requérante n'a pas respecté le délai pour le dépôt du mémoire en réplique ou ampliatif ;
- il s'agit de proroger le délai pour statuer ;
- le recours doit être déclaré sans objet ou qui appelle un désistement ou doit être rayé du rôle ;
- il s'agit du traitement de requêtes qui n'entraînent que des débats succincts.

En outre, le président de chambre peut d'office ordonner le renvoi d'une affaire à une chambre composée d'un membre lorsque la complexité ou l'intérêt de l'affaire ne s'y oppose pas.

Aucune voie de recours n'est prévue contre la composition à juge unique de la chambre. Toutefois, le président de chambre peut, si le requérant l'a demandé de manière motivée dans sa requête ou d'office, ordonner le renvoi d'une affaire à une chambre composée de trois membres lorsque la complexité juridique ou l'intérêt de l'affaire ou des circonstances spécifiques le requièrent (article 90, § 1^{er} des lois coordonnées).

2. Audience publique

Les audiences de la section du contentieux administratifs sont toujours publiques, sauf si le huis clos est déclaré par une décision motivée dans un des cas suivants :

- la publicité est dangereuse pour l'ordre ou les mœurs ;
- en cas de pourvoi en cassation contre un arrêt du Conseil du Contentieux des étrangers ;
- lorsque le dossier administratif contient des pièces qui sont reconnues confidentielles en application de l'article 39/64 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (article 27 des lois coordonnées).

3. Intervention de l'auditeur

Sous réserve de la procédure de « filtrage » en cassation (voir ci-après), l'auditeur intervient dans toutes les affaires et donne toujours son avis à l'audience.

4. Procédure contradictoire

La procédure est toujours contradictoire. Toutefois, dans le cadre de la procédure d'extrême urgence, une suspension ou des mesures provisoires peuvent être ordonnées sans que toutes les parties aient été convoquées, mais dans ce cas, l'arrêt qui ordonne la suspension provisoire ou les mesures provisoires convoque les parties à bref délai devant la chambre qui statue sur la confirmation de la suspension ou des mesures provisoires (article 17, § 4 des lois coordonnées).

5. Procédure spécifique de « filtrage » des recours en cassation

Chaque recours en cassation est soumis à une procédure dite « d'admission ». Sont seuls déclarés admissibles les recours en cassation :

1°) qui invoquent une violation de la loi ou la violation d'une règle de forme, soit substantielle, soit prescrite à peine de nullité ;

2°) pour autant que le moyen invoqué par le recours ne soit pas manifestement non fondé ;

3°) et que cette violation soit effectivement de nature telle qu'elle peut conduire à la cassation de la décision querellée et a pu influencer la portée de la décision.

Sont cependant également déclarés admissibles les recours en cassation :

1°) pour lesquels le Conseil d'État n'est pas incompétent ou sans pouvoir de juridiction pour statuer sur le recours ou qui ne sont pas sans objet ou manifestement irrecevables ;

2°) ET dont l'examen s'avère nécessaire pour assurer l'unité de la jurisprudence (article 20, § 2 des lois coordonnées).

Un membre du Conseil d'État désigné se prononce, par voie d'ordonnance, dans les 8 jours à compter de la réception du dossier de la juridiction, sur l'admissibilité du recours en cassation, sans audience et sans entendre les parties. L'ordonnance qui refuse l'admissibilité du recours motive succinctement le refus (article 20, § 3 des lois coordonnées).

Il n'y a pas d'intervention de l'auditeur dans la procédure d'admissibilité.

Aucune opposition, ni tierce opposition ne peut être formée contre les ordonnances de ce juge unique, lesquelles ne sont pas davantage susceptibles de révision (article 20, § 3 des lois coordonnées).

Lorsqu'un recours en cassation a été déclaré admissible, la chambre compétente (juge unique ou, le cas échéant, trois juges) se prononce sur le recours en cassation dans un délai de 6 mois suivant le prononcé de l'ordonnance d'admission (délai d'ordre) (article 20, § 3 des lois coordonnées).

3) L'accélération de la résolution définitive des contentieux

Les voies de recours ouvertes à l'encontre des décisions juridictionnelles rendues sont-elles uniformes ou varient-elles selon la nature du litige ou son importance ? Quels motifs justifiant que tel ou tel litige ne bénéficie pas des mêmes voies de recours que les autres ?

Les voies de recours contre les décisions juridictionnelles sont uniformes.

En cas d'annulation de la décision juridictionnelle contestée, le juge d'appel ou de cassation a-t-il la faculté ou l'obligation de trancher le litige au fond ? Pour ce faire, dispose-t-il de la faculté d'ordonner de nouvelles mesures d'instruction ?

1. Lorsque la section du contentieux du Conseil d'État statue sur les recours en cassation formés contre les décisions contentieuses rendues en dernier ressort par une juridiction administrative, elle ne connaît pas du fond des affaires (article 14, § 2 des lois coordonnées). Il s'ensuit que le Conseil d'État ne contrôle pas l'appréciation des faits à laquelle il a été opéré par la juridiction administrative, sous réserve de leur éventuelle dénaturation. Le Conseil d'État peut par contre connaître de toute erreur de droit, dont l'incompétence de la juridiction, la violation des règles de forme et de procédure, l'illégalité des motifs de droit et l'illégalité du dispositif de la décision juridictionnelle contestée.

2. En ce qui concerne le contrôle des faits dans le cadre d'un recours en cassation, le Conseil d'État se borne - dans le cadre de la procédure en cassation- à censurer l'erreur dans la qualification des faits au regard des dispositions de droit applicables, l'erreur objective dans la rédaction matérielle des faits retenus par la juridiction, et à vérifier si cette dernière a bien pris en considération les faits qui lui ont été présentés. En principe, dans le cadre du recours en cassation (recours contre une décision juridictionnelle), le Conseil d'État n'ordonne pas de nouvelles mesures d'instruction : il ne vérifie l'existence des faits qu'en se fondant sur le dossier soumis au premier juge. Encore n'est-ce là qu'une décision de principe, dont il lui arrive de s'écarter.

3. Afin d'accélérer l'examen du recours en cassation par l'auditeur et par la chambre compétente, il est expressément prévu que le mémoire en réplique ou ampliatif doit prendre la forme d'un mémoire de synthèse ordonnant l'ensemble des arguments de la partie requérant et que, sans préjudice de la recevabilité du recours ou des moyens, le Conseil d'État statue au vu de ce mémoire en synthèse (article 14 du règlement de procédure en cassation).

4) Les mécanismes susceptibles de compenser les effets de la durée incompressible des procédures juridictionnelles

Existe-t-il des procédures permettant à un juge unique ou à une formation collégiale de prendre les mesures qu'il/elle estime nécessaire afin de sauvegarder les intérêts des parties dans l'attente d'un jugement au fond ? Ces règles sont-elles uniformément applicables en appel et en cassation ?

A. Contentieux de l'annulation (recours contre un acte ou un règlement de l'administration)

La section du contentieux peut ordonner toutes les mesures nécessaires afin de sauvegarder les intérêts des parties ou personnes qui ont intérêt à la solution du litige (article 17, § 1^{er} des lois coordonnées). Outre la suspension de l'exécution de l'acte ou du règlement attaqué (voir ci-dessus réponse à la question : existe-t-il des procédures permettant d'abréger les délais d'instruction), la chambre saisie peut également ordonner des mesures provisoires, le cas échéant, d'extrême urgence. Toutefois, l'obtention de telles mesures provisoires est subordonnée à l'existence d'une demande en suspension (référé ordinaire ou d'extrême urgence) et aux conditions de recevabilité de celle-ci (urgence et moyens sérieux). La procédure correspond à celle du référé (voir ci-dessus réponse à la question : existe-t-il des procédures permettant d'abréger les délais d'instruction).

B. Contentieux de cassation (recours contre une décision d'une juridiction administrative)

Les lois coordonnées ne permettent pas d'ordonner des mesures provisoires dans le cadre de la procédure de cassation, pas plus qu'elles ne permettent l'introduction d'une demande de suspension (voir ci-dessus réponse à la question : existe-t-il des procédures permettant d'abréger les délais d'instruction).

Des règles procédurales permettent-elles à un juge unique ou à une formation collégiale que soit tranché, de manière provisoire et dans de brefs délais, un litige, sans que celui-ci ne donne nécessairement lieu à une procédure au fond ?

Ainsi qu'il a été exposé ci-dessus (réponse à la question : existe-t-il des procédures permettant d'abréger les délais d'instruction), dans le cadre de la procédure en annulation, la section du contentieux peut ordonner la suspension de l'exécution d'un acte ou règlement et des mesures provisoires afin de sauvegarder les intérêts des parties. Toutefois, la suspension et les mesures provisoires qui ont été ordonnées avant l'introduction de la requête en annulation de l'acte ou du règlement seront immédiatement levées s'il apparaît qu'aucune requête en annulation invoquant des moyens qui les avaient justifiées n'a été introduite dans le délai légal (article 17, § 4 des lois coordonnées et article 41 du règlement de procédure en suspension). Dès lors, l'octroi de la suspension et de mesures provisoires est lié à une procédure d'annulation au fond.

*



CONSEIL D'ETAT DU BURKINA FASO

COUNCIL OF STATE OF BURKINA FASO

CONTRIBUTIONS DU **CONSEIL D'ETAT DU** **BURKINA FASO**

Monsieur Venant OUEDRAOGO, Premier Président

Aux termes de l'article 124 de la Constitution du Burkina Faso, les juridictions de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif sont :

- la Cour de cassation ;
- le Conseil d'Etat ;
- la Cour des comptes ;
- le Tribunal des conflits
- Les cours et les tribunaux.

Ces juridictions appliquent la loi en vigueur.

L'article 127 de ladite Constitution indique que :

- la Cour de cassation.....
- le Conseil d'Etat est la juridiction supérieure de l'ordre administratif,
- la cour des comptes.....
- le Tribunal des conflits, la juridiction de règlement des conflits de compétence entre les juridictions.

C'est la loi organique 015-2000/AN du 23 mai 2000 du 23 mai 2000 qui en application de l'article 127 in fine de la Constitution qui précise la composition, l'organisation, les attributions, le fonctionnement et la procédure applicable devant le Conseil d'Etat mais celle qui doit préciser ces mêmes indications pour le Tribunal des conflits n'est pas encore adoptée. Il y a lieu de préciser que les juridictions de base de l'ordre administratif sont les tribunaux administratifs créés par la loi 21/95/ADP du 16 mai 1995 qui précise leurs domaines de compétence matérielle et territoriale ainsi que leurs règles de fonctionnement.

Le Conseil d'Etat du Burkina Faso a des attributions consultatives et des attributions contentieuses mais pour le traitement du présent thème, nous ne retiendrons que les dernières.

Ces attributions contentieuses sont exercées:

- en matière de droit commun ;
- en matière électorale.

a)- En matière de droit commun

C'est la loi organique 015-2000/AN du 23 mai 2000 du 23 mai 2000 qui les précise et il est à cet effet :

- juge en premier et dernier ressort des recours pour excès de pouvoir contre les décrets et les actes administratifs qui excèdent le ressort d'un seul tribunal administratif ;
- juge de l'appréciation de la légalité et de l'interprétation des actes susvisés;
- juge d'appel des décisions rendues en premier ressort par les tribunaux administratifs ;
- juge de cassation des décisions rendues en premier et/ou dernier ressort par ces mêmes tribunaux administratifs et les juridictions spécialisées ;

Il y a lieu de préciser que les attributions des tribunaux administratifs, le juge de droit commun du contentieux administratif sont celles que la loi ne confie pas exclusivement au Conseil d'Etat pour être statué statuer en premier et dernier ressort..

b) –En matière électorale

C'est la Constitution et le code électoral qui les précisent.

L'article 152 de la Constitution donne compétence :

- aux tribunaux administratifs pour contrôler la régularité et la transparence des élections locales ;
- au Conseil d'Etat pour proclamer les résultats définitifs de ces élections.

Le code électoral indique les modalités d'applications de cette disposition constitutionnelle et élargit ces attributions. Ce qui s'applique comme suit :

***le tribunal administratif est :**

- 1°- Dans tout processus électoral (référendaire, présidentiel, législatif ou local), juge en dernier ressort du contentieux des listes électorales ;
- 2°- Dans le processus des élections législatives, juge en premier ressort du contentieux des listes de candidature ;
- 3°- Dans le processus des élections locales juge en premier ressort du contentieux:
 - de la candidature ;
 - de l'éligibilité ;
 - du scrutin et de son dépouillement ;
 - de la mise en place des exécutifs locaux.

*** le Conseil d'Etat est :**

- 1°- Dans tout processus électoral (référendaire, présidentiel, législatif ou local), juge de cassation des décisions rendues en dernier ressort par les tribunaux administratifs en matière de contentieux des listes électorales
 - juge d'appel des décisions rendues en premier ressort par les Tribunaux Administratifs en matière de contentieux de la candidature et de l'éligibilité, du scrutin et de son dépouillement, de la mise en place des organes dirigeants des collectivités territoriales;
 - juge en premier et dernier ressort du contentieux de la proclamation des résultats provisoires faite par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), des élections locales.

Il proclame les résultats définitifs de ces élections, règle les réclamations portées contre cette proclamation (corrections d'éventuelles erreurs matérielles dans les attributions de siège), constate la déchéance des conseillers municipaux qui se trouveraient après leur élection, dans un cas d'inéligibilité ou d'incompatibilité.

Il y a lieu de faire observer que si en matière de droit commun, la loi n'impose au juge administratif, sauf en matière de sursis à exécution, un délai pour statuer sur les requêtes qui lui sont soumises, en matière électorale, il lui est imposé des délais très brefs. Il faut aussi reconnaître qu'il est difficile d'enfermer le juge administratif dans un délai impératif pour statuer en matière de droit commun soit en raison de la complexité du litige, soit en raison du manque de diligence des parties pour fournir les pièces réclamées etc. Ce constat

semble être mis en matière de contentieux administratif, c'est pourquoi il lui est demandé de statuer dans un délai raisonnable une recommandation dont on ne définit pas le contour, tant il paraît complexe ce qui semble justifier le choix du présent thème : « **COMMENT REDUIRE LES DELAIS DE JUGEMENT ?** »

Ce thème s'articule autour de quatre (4) problématiques que sont :

- 1°- la question de l'accélération du procès par les délais de procédure ;
- 2° la question de l'accélération du procès justifiée par l'urgence ;
- 3°- la question de l'accélération de la résolution définitive des contentieux ;
- 4°- la question des mécanismes susceptibles de compenser les effets de la durée incompressible des procédures juridictionnelles.

I- L'ACCELERATION DU PROCES PAR LES DELAIS DE PROCEDURE

- **Une fois la requête introduite, existe-t-il des délais dans lesquels les parties sont tenues (en demande, en défense ou en observations) de présenter leurs observations ? Si tel est le cas, de quelle manière sont-ils fixés ? Quelles sanctions une partie encourt-elle en cas de non respect des délais qui lui sont impartis ?**

En droit commun, la requête doit être introduite dans un délai de deux (2) mois pour compter de la publication, de la notification ou de la signification de l'acte attaqué ou de la constatation de la décision implicite de rejet d'un recours gracieux, hiérarchique facultatifs ou d'un recours préalable obligatoire.

En dehors de la question des délais, cette requête doit remplir d'autres conditions de présentation dont le non respect entraîne son irrecevabilité. Toutefois, **l'article 21 de la loi 15-2000 du 23 mai 2000** portant composition, organisation, attributions et fonctionnement du Conseil d'Etat et procédures applicables devant lui, dispose que lorsque des formalités prescrites par la loi ne sont pas remplies ou sont insuffisamment remplies, le juge rapporteur fait mettre le demandeur en demeure de compléter ou de préciser sa requête dans un délai qui ne peut être inférieur à un (1) mois. Dans la pratique, c'est ce délai d'un mois qui est accordé au requérant.

Cependant en ce qui concerne le défendeur, il n'existe pas de disposition légale qui pour lui accorder des délais ou le contraindre à déposer des conclusions dans un délai impératif au cours de l'instruction d'un dossier. Cela relève du pouvoir discrétionnaire du juge

rapporteur (**article 23 de la loi**) le juge rapporteur lui accorde en général, un délai d'un mois pour produire ses conclusions.

Toute partie au procès a la possibilité de demander un délai supplémentaire lorsqu'elle ne se sent pas en mesure de respecter celui qui lui a été imparti et un délai supplémentaire d'un mois lui est accordé.

Il n'existe légalement aucune sanction contre les parties en cas de non respect des délais impartis. Cependant, en raison du caractère contradictoire de la procédure contentieuse, les conclusions tardives adressées au juge après la clôture du rapport sur l'affaire, ne sont pas prises en compte par le conseiller rapporteur et ne peuvent prospérer car la partie retardataire ne pourra pas s'en prévaloir pour ses observations orales à l'audience sauf si ses moyens sont d'ordre public.

▪ **Les interventions des tiers au procès sont-elles encadrées ?**

L'intervention est prévue aux articles 31 et 34 de la loi organique 015-2000/AN qui ne la définissent pas mais si l'on s'en tient à la jurisprudence, il y a intervention lorsqu'une tierce personne estime avoir un intérêt dans un procès auquel elle n'est ni demanderesse ni défenderesse a priori ou lorsqu'une des parties au procès estime qu'elle a intérêt à ce qu'une tierce personne y soit néanmoins atraite.

L'intervention est volontaire ou forcée :

- lorsqu'elle est volontaire (l'intervenant ayant intérêt au maintien ou à l'annulation de la décision attaquée en matière de recours pour excès de pouvoir ou en matière de plein contentieux si la décision mise en cause est susceptible d'affecter ses intérêts, peut se joindre à l'instance), elle est participative ou accessoire.
 - Elle est dite participative lorsque son auteur aurait pu lui même intenter le recours, ce qui lui confère les mêmes droits que le requérant notamment celui de faire appel même si le requérant y renonçait.
 - Elle est dite accessoire au profit d'associations ou syndicats désireux d'appuyer un recours individuel contre une décision qu'ils n'auraient pu contester eux-mêmes, les droits qui en découlent sont réduits. Si le requérant s'abstient d'exercer des voies de recours contre la décision juridictionnelle, l'intervenant ne peut non plus les exercer, il ne pourra même pas exercer un recours en rectification contre la décision rendue.
- lorsqu'elle est forcée (à la demande d'une partie, ou du juge), elle est surtout usitée dans le contentieux de la responsabilité et se fait, soit par la mise en cause

d'un tiers par le demandeur afin d'obtenir sa condamnation en même temps que le défendeur, soit par la procédure d'appel en garantie formé par le défendeur pour se garantir de condamnations éventuelles sur le fondement d'une loi ou d'un contrat, soit encore par la procédure d'appel en déclaration de jugement commun formé par le demandeur ou le défendeur ou décidé d'office par le juge pour rendre la décision opposable à toute personne susceptible de faire tierce opposition

En tout état de cause, la demande d'intervention volontaire, sous peine d'irrecevabilité devra être introduite avant la première audience au cours de laquelle l'affaire sera appelée et les conclusions en intervention doivent s'aligner sur les moyens de l'une des parties au procès.

- **Le juge peut-il statuer sur une requête en l'absence de tout mémoire en défense ? Si tel est le cas, la partie défenderesse dispose-t-elle d'une voie de recours spécifique ?**

Le juge peut statuer sur une requête en l'absence de tout mémoire en défense lorsque la partie défenderesse a été mise en demeure et qu'elle n'a pas daigné répondre et/ou lorsque le juge estime que les moyens qu'elle va présenter ne sont pas indispensables pour la solution du litige (cas où le juge entend lui-même soulever des moyens d'ordre public).

- **Les règles applicables en matière de délais de procédure varient-elles selon que les parties sont ou non représentées par un avocat ?**

Les règles applicables en matière de délai de procédure ne varient pas selon que les parties sont ou non représentées par un avocat.

- **En matière d'expertise, existe-t-il des règles spécifiques ?**

Il n'existe pas de règles spécifiques mais les lois régissant les tribunaux administratifs et le Conseil d'Etat sont en relecture en prévision de la création d'une cour administrative d'appel. Ces projets de lois introduisent des innovations.

II- L'ACCELERATION DU PROCES JUSTIFIEE PAR L'URGENCE

- **Existe-t-il des procédures permettant d'abrèger les délais d'instruction ? Si tel est le cas, dans quelles hypothèses ces règles procédurales**

spécifiques s'appliquent-elles ? Le juge a-t-il la liberté d'apprécier s'il y a lieu ou non de faire application de telles règles ?

La législation burkinabé n'a pas prévu, en matière de contentieux administratif, de procédures permettant d'abrèger les délais d'instruction. Toutes les décisions, même d'incompétence ou d'irrecevabilité manifeste sont prononcées en audience publique. Ce qui engorge inutilement les rôles d'audience alors que par de simples ordonnances du président de la juridiction, ces incompétences ou irrecevabilités peuvent être constatées mais comme il a été indiqué en introduction, la législation est en relecture et pourra introduire des innovations.

- **Le jugement de certains contentieux est-il enserré dans les délais particuliers ? Si tel est le cas, quels sont ces contentieux et les délais fixés ? en cas de non-respect par le juge de ces délais, quelles sont les conséquences sur le jugement à intervenir ?**

Ainsi qu'il a été dit en introduction également, en matière de contentieux de droit commun, le juge administratif, sauf en matière de sursis à exécution, n'est pas enfermé dans un délai pour statuer. Même en matière de sursis à exécution, il lui est seulement demandé de statuer sur sa saisine, dès la première audience utile.

- **Une affaire peut-elle être jugée à juge unique, sans audience publique, sans intervention du rapporteur public ou du parquet et/ou sans procédure contradictoire préalable ? Si tel est le cas, au regard de quelles règles le recours à ces techniques est-il apprécié ? Ce choix est-il contestable par la voie de l'appel, de la cassation ou de toute autre voie procédurale ?**

Si le tribunal administratif est une juridiction à juge unique, le Conseil d'Etat est une juridiction collégiale en application des lois y relatives. Il s'agit de questions d'ordre public aux quelles les juges ne peuvent déroger et il n' ya pas encore été dérogé. Les décisions sont toujours prononcées en audience publique de la juridiction saisie.

III- L'ACCELERATION DE LA RESOLUTION DEFINITIVE DES CONTENTIEUX

- **Les voies de recours ouvertes à l'encontre des décisions juridictionnelles rendues sont-elles uniformes ou varient-elles selon la nature du litige ou son importance ? Quels sont les motifs justifiant que tel ou tel litige ne bénéficie pas des mêmes voies de recours que les autres ?**

Les voies de recours contre les décisions des tribunaux administratifs sont l'opposition dans certains cas devant le même tribunal administratif, l'appel et la cassation devant le Conseil d'Etat selon que le tribunal aura statué en premier ou en premier et/ou dernier ressort. Il pourra aussi être déféré devant le tribunal administratif sans obligation de respecter des délais, des recours en rectification d'erreurs matérielles et d'interprétation du jugement qu'il a rendu.

Les voies de recours les décisions rendues par le Conseil d'Etat sont :

- Lorsqu'il statue en premier et dernier ressort, le pourvoi en cassation devant les chambres réunies ;
- Lorsqu'il statue en appel ou en cassation contre un jugement d'un tribunal administratif, aucune en principe.

Toutefois, qu'il statue en premier et dernier ressort, en appel ou en cassation contre un jugement du tribunal administratif, il peut être exercé contre sa décision, l'opposition et la révision dans un certain délai, les recours en rectification d'erreurs matérielles et d'interprétation contre cette décision sans obligation de respect de délai.

- **En cas d'annulation de la décision juridictionnelle contestée, le juge d'appel ou de cassation a-t-il la faculté d'ordonner de nouvelles mesures d'instruction ?**

Le juge d'appel peut ordonner de nouvelles mesures d'instructions par arrêt avant dire droit (ADD) lorsqu'il apparaît qu'elles sont nécessaires à la manifestation de la vérité ou que le premier juge a refusé de les ordonner. Les résultats de ces nouvelles mesures d'instruction peuvent le conduire à annuler le jugement qui a été déféré à sa sanction. En cas d'annulation, il évoque et statue à nouveau par la même décision. Etant entendu qu'il statue par une décision unique, il ne peut après l'annulation, en ordonner d'autre.

Le juge de cassation se contente d'indiquer dans sa décision, les motifs de sa cassation, il revient aux juges du fond d'en tirer les conséquences pour éviter la cassation de sa nouvelle décision.

IV- LES MECANISMES SUSCEPTIBLES DE COMPENSER LES EFFETS DE LA DUREE INCOMPRESSIBLE DES PROCEDURES JURIDICTIONNELLES

- **Existe-t-il des procédures permettant à un juge unique ou à formation collégiale de prendre les mesures qu'il/elle estime nécessaires afin de**

**sauvegarder les intérêts des parties dans l'attente du jugement au fond ?
Ces règles sont-elles uniformément applicables en appel et en cassation ?**

Lorsque la preuve du décès d'une partie (personne physique) est rapportée, la procédure est suspendue jusqu'à ce que ses ayants droit la reprennent. A défaut de manifestation d'ayants droit il est désigné d'office un avocat ou un représentant et la procédure sera réputée contradictoire à l'égard du de cujus.

- **Des règles procédurales permettent-elles à un juge unique ou à formation collégiale que soit tranché, de manière provisoire et dans de brefs délais, un litige, sans que celui-ci ne donne nécessairement lieu à une procédure au fond ?**

En dehors de la procédure de sursis à exécution, la législation du Burkina Faso n'autorise pas une telle procédure. La relecture de cette législation entend intégrer la procédure de référé.



COUR POPULAIRE SUPREME DE CHINE

SUPREME PEOPLE'S COURT OF CHINA

SUPREME PEOPLE'S COURT OF CHINA

QUESTIONNAIRE

SEMINAR-SEPTEMBER 23th, 2014

HOW TO REDUCE THE JUDGMENT PERIOD ?

***The Administrative Adjudication Practice of
Mainland Courts in P. R. China***

P. R. China is a unitary state which practices singlism constitutionally. Under the “one country, two systems” political framework, four judicial jurisdictions co-exist in P. R. China, i.e. mainland, Hong Kong Special Administrative Region, Macau Special Administrative Region and Taiwan region. Monism is the distinct characteristic of the mainland court system. A separate administrative court system does not exist in the mainland. However, a separate administrative court system exists in Taiwan region. In Macau Special Administrative Region, there is an administrative court within the court system.

The mainland court system in P. R. China has four levels, i.e. the Supreme People's Court, high people's courts, intermediate people's courts and grassroots courts. As to administrative cases, the case-filing

division of a people's court is in charge accepting cases whereas the administrative division is responsible for handling cases. Three months is the judgment period which is stipulated by law for first-instance administrative cases, while two months for second-instance administrative cases. Extension of the judgment period necessitated by special circumstances shall be approved by a high people's court. When the case is being handled by a high people's court, extension of the judgment period shall be approved by the Supreme People's court.

1 Acceleration of trials by the procedural rules period

- After having accepted an administrative case upon examination, a people's court shall send a copy of the bill of complaint to the defendant within five days. The defendant shall, within ten days after receiving a copy of the bill of complaint, provide the people's court with a bill of defense and the documents on the basis of which a specific administrative action was undertaken. If the defendant refuses to supply evidence within the ten days or overduly supplies evidence without justified excuses, it shall be regarded as no relevant evidence for the contested specific administrative action.

- Third party is a category of parties in administrative proceedings.

After an administrative case being accepted, any other citizen, legal person or any other organization who has interests in a specific administrative action under litigation may, as a third party, request to participate in the proceedings or may participate when so notified by the people's court.

- The fact that the defendant failed to supply a bill of defense after having received a copy of the bill of complaint sent by a people's court shall not influence trial of the case by the people's court. In the trial course, the defendant can still put forward plea concerning fact issues and law issues. As to cases which are tried by court session, if the defendant, after being twice legally summoned by a people's court, refuses to appear in court without justified excuses, the court may deliver judgment by default.

- As to administrative cases, a party may or may not entrust a barrister to represent him in litigation. Whether or not entrusting a barrister by a party does not influence trial by a people's court. It does not influence the judgment period either.

- Expertise is a sort of evidence in administrative proceedings. One basis for a people's court to ascertain a fact is expertise. In the

litigation course, when a people's court considers that a specialized issue necessitates an expert evaluation, the expert evaluation shall be made by an expert evaluation institute as specified by law. In the absence of such an institute, the people's court shall designate one to conduct the expert evaluation. Time spent for expert evaluation shall be excluded from the judgment period.

2 Trial acceleration in cases of emergency

- As to the issue of trial acceleration in cases of emergency, there is no relevant stipulation in the Administrative Litigation Law of P. R. China. Nevertheless, the cases of emergency are arranged in priority to be handled as fast as possible in administrative adjudication practice. In addition, as to cases which are complex or which have large amount of evidences, a people's court may organize parties to exchange evidences before a court session. The trial can be accelerated in such way.

- The Administrative Litigation Law of P. R. China does not stipulate different judgment periods for different types of litigation. However, as to those administrative cases which involve clear facts, simple

legal relationship and explicit rights and duties, summary procedure is applied as well in recent years. When summary procedure is applied, an administrative case shall be settled within 45 days after the case is accepted by a people's court.

- Administrative cases shall be tried by a college of judges or of judges and assessors in a people's court. A sole-judge bench is normally not allowed. However, when summary procedure is applied, a people's court may, by consent of the parties, organize a sole-judge bench.

Public trial is a fundamental principle for trying administrative cases. All administrative cases shall be trial in public, except for those cases which involve state secrets or private affairs of individuals, or as otherwise stipulated by law.

The people's procuratorates have the right to exercise legal supervision over administrative proceedings. The principal way of supervision is to lodge in accordance with procedures of judicial supervision a protest against a legally effective judgment or order of a people's court. As to a case against which a protest has been lodged by a people's procuratorate, a people's court shall retry the cases. When the case is decided to be retried in a court session, the people's court shall notify the people's procuratorate to dispatch a prosecutor to appear.

Parties have the right to debate in administrative proceedings. The evidence which has not been cross-examined shall not serve as basis for judgment.

3 Acceleration of the definitive ruling on the litigation

- As to a plea against a jurisdictional decision lodged by parties, a people's court can possibly make two sorts of orders. One sort of order is transfer the case to a people's court which has jurisdiction when the plea is well founded. The other sort of order is reject the plea.

- When a plea against a jurisdictional decision is well founded, a people's court ordinarily has to transfer the case to a people's court which has jurisdiction. It is up to the people's court which has jurisdiction to deliver a judgment over content. Yet in exceptional circumstances, a superior people's court has discretion to adjudicate administrative cases over which an inferior people's court has jurisdiction as a first-instance court. After having inquired case facts, the superior people's court delivers a judgment over the content of the dispute.

4 Mechanisms for compensating the effects of the incompressible duration of jurisdictional procedures

- Execution of a specific administrative action ordinarily shall not be suspended in the trial course. However, if the plaintiff lodges such a request, and the people's court considers execution of the specific administrative action will cause irremediable losses and suspension of the execution will not harm public interests, the people's court may order suspension of the execution. Additionally, as to cases which involve suing for pensions for the disabled or for the families of the deceased, social insurance money or the guaranteed minimum for living expenses, a people's court may, at the request of the plaintiff, order pre-execution.
- The Administrative Litigation Law of P. R. China does not empower a people's court to deliver a provisional judgment. A people's court can only make a definitive judgment after having reviewed substantial content of the dispute. However, the Administrative Litigation Law of P. R. China is currently undergoing amendment, the legislators are considering to add provisional judgment or interim judgment.



COUR SUPREME DE COTE D'IVOIRE

SUPREME COURT OF IVORY COAST

**QUESTIONNAIRE
SEMINAIRE – 23 SEPTEMBRE 2014**

COMMENT REDUIRE LES DELAIS DE JUGEMENT ?

1) L'accélération du procès par les délais de procédure

- Oui, il existe des délais impartis aux parties pour présenter leur mémoire en défense et éventuellement leurs observations après la communication du rapport établi par la Cour.
La loi organique sur la Cour Suprême est la source de ces délais. Si pour les mémoires en défense le délai est de un (1) mois, celui relatif aux observations est fixé à 15 jours.
En cas de non respect de ces délais, les parties n'encourent aucune sanction, sauf que, le juge, dans ce cas de figure, considère comme établis les faits allégués par le requérant.
- Oui, les interventions des tiers sont encadrées par la loi sur la Cour Suprême qui définit la procédure selon laquelle elles peuvent être présentées.
- Oui, le juge peut statuer sur une requête en l'absence de tout mémoire en défense. C'est le cas en général en matière de recours pour excès de pouvoir où l'administration présente très rarement des mémoires en défense.
Elle ne dispose pas de voie de recours spécifique, lorsqu'une décision est rendue alors qu'elle avait été invitée bien avant à présenter sa défense.
- Les règles applicables en matière de délais de procédure ne varient pas selon que les parties sont représentées ou non par un avocat. Elles sont identiques.
- Oui, il existe des règles spécifiques fixées par le décret 75-310 du 09 mai 1975 fixant les modalités d'application du Code de procédure civile, commerciale et administrative en ce qui concerne l'expertise.

2) L'accélération du procès justifiée par l'urgence

- Oui, le jugement de certains contentieux est enserré dans des délais particuliers. Il s'agit principalement du contentieux électoral où les délais sont de trois (3) jours pour le contentieux l'éligibilité et de trente (30) jours pour le contentieux des résultats.
En cas de non respect, en principe il n'y a aucune conséquence sur le jugement. Mais le juge s'efforce toujours pour tenir les délais. A preuve pour les dernières élections locales, la Chambre Administrative a respecté tous les délais impartis.
- Une affaire peut être jugée à juge unique, sans audience publique, mais avec l'intervention du parquet et avec une procédure contradictoire préalable. Il s'agit des affaires introduites par la voie de la procédure en référé.

Il n'y a pas de contestation possible quand la décision est rendue.

3) L'accélération de la résolution définitive des contentieux

- Les voies de recours ouvertes à l'encontre des décisions juridictionnelles rendues varient selon la nature du litige. Ces motifs sont déterminés par les textes et tiennent à la distinction des contentieux.
- En cas d'annulation de la décision juridictionnelle contestée, la Chambre Administrative a la faculté, en tant que juge de cassation, de trancher le litige. Pour ce faire, la Cour peut ordonner de nouvelles mesures d'instruction.

4) Les mécanismes susceptibles de compenser les effets de la durée incompressible des procédures juridictionnelles

- Il existe des procédures permettant de prendre des mesures nécessaires à la sauvegarde des intérêts des parties dans l'attente du jugement au fond. Il s'agit de la procédure de sursis et du référé.
- Oui des règles procédurales permettent que soit tranché, de manière provisoire et dans de brefs délais, un litige, sans que celui-ci ne donne nécessairement lieu à une procédure au fond. Il s'agit uniquement de la procédure du référé.



CONSEIL D'ETAT D'EGYPTE

COUNCIL OF STATE OF EGYPT

CONSEIL D'ÉTAT D'EGYPTE

COMMENT REDUIRE LES DELAIS DE JUGEMENT

Le Conseil d'Etat de la République Arabe d'Egypte comprend trois sections selon la loi du Conseil d'Etat n°47/1972 :

- 1- la section du contentieux
- 2- la section d'avis
- 3- la section de législation

La section du contentieux se compose de plusieurs tribunaux qui sont les tribunaux administratifs et disciplinaires, la Cour de Contentieux Administratif et la Haute Cour Administrative en plus du Commissariat d'Etat.

Chacun de ces tribunaux a des compétences spécifiques conformément à la loi du Conseil d'Etat selon le type ou la valeur du litige.

La loi détermine, quant aux procès de l'annulation des décisions administratives définitives des délais pour attaquer ces décisions selon l'article (24) de la loi du Conseil d'Etat n°47/1972 qui dispose que « le délai pour intenter un procès à l'égard du tribunal en ce qui concerne les demandes de l'annulation est

soixante jours de la date de la publication de la décision administrative attaquée dans le journal officiel ou dans les bulletins émis par les organes publics ou de celle de l'information de la personne concernée.

Une plainte présentée à l'organe administratif qui a émis la décision ou aux organismes présidentiels arrête l'écoulement du délai. Cette plainte devrait être tranchée avant l'écoulement de soixante jours de la date de sa présentation. En cas de refus, la décision doit être motivée. Après soixante jours de la présentation de la plainte, sans aucune réponse de la part des autorités compétentes ceci est considéré comme un refus.

Le délai d'intenter le procès pour attaquer la décision concernant la plainte est soixante jours à compter à partir de la date de l'expiration des soixante jours mentionnés ».

Après avoir présenté la requête ou intenté le procès, les parties s'engagent à respecter les délais prescrits par le tribunal selon son estimation de la gravité du litige ce qui rend le pilier d'urgence disponible considérant que le tribunal détermine un court délai pour les procès urgents et il tient des séances d'audience successives tandis qu'en ce qui concerne les procès non urgent le tribunal détermine des séances d'audience dans des délais plus long que ceux des procès urgents.

Le tribunal a à imposer une peine sur la partie qui ne respecte pas le délai qu'il précise; si cette partie est le demandeur et qu'il continue à ne pas respecter le délai déterminé par le tribunal ce dernier pourrait suspendre le procès pour un

mois, trois mois ou six mois et au cas où le demandeur ne fait pas droit à ces délais, le tribunal peut statuer sur ce procès en le considérant comme s'il n'existait pas c'est-à-dire qu'il n'a aucune existence au près de lui.

Si la partie négligente est le défendeur alors le tribunal peut statuer une amende financière parce que celui-ci n'a pas respecté ses décisions. Au cas où il continuerait à ne pas s'engager en dépit de l'amende, le tribunal l'avertit étant donné que les documents présentés par le demandeur sont corrects car il ne les a pas révisé ou nié; il l'avertit aussi qu'il rendra son jugement fondé sur ces documents. Enfin, le tribunal peut rendre un jugement se basant sur les documents présentés par le demandeur, lorsque le tribunal aurait averti le défendeur plus qu'une fois et qu'il n'aurait pas répondu et que le tribunal estime que ces documents sont suffisants pour former sa doctrine et rendre le jugement.

D'ailleurs, les interventions des autres parties dans l'affaire sont effectuées conformément au droit procédural égyptien qui permet l'intervention des parties extérieures à n'importe quelle étape de l'examen du procès et pendant l'examen de l'affaire tandis qu'il ne permet pas d'intervenir pour ne pas retenir le procès au jugement.

Le juge peut statuer sur le procès en cas de l'inexistence d'une mémoire de défense quand le défendeur néglige ou s'abstient de la présenter bien que la règle générale est que le demandeur en intentant son procès présente tous les documents qui prouvent ses droits à ses demandes.

Considérant que le contentieux du conseil d'Etat a lieu sur deux instances, chacun des parties est autorisé à attaquer la décision à l'égard du tribunal le plus haut ou le tribunal de second degré. Les règles appliquées quant aux délais de procédures ne diffèrent pas au cas où les parties sont représentées par un avocat ou non.

Les règles de consultations sont déterminées par le tribunal selon son estimation absolue, conformément aux circonstances du procès et sa nature selon le cas.

La loi permet à la personne concernée, en cas de nécessité, de déposer une requête au tribunal réclamant de raccourcir les délais de procédures déterminées conformément à la loi, de diminuer ses délais ou de raccourcir le terme que le tribunal aurait déterminé pour la prochaine séance d'audience si la personne concernée a trouvé que ce terme n'est pas près pour elle.

Dans ce cas, le tribunal a la liberté d'estimer cette affaire parce que la loi le lui a autorisé et lui a aussi accordé une autorité d'évaluation pour raccourcir le terme précisé ou le diminuer.

Le dispositif de la décision n'est pas soumis à une mission précisée conformément à la loi, car la loi n'oblige pas le juge de rendre sa décision dans un délai déterminé mais elle l'oblige seulement de rendre la décision lorsque le procès est valable à être statué et l'évaluation de la validité du procès revient au tribunal uniquement sans aucune révision à ce propos.

Les décisions qui seront rendues et les procès examinés au tribunal se tiendront dans des séances publiques selon la règle générale du code de procédures ; il se peut qu'une des parties demande ou que le tribunal estime que certaines séances d'audiences ou de procédures se tiendraient dans des séances non- publiques.

Le tribunal estime que seulement certaines séances d'audience se tiendraient dans des séances non publiques mais toutes les parties doivent y être représentées en plus de l'administration ou du parquet général selon le cas.

On ne peut pas rendre une décision sans que l'administration ou le parquet général ne soient représentés pour s'assurer de sa connaissance du litige, de sa présence et de sa représentation juridique valide.

Dans tous les cas, la décision rendue doit être dans une séance publique devant toutes les parties et le peuple.

Les voies disponibles pour attaquer les décisions judiciaires sont unifiées et elles ne varient pas selon la nature du litige ou son importance mais le délai précisé pour intenter le recours contre la décision rendue d'un tribunal au Conseil d'Etat diffère du délai précisé pour le recours contre les décisions rendues par des tribunaux ordinaires autres que ceux du Conseil.

Dans le cas de l'annulation de la décision judiciaire – objet du litige - intentée à l'égard du Conseil d'Etat, la cour de second degré s'oppose au fond si le recours intenté contre la décision concerne une affaire d'objectivité, mais si le recours concerne une affaire procédurale et qu'un tribunal en première instance n'a pas rendu une décision ou n'a pas traité l'affaire complète au fond, alors la

cour de second degré est autorisée à renvoyer le recours à ce tribunal en première instance pour l'examiner et rendre une décision au fond.

La cour de second degré a à rendre de nouvelles procédures d'instruction si elle l'estime et si elle décide l'insuffisance ou l'invalidité des procédures qui lui sont présentées afin de rendre une décision à propos du procès.

Nous concluons que la loi engage la cour la plus haute ou la cour de second degré à examiner le recours qui lui est présenté mais le fait de statuer au fond ou d'annuler la décision d'un tribunal en première instance totalement ou partiellement et de renvoyer le procès à un tribunal en première instance pour l'examiner est complètement une autorité estimative que la loi attribue à la cour de second degré.

Cette cour a le droit de statuer au fond du litige ou d'annuler la décision totalement ou partiellement et de renvoyer le procès au tribunal en première instance qui a rendu cette décision pour compléter ce que la cour de second degré qualifie d'insuffisance.

Evidemment, le tribunal ou le juge, dans la loi du code égyptien de procédures, est autorisé à prendre certaines procédures temporaires ou conservatoires qu'il estime pour la protection des intérêts de n'importe quelle partie du litige pendant l'examen du procès; ces règles sont certainement appliquées à la cour de second degré ou la cour la plus haute.

La loi du Conseil d'Etat no.(47)/1972 autorise le tribunal, dans les cas d'urgences, à statuer sur le litige dans un court délai conformément à sa nature s'il ne supporte pas l'ajournement ou s'il y aurait un dégât qui serait difficile à remédier suite à cet ajournement et cela sans la présence d'une procédure au fond ;

le tribunal rend une décision concernant la partie d'urgence du procès ; c'est une décision de procédure temporaire et qui a l'autorité des jugements temporaires dans le sens où l'autorité de cette décision temporaire ou de procédure se termine dès qu'une décision judiciaire a été rendue au fond.

Conseiller /Dr. Mohamed El-Genk

Conseil d'Etat Egypte

COUNCIL OF STATE OF EGYPT

How to Reduce the Judgment Period

According to the law of the State Council of Egypt No. (47) of the year 1972 and its amendments the State Council consists of three departments which are :

- 1) The Judicial Department
- 2) The Advisory Department
- 3) The Legislation Department.

The Judicial Department is formed from many courts i.e. the Administrative and Disciplinary Courts, the Administrative Judicature Court, the Supreme Administrative Court and the State Commissioners Body.

Each Court of the above mentioned ones has specified and limited competences according to the law of State Council, to the type of dispute and its value.

The law of the State Council specifies in the revocation lawsuits of the final administrative decisions certain time – limit for the challenge against these decisions.

This is according to article no. (24) of the law of the State Council no. (47) Of the year 1972 which states that:

“Concerning the revocation petition, the time –limit of lodging an action before the Court is sixty days starting from the publication date of the administrative decree in the official gazette or in the publications issued by the public organizations or the date of serving a notice to those who are concerted.

The sixty days as a dead -line will be no longer valid to submit a grievance to the administrative organization or the principal corporations that had issued the decision .The submitted grievance should be determined upon before sixty days since it was submitted .If the decision is refused, it has to be grounded and substantiated. After sixty days has passed after the grievance is presented without any response from the competent authorities, this means that the request is refused. To appeal against the decision issued concerning a grievance, another sixty days after the first sixty days are allowed to submit a complaint.”

The dispute parties are obliged to put into consideration these terms that are determined by the Court after presenting the request. The Court decides upon these time limits according to the evaluation of the dispute substantiality, and the existence of the element of expedition. The Court determines short terms in the hastened lawsuits and decides consequent hearings. On the other hand, the lawsuits that do not have the expedition element, the Court determines hearings on long terms rather than those which have the expedition condition.

The Court is competent to impose penalties upon the party that does not respect the time limits specified by it. If the mentioned party was the one that submitted the request and the lack of response and respect of the time limits specified by the Court was repeatedly committed by it, in this case the Court may suspend the lawsuit for a month or for three or six months. In case of the lack of response of this concerned party, the Court is competent to disregard this lawsuit. The Court could issue a judgment stating that the Case has never been examined or existed before it.

If the slackening party was the defendant, the Court is competent to impose a pecuniary fine upon him due to his lack of adherence to its judgments. In case of the continuity of his lack of adherence, in spite of this pecuniary fine, the Court will notify him of considering the documents presented by the plaintiff as valid since he, the defendant, did not refute or

comment upon them. Furthermore, it can notify him that the judgment shall be issued based upon those documents. Finally, the Court is also authorized to issue the judgment according to the documents presented to it by the plaintiff if the defendant was being notified more than once and he did not respond, and the Court decided that the documents presented to it are sufficient to constitute its ideology to issue a judgment.

The intervention of other parties in a lawsuit is regulated by the Egyptian law of procedure which authorizes other external parties to intervene in any of the phases of the lawsuit preparation or during the process of the examination. But it is not admissible for any party to intervene in any lawsuit after the Court determines the Judgment date and /or referring it to the session in which the judgment will be issued.

It has been mentioned that the judge is authorized to issue a judgment in a lawsuit if there was no memorandum of defense since the defendant may refrain or slacken from presenting memorandum of his defense. Basically the plaintiff has to present all the documents which prove his right in what he calls for while submitting his lawsuit to the Court.

Since the litigation in the State Council has two levels, so any party can challenge any judgment before the Supreme Court or the Court of Appeal.

The rules applied upon the procedural period do not submit to any changes whether the parties were presented by a lawyer or not.

The Court specifies, according to its absolute discretion, the rules of inspection putting into consideration the circumstances and nature of the variable lawsuits.

The law authorizes the concerned person, in case of necessity, to submit a request asking for decreasing the procedural limits of time specified according to the law or lessening them or reducing the time limit which the Court specified for holding the coming hearing, if he thought that this time limit was not short enough for him.

In this regard, the Court has full authority to evaluate the situation since the law authorizes it to do so, and it also granted it a discretionary power in its evolution of decreasing or lessening the time limit.

The law does not stipulated a specific period for the issuance of a judgment, since it does not obligate the judge to issue his judgment during a specific period of time, but it only obligated him to issue the judgment whenever it is appropriate for the lawsuit to come to an end or to be

settled. The Court solely has the competency to decide over the appropriateness of settling the lawsuit and this competency is not to be questioned or commented upon.

The Court's issuance of judgments and examination of lawsuits are to be practiced in open sessions in accordance with the general provisions of the Law of Procedures. It is admissible for, any of the parties to ask for or, the court itself to decide to hold some of the hearings or pleadings in open courts.

The Court discretion of holding non-public sessions is confined only on one or some of the hearing sessions. Nevertheless, all the parties as well as the administrative unit or the Public Persecution have to be represented in those sessions at all circumstances.

No judgment can be issued without the presence of the administration or the Public Persecution representatives to confirm their acknowledgement of the dispute, their presence and their legally and properly representation.

In essence, at all the cases, any judgment has to be issued in a public Court session that includes all the parties and a group of people.

The available ways of challenging the judicial decisions are unified and they do not vary according to the nature or the importance of the dispute. But the period specified for challenging the judgment issued by any of the Courts of the State Council differs from that which is specified to challenge the judgments issued by the other ordinary courts not those of the State Council.

In case of repealing a judgment issued in a dispute before the Court of Appeal of the State Council, the Court will deal with its merits if the challenge lodged before it was related to them, but if it was related to a procedural issue which the first instance court did not examine or even discuss at all, the Court of Appeal of the State Council may return the appeal to the Court of Appeal in order to examine it and issue a judgment concerning its substantive side.

In case that the Supreme Court of Appeal considered that the procedures were insufficient or inadequate to adjudicate in a lawsuit, it may take new procedures to carry out an investigation.

It can be concluded that the law obligates the Supreme Court or the Court of Appeal to examine the challenge lodged before them, Nevertheless, the

adjudication of an appeal from the substantively side, or abolishing a judgment issued by a Court of First Instance entirely or partially, or referring the lawsuit to a Court of First Instance to examine it, are measures that submit completely to the discretionary power entitled to the Court of Appeal by law.

The Court of Appeal has the authority of adjudicating a dispute or abolishing a judgment entirely or partially and returning the lawsuit to the court that issued it in order to deal with the aspects of deficiency.

The Egyptian Law of Civil Procedures has granted the Court and the district judge the competency to carry out some temporary or precautionary measures in order to protect the interests of any party of the dispute. Those measures are also applicable in the Court of Appeal and the Supreme Court.

The State Council Law No. 47 of the year 1972 entitles the Court, in the urgent cases, to adjudicate in the dispute during a short time whenever it is impossible, according to the dispute nature, to delay the adjudication, or if delaying the adjudication will result in an irreparable damage, but the court can not take any measure related to the merits of the lawsuit, since its decision will be concerned only with the urgent part. This decision is

considered as a temporary procedural one that has the conclusiveness of the temporary decisions. In other words, the conclusiveness of that temporary or procedural decision shall be ended after issuing a judgment concerning the dispute.

Counselor/ Dr. Mohamed El-Genk

Vice-President, Egyptian State Council



**COUR ADMINISTRATIVE SUPREME
DE FINLANDE**

***ADMINISTRATIVE SUPREME COURT
OF FINLAND***

Supreme Administrative Court of Finland

Seminar "How to reduce the judgment period?" Warsaw – September 23, 2014

1. Acceleration of trials by the procedural rules period

1.1

Once the petition has been introduced, is there a period during which parties (plaintiff, defendant or third parties) are expected to present their observations?

If so, how is this period set? What kind of penalties may a party see imposed in case of non respect of an assigned period?

The proceedings before the Supreme Administrative Court in Finland are governed by the Administrative Judicial Procedure Act. Its section 35 (Time limit for comments) reads as follows:

"A party shall be given a reasonable time limit for his comments. At the same time he shall be notified that the matter can be resolved after the expiry of the time limit even if no comments have been made."

The Supreme Administrative Court sets the aforementioned time limit when giving the party an opportunity to be heard.

Most often the time limit is 30 days. In cases requiring speedy proceedings it can be reduced to 14 days. Exceptionally, an even shorter time limit may be set.

A party may ask that the time limit be prolonged. If the request is substantiated the Court can agree to the prolongation provided that the proceedings are not likely to be unduly delayed.

There are no penalties for exceeding the time limit. However, after the time limit has expired, the Court is entitled to decide the case even if a party has not made use of the opportunity to be heard.

1.2

Are interventions of third parties in trial in a particular framework?

Third party interventions in the strict sense are exceptional. On the other hand, e.g. cases concerning environmental law involve often multi-party proceedings as also neighbours to the planned project can appear as parties, as distinct from third party intervenors.

1.3

Can the judge rule on a petition in the absence of a motion by the defence? If so, does the defendant dispose of the specific possibility of a plea?

A case can be decided without hearing the other party only in certain situations prescribed by the Administrative Judicial Procedure Act. Section 34 (2) of the Act reads as follows:

"The matter may be resolved without a hearing of the party if his claim is dismissed without considering its merits or immediately rejected or if the hearing is for another reason manifestly unnecessary."

In the aforementioned situations there is no specific possibility of appeal. However, the extraordinary remedies stipulated in the Administrative Judicial Procedure Act are available. These

extraordinary remedies are procedural complaint and request for annulment.

1.4

Do practicable rules in terms of procedural period vary depending on whether parties are represented or not by a barrister?

No.

1.5

Regarding expertise, are there specific rules?

There are no specific rules as regards expertise in the context of acceleration of proceedings.

2. Trial acceleration in cases of emergency

2

2.1.

Are there any procedures in order to shorten preliminary inquiry periods? If so, in which cases do specific procedural rules apply?

Does the judge have the possibility to consider whether these rules should be applied or not?

The Supreme Administrative Court is obliged to take into account the demands of urgency when setting the time limits. The time limits shall be "reasonable" and the urgency of the case shall also be taken into account when setting the time limit.

2.2

Is the judgment in certain litigation submitted to specific periods? If so, what is the type of litigation and the periods set? In cases of non-respect of these periods by the judge, what are the consequences for the outcome of the judgment?

There are no specific periods for the Supreme Administrative Court set out in legislation.

However, there are certain types of cases that shall be decided "speedily", e.g. cases concerning child care, mental health care, elections and dismissals.

Furthermore, the administrative courts have set for themselves optimum time frames for each category of cases. These time frames are monitored by internal reporting procedures.

2.3.

Can a case be judged by one judge, without a public hearing, without intervention of the consultant judge or the public prosecutor and/or without a prior contradictory procedure?

If so, how is the use of these techniques assessed? Is this choice questionable through the introduction of an appeal, a cassation or any other procedural option?

In the Finnish Supreme Administrative Court no case can be finally decided by only one judge. The minimum of judges (quorum) is three. In cases where leave to appeal is required, a composition of three judges can reject such a leave.

However, one judge may order an interim measure, such as stay of execution of a deportation decision.

3. Acceleration of the definitive ruling on the litigation

3.1

Are the possibilities of a plea against jurisdictional decisions uniform or variable according to the kind of dispute or to its importance? What are the reasons justifying that a dispute cannot benefit from the possibilities of a plea as others?

The right to appeal is uniform within a particular category of cases. It means that the importance or the financial consequences of the case do not affect the right to appeal.

However, in some categories of cases the right to appeal to the Supreme Administrative Court is direct and in some cases a leave to appeal is necessary. The choice is made in the legislation on the basis of whether an unlimited appeal at only one instance can be considered to guarantee sufficiently the fundamental right of access to court and related requirements.

3.2.

In case of annulment of the contested jurisdictional decision, does the judge of appeal or of cassation have the possibility or the obligation to solve the content of the dispute? In order to do this, does he/she have the possibility of ordering further measures of inquiry?

After deciding to quash a decision of a lower court, the Supreme Administrative Court can decide the case meaning that its powers are not only cassatory. It can request for further information, hold an oral hearing or carry out an inspection on site.

However, should it be more appropriate from the point of view of legal safeguards to rehear the case in the lower court, the Supreme Administrative Court can decide to refer the case back to the regional administrative court in question. The overall length of the proceedings shall be taken into consideration when deciding whether or not the case should be referred back to a lower court.

4. Mechanisms for compensating the effects of the incompressible duration of jurisdictional procedures

4.1

Are there any procedures allowing one judge or a college of judges to take the measures esteemed necessary in order to safeguard the interests of the parties pending the judgement on the content? Do these rules apply uniformly in the event of appeal or cassation?

As from June 2013, the Act on Compensation for the Excessive Length of Judicial Proceedings applies to the Supreme Administrative Court.

A private party is entitled to receive reasonable compensation out of State funds if the excessive length of judicial proceedings is considered to violate the right of a party to a trial within a reasonable time.

A claim for compensation shall be filed with the court considering the main issue. The court decides about the compensation at the same time as it decides the main issue. The court is competent in a compensation matter with the same composition as in the main issue.

The aforementioned Act applies identically to all forms of litigation before the Supreme Administrative Court.

Based on the Administrative Judicial Procedure Act, administrative sanctions of penal nature, such as tax surcharges can be reduced as compensation for unreasonably lengthy proceedings.

4.2

Do procedural rules allow one judge or a college of judges to pronounce judgment in a case, provisionally and rapidly, without this requiring a procedure for pronouncement on the content?

As an interim measure the Supreme Administrative Court can give an order concerning execution of the decision subject to appeal, typically orders that the execution be stayed. The quorum is most often three, but in cases concerning deportation one.

The Administrative Judicial Procedure Act section 32 reads as follows:

”When an appeal has been lodged, the appellate authority may prohibit the execution of the decision, order a stay or issue another order relating to the execution of the decision.”



CONSEIL D'ETAT DE FRANCE

COUNCIL OF STATE OF FRANCE

**Séminaire organisé par l'Association internationale des hautes juridictions
administratives**

Varsovie, les 22 et 23 septembre 2014

Comment réduire les délais de jugement ?

Conseil d'Etat de France

Réponses au questionnaire

1) L'accélération du procès par les délais de procédure

- **Une fois la requête introduite, existe-t-il des délais dans lesquels les parties sont tenues (en demande, en défense ou en observations) de présenter leurs observations ? Si tel est le cas, de quelle manière sont-ils fixés ? Quelles sanctions une partie encourt-elle en cas de non respect des délais qui lui sont impartis ?**

Afin d'assurer une conduite diligente de l'instruction, le code de justice administrative (CJA) permet au magistrat chargé d'instruire une affaire (ci-après le rapporteur) de fixer des délais de procédure permettant de mettre dans les meilleurs délais l'affaire en état d'être jugée. Il faut distinguer à cet égard les délais de réponse à une demande de régularisation émise par rapporteur et les délais de production laissés aux parties pour que se déroulent les débats contradictoires.

1. Lorsqu'il adresse au requérant une demande de régularisation, le rapporteur fixe un délai de réponse, dont la méconnaissance peut entraîner le rejet de sa requête.

1.1

Lorsque la requête introductive est entachée d'une irrecevabilité susceptible d'être couverte après l'expiration du délai de recours, le rapporteur est tenu (art. R. 612-1 CJA) d'inviter le requérant à la régulariser, sauf si une fin de non-recevoir portant sur cette cause d'irrecevabilité a été opposée en défense et lui a été communiquée. Le rapporteur fixe un délai de réponse en fonction des circonstances de l'affaire, qui ne peut toutefois, sauf urgence, être inférieur à quinze jours. A défaut de régularisation dans le délai imparti, la requête peut être rejetée comme irrecevable, y compris par une ordonnance (4° de l'art. R. 222-1 CJA). Parmi ces irrecevabilités ainsi régularisables, figurent notamment le défaut de production de la décision attaquée (art. R. 412-1 CJA), de copies de la requête (art. R. 411-3 CJA) ou des pièces jointes (art. R. 412-2 CJA), le défaut de ministère d'avocat lorsqu'il est obligatoire (art.

R. 431-2 et 431-3 CJA), l'absence de signature de la requête (art. R. 431-4 CJA), l'absence de décision administrative préalable (art. R. 421-1 CJA).

1.2

Lorsque les irrecevabilités entachant la requête sont susceptibles d'être couvertes par le requérant avant l'expiration du délai de recours - absence d'exposé des faits, de moyens ou de conclusions (art. R. 411-1 CJA) ou moyens ou conclusions insuffisamment précis pour mettre le juge en mesure d'apprécier la nature de la demande -, le rapporteur n'est pas tenu d'inviter le demandeur à régulariser sa requête, mais il peut toutefois y procéder s'il l'estime utile, sans pour autant que cette demande ait pour effet de proroger le délai de recours contentieux.

2. Lorsque les parties ne respectent pas les délais de production fixés par le rapporteur, cette carence peut entraîner la clôture de l'instruction, un acquiescement aux faits voire, dans certains cas, un désistement d'office.

2.1

Le délai dans lequel les parties peuvent produire leurs mémoires est fixé par le rapporteur au regard des circonstances de l'affaire (art. R. 611-10, R. 611-17 et R. 611-26 CJA), sauf en matière fiscale où le délai de réponse laissé à l'administration est fixé à six mois (art. R. 200-5 du livre des procédures fiscales). La pratique contentieuse montre que le délai de réponse laissé au défendeur est en général de l'ordre de deux à quatre mois, sauf urgence. A noter, toutefois, que, lorsqu'il apparaît au vu de la requête que la solution de l'affaire est d'ores et déjà certaine, le président du tribunal ou le président de la formation de jugement peut décider qu'il n'y aura pas d'instruction (art. R. 611-8 CJA).

Lorsqu'une partie appelée à produire un mémoire n'a pas respecté le délai qui lui a été imparti pour présenter ses observations, le président de la formation de jugement ou, sur sa délégation le rapporteur, peuvent adresser à la partie intéressée une mise en demeure, assortie d'un délai ou d'une date fixant l'échéance pour produire ces observations (al. 1, art. R. 612-3 CJA). Depuis 2010 (décret n°2010-164 du 22 février 2010), une procédure de mise en demeure plus contraignante a été créée : le rapporteur peut assortir celle-ci de l'indication de la date ou de la période à laquelle il est envisagé d'appeler l'affaire à l'audience (al. 2, art. R. 612-3 CJA). La clôture de l'instruction intervient à la date fixée par ordonnance par le président de la formation de jugement ou par le rapporteur (art. R. 613-1 CJA) ou, à défaut, trois jours francs avant la date de l'audience indiquée dans l'avis d'audience (art. R. 613-2 CJA).

Les mémoires produits après la clôture de l'instruction ne donnent pas lieu à communication et ne sont pas examinés par la juridiction (art. R. 613-3 CJA), sauf dans deux cas : soit qu'ils contiennent l'exposé d'une circonstance de fait dont la partie qui l'invoque n'était pas en mesure de faire état avant la clôture et que le juge ne pourrait ignorer sans fonder sa décision sur des faits matériellement inexacts, soit qu'ils contiennent l'exposé d'une circonstance de droit nouvelle ou que le juge devrait relever d'office. Toutefois, les observations présentées en réponse à un moyen relevé d'office peuvent être présentées après la clôture de l'instruction (art. R. 611-7 CJA).

2.2

Si, malgré une mise en demeure de produire, la partie défenderesse n'a produit aucun mémoire, elle est réputée avoir acquiescé aux faits exposés dans les mémoires du requérant

(art. R. 612-6 CJA). Toutefois, des observations en défense produites après l'expiration du délai fixé par la mise en demeure font obstacle à un tel acquiescement.

2.3

Lorsque le demandeur ne produit pas, malgré une mise en demeure en ce sens, le mémoire complémentaire dont il avait expressément annoncé l'envoi, il est réputé s'être désisté (art. R. 612-5 CJA). Devant le Conseil d'Etat, lorsque la requête mentionne l'intention du requérant ou du ministre de présenter un mémoire complémentaire, la production annoncée doit être réalisée dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle la requête a été enregistrée. Si ce délai n'est pas respecté, le requérant ou le ministre est réputé s'être désisté à la date d'expiration de ce délai, même si le mémoire complémentaire a été ultérieurement produit (art. R. 611-22 CJA). En matière électorale et en cas de procédure de sursis à exécution, ce délai est ramené à un mois (art. R. 611-23 CJA).

▪ **Les interventions des tiers au procès sont-elles encadrées ?**

Les demandes incidentes présentées par des tiers, en demande ou en défense, sont soumises à un régime distinct selon qu'elles sont volontaires ou forcées.

1. L'intervention volontaire peut être formée sans condition de délai par le tiers, qui, en excès de pouvoir, a intérêt au maintien ou à l'annulation de la décision attaquée ou qui, en plein contentieux, est susceptible d'être lésé par la décision à intervenir. Toutefois, une telle intervention ne peut retarder abusivement le jugement d'une affaire (art. R. 632-1 CJA), elle doit par conséquent intervenir avant la clôture de l'instruction. De plus, l'intervenant volontaire ne peut que s'associer à des conclusions déjà présentées par les parties, même s'il peut présenter de nouveaux moyens.

2. L'intervention forcée, émise par l'une des parties à une instance relevant du plein contentieux, peut être formée sans condition de délai. Elle peut prendre la forme soit d'un appel en déclaration de jugement commun, lorsque la décision à intervenir est susceptible de préjudicier à un tiers, soit d'une mise en cause, lorsque le requérant demande la condamnation solidaire du défendeur et d'un tiers, soit d'un appel en garantie, lorsque le défendeur engage la responsabilité d'un tiers.

3. Le juge peut, lorsqu'il l'estime nécessaire, appeler à l'instance une personne dont il souhaite obtenir les observations. La mise en cause s'impose toutefois au juge lorsque la requête émane de la victime d'un accident corporel qui a, de ce fait, pu bénéficier de prestations servies par une caisse de sécurité sociale ou encore par les organismes assimilés.

▪ **Le juge peut-il statuer sur une requête en l'absence de tout mémoire en défense ? Si tel est le cas, la partie défenderesse dispose-t-elle d'une voie de recours spécifique ?**

L'absence de production de mémoire en défense ne fait pas obstacle à ce que le juge statue sur une demande (CE, Ass., 8 avril 1987, M. T., n°45172). Toutefois, la pratique contentieuse veut qu'en cas d'abstention de la partie défenderesse, le rapporteur la mette en demeure de produire.

▪ **Les règles applicables en matière de délais de procédure varient-elles selon que les parties sont ou non représentées par un avocat ?**

Les délais de procédure ne varient pas selon que les parties sont ou non représentées par un avocat. Toutefois, le dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle, sur le fondement de la loi du n°91-647 du 10 juillet 1990, entraîne plusieurs conséquences sur les délais de jugement. Une telle demande, présentée avant l'expiration du délai de recours, a pour effet de proroger ce délai jusqu'à la notification de la décision du bureau d'aide juridictionnelle. En outre, lorsque cette demande est formée en cours d'instance (et dans le délai de recours), le rapporteur est tenu de transmettre sans délai celle-ci au bureau d'aide juridictionnelle compétent et de surseoir à statuer dans l'attente de sa décision. Toutefois, il en va différemment dans le cas où une irrecevabilité manifeste, insusceptible d'être couverte en cours d'instance, ou l'incompétence de la juridiction peuvent donner lieu à une décision immédiate sur le recours (CE 6 juin 2012, M. V., n°348065).

▪ **En matière d'expertise, existe-t-il des règles spécifiques ?**

Les règles régissant l'expertise varient selon qu'elle est entreprise en cours d'instance ou qu'elle fait l'objet d'une procédure d'urgence.

1. Lorsqu'une juridiction, saisie d'un litige, décide, soit d'office, soit sur la demande d'une partie, d'ordonner avant dire droit qu'il soit procédé à une expertise (art. R. 621-1 CJA), un délai est fixé dans lequel l'expert est tenu de déposer son rapport au greffe (art. R. 621-2 CJA). L'expert est tenu de prêter, par écrit et dans les trois jours suivant sa désignation, serment d'accomplir sa mission avec conscience, objectivité, impartialité et diligence (art. R. 621-3 CJA).

Lorsque l'expert ne dépose pas son rapport dans le délai imparti, il peut, après avoir été invité à présenter ses observations, être remplacé et être condamné par la juridiction, sur demande d'une partie et au terme d'une procédure contradictoire, à des frais frustratoires et à des dommages-intérêts (art. R. 621-4 CJA). Lorsque l'expert se heurte au comportement dilatoire d'une partie (par exemple, un refus de communication de documents), il peut en informer la juridiction qui peut l'autoriser à déposer son rapport en l'état (art. R. 621-7-1 CJA).

A compte du dépôt du rapport d'expertise au greffe, les parties disposent d'un délai d'un mois pour produire leurs observations (art. R. 621-9 CJA).

2. Le juge du référé instruction peut être saisi, en urgence et sans délai, d'une demande d'expertise. Lorsque cette demande est utile pour le règlement d'un litige au principal, le juge désigne l'expert et fixe le délai de remise de son rapport. Le juge statue seul, sans le prononcé de conclusions du rapporteur public et n'est pas tenu de convoquer les parties à une audience.

2) L'accélération du procès justifiée par l'urgence

▪ **Existe-t-il des procédures permettant d'abrégier les délais d'instruction ? Si tel est le cas, dans quelles hypothèses ces règles procédurales spécifiques**

s'appliquent-elles ? Le juge a-t-il la liberté d'apprécier s'il y a lieu ou non de faire application de telles règles ?

En dehors des procédures dans lesquelles le juge statue seul (voir réponse ci-dessous), trois leviers peuvent être actionnés par le juge, qui dispose d'un large pouvoir d'appréciation des circonstances de l'affaire.

1. Une dispense d'instruction peut être décidée s'il apparaît, au vue de la requête, que la solution de l'affaire est d'ores et déjà certaine (art. R. 611-8 CJA). Dans ce cas, le juge n'est pas tenu d'en avertir le requérant et n'est pas tenu de communiquer la requête au défendeur.

2. La date de clôture de l'instruction et la date de l'audience peuvent être fixées très en amont de la procédure, dès l'enregistrement de la requête (art. R. 611-11 CJA) ou dès que l'affaire est en état d'être jugée (art. R. 611-11-1 CJA).

3. La clôture de l'instruction peut intervenir sans délai (clôture à effet immédiat), soit lorsqu'une partie appelée à produire un mémoire n'a pas respecté, depuis plus d'un mois, le délai qui lui a été assigné par une mise en demeure assortie d'une date prévisionnelle d'audience (al. 2, art. R. 612-3 CJA), soit lorsque la date d'audience prévisionnelle dont ont été averties les parties est échue (art. R. 613-1 CJA).

▪ Le jugement de certains contentieux est-il enserré dans des délais particuliers ? Si tel est le cas, quels sont ces contentieux et les délais fixés ? En cas de non-respect par le juge de ces délais, quelles sont les conséquences sur le jugement à intervenir ?

Le jugement de certains contentieux est enserré dans des délais particuliers, sans que, pour autant, les conséquences d'un éventuel non-respect de ces délais soient identiques.

1. Certains délais spéciaux ne sont pas impératifs : leur non-respect n'entraîne pas le dessaisissement du juge. Pour autant, le juge s'efforce de les respecter en les traitant de manière prioritaire. C'est le cas, en particulier, du contentieux des étrangers : le juge doit statuer en trois mois sur un litige relatif à une obligation de quitter le territoire français, et en 72 heures lorsque le requérant est placé en rétention administrative (art. L. 512-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - CESEDA).

2. Le non-respect d'un délai impératif de jugement par le juge peut entraîner le dessaisissement de ce dernier. A titre d'exemple, le juge est tenu de statuer, à peine de dessaisissement, dans un délai d'un mois sur un litige relatif à la démission d'office d'un conseiller municipal (art. L. 2121-5 et R. 2121-5 du code général des collectivités territoriales – CGCT) ou d'un conseiller général (art. L. 3121-4 et R. 3121-1 CGCT).

3. Dans certains cas, le non-respect d'un délai impératif par le juge entraîne, outre son dessaisissement, la transmission d'office de l'affaire à une autre juridiction. Ainsi, lorsqu'il est saisi d'un litige relatif à un licenciement collectif pour motif économique, le juge doit statuer dans les trois mois et, à défaut, la requête est transmise d'office à la cour administrative d'appel compétente (art. L. 1235-7-1 du code du travail). Une procédure similaire existe en matière de réclamations relatives aux évaluations cadastrales (art. 34 de la

loi n°2010-1658 du 29 décembre 2010). Autre exemple : lorsque le Conseil d'Etat ne statue pas dans un délai de trois mois sur une demande de renvoi au Conseil constitutionnel d'une question prioritaire de constitutionnalité, cette dernière est transmise directement au Conseil constitutionnel (art. 23-7 de l'ordonnance n°58-1067 du 7 novembre 1958).

4. Enfin, dans un cas, le non-respect d'un délai spécial entraîne l'extinction de l'action publique. Il en va ainsi dans le contentieux des contraventions de grande voirie : l'action publique est prescrite un an à compter du dernier acte d'instruction ou de poursuite (art. 9 du code de procédure pénale).

- **Une affaire peut-elle être jugée à juge unique, sans audience publique, sans intervention du rapporteur public ou du parquet et/ou sans procédure contradictoire préalable ? Si tel est le cas, au regard de quelles règles le recours à ces techniques est-il apprécié ? Ce choix est-il contestable par la voie de l'appel, de la cassation ou de toute autre voie procédurale ?**

Deux cas de figures doivent être distingués, selon que le juge rend une décision réglant définitivement un litige ou qu'il rend une décision provisoire en référé.

1. Dans le premier cas, le juge peut statuer seul sur la recevabilité d'une requête par ordonnance ou sur le fond de la requête par un jugement.

1.1

Afin de procéder à un « tri » diligent des requêtes enregistrées, le juge peut rejeter une requête par ordonnance, sans audience publique, sans conclusion du rapporteur public et sans échanges contradictoires (art. R. 222-1 CJA). Ce pouvoir ne lui est reconnu que dans sept cas, notamment pour donner acte des désistements, pour rejeter les requêtes ne relevant manifestement pas de la compétence de la juridiction administrative, pour constater qu'il n'y a pas lieu de statuer sur une requête, pour rejeter les requêtes manifestement irrecevables, lorsque la juridiction n'est pas tenue d'inviter leur auteur à les régulariser ou qu'elles n'ont pas été régularisées à l'expiration du délai imparti par une demande en ce sens. Ou encore, pour statuer sur les requêtes qui ne présentent plus à juger de questions autres que la condamnation aux frais d'instance, pour statuer sur les requêtes relevant d'une série, qui, sans appeler de nouvelle appréciation ou qualification de faits, présentent à juger en droit, pour la juridiction saisie, des questions identiques à celles qu'elle a déjà tranchées ensemble par une même décision passée en force de chose jugée ou à celles tranchées ensemble par une même décision du Conseil d'Etat statuant au contentieux ou examinées ensemble par un même avis rendu par le Conseil d'Etat. Ou enfin, pour rejeter, après l'expiration du délai de recours ou, lorsqu'un mémoire complémentaire a été annoncé, après la production de ce mémoire, les requêtes ne comportant que des moyens de légalité externe manifestement infondés, des moyens irrecevables, des moyens inopérants ou des moyens qui ne sont assortis que de faits manifestement insusceptibles de venir à leur soutien ou ne sont manifestement pas assortis des précisions permettant d'en apprécier le bien-fondé.

Les ordonnances rendues sont susceptibles d'un recours en appel, sauf celles mentionnées ci-dessus qui relèvent d'une série (art. R. 811-1 CJA). Une même procédure de « tri » a été instituée pour l'admission des pourvois en cassation (art. L. 822-1 CJA). Toutefois, une décision de refus d'admission n'est susceptible que d'un recours en rectification d'erreur matérielle ou d'un recours en révision (art. R. 822-3 CJA).

1.2

Les cas dans lesquels un juge « unique » statue sur le fond de la requête par un jugement, au terme d'échanges contradictoires, après audition des conclusions du rapporteur public lors d'une audience publique, sont au nombre de dix (art. R. 222-13 CJA.). Il s'agit 1° des litiges relatifs aux prestations, allocations ou droits attribués au titre de l'aide ou de l'action sociale, du logement ou en faveur des travailleurs privés d'emploi, 2° des litiges relatifs à la notation ou à l'évaluation professionnelle des fonctionnaires ou agents publics ainsi qu'aux sanctions disciplinaires prononcées à leur encontre qui ne requièrent pas l'intervention d'un organe disciplinaire collégial, 3° Sur les litiges en matière de pensions, 4° Sur les litiges en matière de consultation et de communication de documents administratifs ou d'archives publiques, 5° Sur les litiges relatifs aux impôts locaux et à la contribution à l'audiovisuel public, à l'exception des litiges relatifs à la contribution économique territoriale, 6° Sur les litiges relatifs aux refus de concours de la force publique pour exécuter une décision de justice ; 7° Sur les requêtes contestant les décisions prises en matière fiscale sur des demandes de remise gracieuse, 8° Sur les litiges relatifs aux bâtiments menaçant ruine ou aux immeubles insalubres, 9° Sur les litiges relatifs au permis de conduire, 10° Sur toute action indemnitaire ne relevant pas des dispositions précédentes, lorsque le montant des indemnités demandées est inférieur au montant déterminé par les articles R. 222-14 et R. 222-15.

Le juge « unique » statue en premier et dernier ressort – ses jugements ne sont donc susceptibles que d'un pourvoi en cassation -, sauf dans deux cas : les litiges relatifs à la notation ou à l'évaluation professionnelle des fonctionnaires ou agents publics ainsi qu'aux sanctions disciplinaires prononcées à leur encontre qui ne requièrent pas l'intervention d'un organe disciplinaire collégial ; sur les litiges relatifs aux bâtiments menaçant ruine ou aux immeubles insalubres (art. R. 811-1 CJA).

Depuis le 1^{er} janvier 2012, le magistrat statuant seul peut dispenser le rapporteur public, sur sa proposition, de prononcer des conclusions à l'audience sur tout litige relevant des contentieux suivants : permis de conduire, refus de concours de la force publique pour exécuter une décision de justice ; taxe d'habitation et taxe foncière sur les propriétés bâties afférentes aux locaux d'habitation et à usage professionnel au sens de l'article 1496 du code général des impôts ainsi que contribution à l'audiovisuel public ; prestation, allocation ou droit attribués au titre de l'aide ou de l'action sociale, du logement ou en faveur des travailleurs privés d'emploi (art. R. 732-1-1 CJA).

En dehors du régime général de l'article R. 222-13, certains contentieux particuliers comportent une procédure juridictionnelle où un juge unique statue au terme d'échanges contradictoires, à l'issue d'une audience publique mais sans le prononcé de conclusions du rapporteur public. Il s'agit, notamment, du contentieux des ressortissants étrangers placés en centre de rétention administrative : le juge statue seul, sans le prononcé des conclusions du rapporteur public mais après la tenue d'une audience publique à l'issue de laquelle il communique aux parties présentes le dispositif du jugement (art. R. 776-27 CJA). Il s'agit en outre du contentieux de l'aide au logement : lorsqu'il statue sur des requêtes tendant à ce qu'il soit enjoint à l'Etat de procéder au relogement d'un demandeur reconnu prioritaire et urgent, le juge statue seul à l'issue d'une audience publique, mais sans le prononcé de conclusions du rapporteur public. Lorsqu'il liquide l'astreinte prononcée par le juge de l'exécution, le juge statue seul, sans audience publique, ni *a fortiori* sans le prononcé de conclusions du rapporteur public.

2. Lorsqu'il édicte en référé des mesures provisoires, le juge statue au terme d'échanges contradictoires et, sauf exception, à l'issue d'une audience publique mais sans le prononcé de conclusions du rapporteur public.

Les ordonnances rendues par le juge du référé liberté (art. L. 521-2 CJA) sont susceptibles d'un appel devant le Conseil d'Etat dans un délai de quinze jours. En outre, les ordonnances rendues par le juge du référé constat (art. R. 531-1), instruction (art. R. 532-1 CJA) et provision (art. R. 541-1 CJA) sont susceptibles d'un appel devant la cour administrative d'appel compétente dans le même délai. En revanche, les ordonnances rendues par le juge du référé suspension (art. L. 521-1 CJA), du référé mesures utiles (art. L. 521-3 CJA), des référés précontractuel (art. L. 551-1 et suivants CJA) et contractuel (art. L. 551-13 et suivants CJA) ne sont susceptibles que d'un pouvoir en cassation dans un délai de quinze jours.

3) L'accélération de la résolution définitive des contentieux

- **Les voies de recours ouvertes à l'encontre des décisions juridictionnelles rendues sont-elles uniformes ou varient-elles selon la nature du litige ou son importance ? Quels sont les motifs justifiant que tel ou tel litige ne bénéficie pas des mêmes voies de recours que les autres ?**

Les voies de recours ouvertes à l'encontre des décisions juridictionnelles ne sont pas uniformes : seul le droit d'exercer un pourvoi en cassation est consacré comme un principe général du droit. L'urgence de certains contentieux (comme par exemple le référé précontractuel) ou à l'inverse l'absence de difficultés particulières présentées par d'autres (comme par exemple celui du permis de conduire) ont conduit à n'ouvrir au justiciable que la voie du pourvoi en cassation. Dans les autres cas, la voie de l'appel offre une garantie juridictionnelle plus appropriée. A ce titre, cette voie de recours a été élargie depuis le 1^{er} janvier 2014 (décret n°2013-730 du 13 août 2013) à l'ensemble du contentieux de la fonction publique.

- **En cas d'annulation de la décision juridictionnelle contestée, le juge d'appel ou de cassation a-t-il la faculté ou l'obligation de trancher le litige au fond ? Pour ce faire, dispose-t-il de la faculté d'ordonner de nouvelles mesures d'instruction ?**

1. Le juge d'appel opère un double contrôle : il examine la régularité du jugement attaqué puis il juge à nouveau le litige au fond, soit par l'effet de l'évocation si le jugement était irrégulier, soit par l'effet dévolutif dans le cas contraire.

Le juge de l'évocation n'est pas tenu, contrairement au juge de l'effet dévolutif, de régler le litige au fond, il peut, selon son appréciation des circonstances de l'affaire, renvoyer, sauf exception, l'affaire devant les premiers juges. Lorsqu'il ne procède pas à ce renvoi et qu'il est saisi de conclusions relatives au fond du litige, le juge de l'évocation est saisi du litige avec les mêmes obligations et les mêmes pouvoirs d'instruction que le juge de première instance auquel il se substitue. L'instance de premier ressort continue alors devant lui.

Lorsque le jugement de première instance est régulier, le juge de l'effet dévolutif est tenu de trancher le litige au fond et poursuit l'instruction en tant compte des échanges contradictoires de première instance. Il peut prescrire de nouvelles mesures d'instruction, afin de statuer les moyens déjà présentés en première instance que sur les moyens nouveaux que les parties peuvent être recevables à présenter en appel.

2. Lorsque le juge de cassation prononce l'annulation d'une décision statuant en dernier ressort, il peut soit renvoyer l'affaire devant la même juridiction statuant, sauf impossibilité, dans une autre formation, soit renvoyer l'affaire devant une autre juridiction de même nature, soit régler l'affaire au fond si l'intérêt d'une bonne administration de la justice le justifie (art. L. 821-2 CJA). Le Conseil d'Etat, en tant que juge de cassation, n'est ainsi pas tenu de régler le fond du litige. Lorsqu'il use de sa faculté de ne pas renvoyer, le Conseil d'Etat exerce ses pouvoirs d'instruction en tant que juge du fond.

Toutefois, lorsque l'affaire fait l'objet d'un second pourvoi, le Conseil d'Etat est tenu de statuer définitivement sur cette affaire.

4) Les mécanismes susceptibles de compenser les effets de la durée incompressible des procédures juridictionnelles

- **Existe-t-il des procédures permettant à un juge unique ou à une formation collégiale de prendre les mesures qu'il/elle estime nécessaires afin de sauvegarder les intérêts des parties dans l'attente du jugement au fond ? Ces règles sont-elles uniformément applicables en appel et en cassation ?**

En dehors des procédures de référé (voir réponse ci-dessous), la suspension de l'acte administratif attaqué peut résulter, par exception, de la seule saisine du juge, tandis que la suspension de la décision juridictionnelle contestée peut être obtenue par la procédure de sursis à exécution.

1. Les actes administratifs étant exécutoires dès leur publication ou leur notification, la saisine du juge administratif n'exerce pas en principe d'effet suspensif à leur encontre. Ainsi, sauf dispositions législatives spéciales, les requêtes n'ont pas d'effet suspensif s'il n'en est autrement ordonné par la juridiction (art. L. 4 CJA).

Toutefois, le législateur a consacré certaines exceptions à ce principe : par exemple, une obligation de quitter le territoire français ne peut faire l'objet d'une exécution d'office, tant qu'elle fait l'objet d'un recours pendant devant le tribunal administratif (art. L. 512-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile). Autre exemple : l'introduction devant une juridiction de l'instance ayant pour objet de contester le bien-fondé d'une créance assise et liquidée par une collectivité territoriale ou un établissement public local suspend la force exécutoire du titre. En outre, l'introduction de l'instance ayant pour objet de contester la régularité formelle d'un acte de poursuite suspend l'effet de cet acte (art. L. 1617-5 du CGCT).

2. La procédure de sursis à exécution peut être engagée tant à l'encontre d'un jugement rendu en première instance que contre une décision rendue en premier et dernier ressort.

Lorsqu'il est fait appel d'un jugement de tribunal administratif prononçant l'annulation d'une décision administrative, la juridiction d'appel peut, à la demande de l'appelant, ordonner qu'il soit sursis à l'exécution de ce jugement si les moyens invoqués par l'appelant paraissent, en l'état de l'instruction, sérieux et de nature à justifier, outre l'annulation ou la réformation du jugement attaqué, le rejet des conclusions à fin d'annulation accueillies par ce jugement (art. R. 811-15 CJA).

La formation de jugement peut, à la demande de l'auteur du pourvoi, ordonner qu'il soit sursis à l'exécution d'une décision juridictionnelle rendue en dernier ressort si cette décision risque d'entraîner des conséquences difficilement réparables et si les moyens invoqués paraissent, en l'état de l'instruction, sérieux et de nature à justifier, outre l'annulation de la décision juridictionnelle rendue en dernier ressort, l'infirmité de la solution retenue par les juges du fond (art. R. 821-5 CJA).

▪ **Des règles procédurales permettent-elles à un juge unique ou à une formation collégiale que soit tranché, de manière provisoire et dans de brefs délais, un litige, sans que celui-ci ne donne nécessairement lieu à une procédure au fond ?**

Les procédures de référé permettent au requérant d'obtenir dans de brefs délais que des mesures provisoires soient édictées par le juge saisi en urgence. Parmi l'ensemble de ces procédures, qui se sont multipliées, le référé suspension et le référé liberté se distinguent par leur importance quantitative et les pouvoirs dévolus au juge.

1. Quand une décision administrative, même de rejet, fait l'objet d'une requête en annulation ou en réformation, le juge des référés, saisi d'une demande en ce sens, peut ordonner la suspension de l'exécution de cette décision, ou de certains de ses effets, lorsque l'urgence le justifie et qu'il est fait état d'un moyen propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de la décision. Lorsque la suspension est prononcée, il est statué sur la requête en annulation ou en réformation de la décision dans les meilleurs délais. La suspension prend fin au plus tard lorsqu'il est statué sur la requête en annulation ou en réformation de la décision (art. L. 521-1 CJA).

2. Saisi d'une demande en ce sens justifiée par l'urgence, le juge des référés peut ordonner toutes mesures nécessaires à la sauvegarde d'une liberté fondamentale à laquelle une personne morale de droit public ou un organisme de droit privé chargé de la gestion d'un service public aurait porté, dans l'exercice d'un de ses pouvoirs, une atteinte grave et manifestement illégale. Le juge des référés se prononce dans un délai de quarante-huit heures (art. L. 521-2 CJA).



CONSEIL D'ETAT DE GRECE

COUNCIL OF STATE OF GREECE

Conseil d'Etat de Grèce

Contribution au séminaire organisé sur le thème « *Comment réduire les délais de jugement* »

I. L'accélération du procès par les délais de procédure

1. 3. Le procès administratif est régi en principe par deux textes procéduraux : Un qui est relatif au recours pour excès de pouvoir (décret présidentiel 18/1989) et un autre est relatif au recours de pleine juridiction (loi 2717/1999).

Les deux textes comprennent des dispositions similaires en matière de mémoire des parties. Il existe *un premier type de mémoire*, par lequel les parties ne peuvent pas invoquer de nouveaux moyens de droit ou de fait ; ils ne peuvent que développer les moyens déjà soulevés dans le recours ou par les moyens additionnels.

En règle générale 1) en matière de recours pour excès de pouvoir, les parties peuvent déposer leurs mémoires dans un délai de six jours avant l'audience. Il est pourtant prévu que le président de la formation de jugement peut accorder un délai pour déposer un mémoire développant les arguments exposés à l'audience. En pratique, le président accorde un tel délai presque toujours. 2) En matière de recours de pleine juridiction, les parties peuvent déposer dans un délai de trois jours après l'audience un mémoire en vue de développer leurs arguments et la partie adverse peut déposer un contre-mémoire dans les trois jours prochains. En pratique les parties déposent parfois des mémoires même avant l'audience. En cas de non respect des délais susmentionnés, les mémoires ne sont pas pris en compte par le juge.

Il existe aussi un deuxième type de mémoire, *le mémoire ou rapport en défense*. Celui-ci concerne la partie défenderesse, qui en première instance est en principe

l'Administration (l'État ou une personne morale de droit public). Par ce type de mémoire la partie défenderesse formule ses observations sur chacun des moyens de droit ou de fait excipés par le requérant. En règle générale, celui-ci, accompagné du dossier administratif, est communiqué à la juridiction compétente trente (pour le recours pour excès de pouvoir) ou quinze (pour les recours de pleine juridiction) jours avant l'audience. À défaut de communication du mémoire en défense et du dossier administratif, l'audience est ajournée. Au cas où la carence de l'Administration à communiquer le mémoire et le dossier persiste, la juridiction émet un arrêt incident, en vertu duquel l'Administration est obligée de communiquer son mémoire et le dossier dans un nouveau délai imparti par le même arrêt. Si l'Administration manque à ses obligations susmentionnées même après l'arrêt incident, la juridiction peut tirer une présomption, en fonction de laquelle les allégations de fait du demandeur sont vraies, et ainsi juger l'affaire.

Le système ne connaît pas l'échange des mémoires ; ceux ci sont déposés au greffe, sans que la juridiction ou les parties ne soient obligés de les communiquer à la partie adverse.

2. En ce qui concerne l'intervention des tiers :

En matière de recours pour excès de pouvoir, toute personne qui a un intérêt légitime pour le maintien en vigueur de l'acte attaqué, peut intervenir dans l'instance. Une intervention contre l'acte attaqué serait inadmissible. Lorsqu'il s'agit d'un recours de pleine juridiction, la loi prévoit la possibilité d'un tiers d'exercer aussi bien une intervention accessoire, qu'une intervention principale, suivant les cas.

L'intervention s'exerce, sous peine d'irrecevabilité, par voie de requête déposée et notifiée aux autres parties six (en recours pour excès de pouvoir) ou vingt jours (en pleine juridiction) avant l'audience. Enfin, l'intervention est considérée comme recevable même si elle n'a pas été notifiée, si les parties sont présentes à l'audience et n'y objectent pas.

4. Etant donné que le ministère d'avocat est obligatoire, la variation des délais de procédure n'est pas envisageable de ce point de vue.

5. L'expert, aussi bien en recours pour excès de pouvoir qu'en recours de pleine juridiction, est désigné par arrêt incident. Par ce même arrêt un délai est impartie à l'expert pour qu'il rende son expertise. Ce délai dépend de la gravité de l'affaire et la loi n'en fixe aucun. Il est à noter que la désignation d'un expert par une juridiction administrative n'a lieu que dans des cas rarissimes.

II. L' accélération du procès justifiée par l' urgence.

1.2. En droit procédural grec il n'existe pas de délai pour instruire une affaire. En principe, il n'existe pas non plus d'obligation pour le Président d'une juridiction de fixer l'audience dans un délai précis à compter de la date du dépôt de la requête.

Dans certaines matières il existe des délais de jugement de l'affaire. Tel est p.ex. le cas de la procédure de mesures provisoires en matière de contrats de fournitures, de services et de travaux publics, sous condition que ces contrats soient régis par les directives 2004/17 et 2004/18. Selon la loi 3886/2010, dans ce cas la requête doit être portée à l'audience dans trente jours de la date du dépôt et l'arrêt doit être rendu dans un délai de vingt jours à partir de la date d'audience.

Les délais prévus par la loi sont généralement respectés, bien que la jurisprudence admette de manière constante qu'ils n'ont qu'une valeur indicative et qu'ils ne sont pas contraignants pour le juge.

D'autre part, des dispositions d'ordre disciplinaire prévoient que le juge rapporteur, qui doit rédiger le projet d'arrêt après l'audience et le délibéré, doit le soumettre au Président de la formation de jugement dans un délai, qui, en règle générale, est de quatre mois. Ce délai est en principe respecté. En 2012 il a

été prévu que si huit mois après l'audience le rapporteur n'a pas rendu le projet d'arrêt, le Président du tribunal peut le dessaisir et désigner un autre rapporteur. Dans ce cas, l'affaire doit être jugée de nouveau. C'est la raison pour laquelle cette disposition ne semble pas être appliquée jusqu'à présent.

3. Les dispositions procédurales prévoient que si une requête est manifestement irrecevable ou infondée, elle peut être rejetée en conseil, en formation de trois juges, sans audience publique. Par une loi récente, ce rejet peut être prononcé par un seul juge. Il faut noter que le système grec ne prévoit pas de rapporteur public.

Cette décision ne peut être contestée par voie d'appel ou de cassation.. Néanmoins, le requérant, auquel cette décision en conseil est notifiée, a le droit de demander au tribunal que son affaire soit jugée selon la procédure habituelle, mais dans ce cas il doit verser préalablement une caution, qui lui sera rendue en cas de victoire. Le montant de la caution dépend du type de la requête ; p.ex. s'il s'agit d'un recours pour excès de pouvoir la caution s'élève à 450 euros, et s'il s'agit d'un pourvoi en cassation à 750 euros. Cette demande est rarement soumise et aucune n'a été admise.

Par la même procédure, une requête manifestement fondée peut être reçue (chose en pratique plus rare).

III. L' accélération de la résolution définitive des contentieux

1. La grande majorité des voies de recours contre les décisions juridictionnelles sont l'appel et le recours en cassation.

1.1. Afin d'éviter que les Cours d'Appel et le Conseil d'Etat soient submergés par des recours, la loi, outre les conditions générales de recevabilité (délai, intérêt pour agir etc.), prévoit des conditions spéciales, qui visent certaines catégories d'affaires, jugées de moindre importance.

1.1. a. En recours pour excès de pouvoir : En principe les recours de ce type sont jugés par le Conseil d'Etat en premier et dernier ressort. Pour ces litiges, la question de moyen de recours ne se pose pas. Des recours pour excès de pouvoir peuvent aussi être jugés par les Cours d'appel ou les tribunaux de première instance, en premier degré. Dans ce cas, leurs décisions sont portées en appel devant le Conseil d'Etat. Or, l'appel est exclu pour certaines catégories de litiges. A titre d'exemple : relèvent des Cours d' Appel (par le moyen du recours pour excès de pouvoir) et ne sont pas susceptible d'appel les litiges qui concernent i. la nomination et la situation des fonctionnaires de l'Etat, des collectivités territoriales et des personnes morales de droit public ; ii. L'admission et plus généralement la situation des élèves dans les écoles dont sortent les fonctionnaires et les modifications apportées à la situation des officiers de réserve ; iii. L'application de la législation sur l'enseignement concernant les écoliers, lycéens, étudiants, boursiers et bénéficiaires d'une formation permanente etc.

1.1.b. En matière de pleine juridiction : L'appel est irrecevable si le montant de l'affaire ne dépasse pas les 5.000 euros. Ce montant est réduit à 3.000 euros s'il s'agit d'une affaire concernant le droit de la sécurité sociale ou la rémunération des fonctionnaires de l'Etat, des collectivités locales ou des personnes morales de droit public. De même, un recours en cassation est irrecevable, en principe, si le montant de l'affaire ne dépasse pas les 40.000 euros. S'il s'agit d'un litige relatif aux contrats public, ce montant s'élève à 200.000 euros.

1.2. De plus, depuis 2011 une condition draconienne de recevabilité a été introduite, selon laquelle l'appel ou le pourvoi en cassation devant le Conseil d'Etat sont irrecevables si le requérant ne fait pas valoir ou bien que l'affaire pose une question juridique sur laquelle il n'existe pas de jurisprudence du Conseil d'État, ou bien que l'arrêt attaqué est contraire à la jurisprudence du Conseil d'État ou d'une autre Cour Suprême.

1.3. Les dispositions concernant l'irrecevabilité du pourvoi en cassation (**1.1.b. et 1.2.**) ont été jugées par l'Assemblée du Conseil d'Etat conformes à la Constitution, qui garantit le droit à la protection légale, ainsi qu' à l' article 6 de la CEDH, car elles visent à éviter le retard dans le rendement de la justice, qui porterait atteinte aux droits prévus par ces textes, à faire face à l'accumulation d'affaires, qui seraient jugées avec du retard considérable, et à garantir le rôle du Conseil d'Etat en tant que juridiction suprême de l'ordre administratif, dont la mission est de trancher les questions juridiques, les plus importantes.

2. Le juge d'appel doit toujours trancher l'affaire au fond et peut, s'il le juge nécessaire et dans le cadre des moyens invoqués, ordonner de nouvelles mesures d'instruction. Par contre, le juge de cassation, s'il casse la décision attaquée, il renvoie l'affaire au tribunal qui a rendu la décision cassée, sauf si aucune question de fait ne se pose. Dans ce dernier cas, il a la faculté de trancher le litige lui-même.

IV. Les mécanismes susceptibles de compenser les effets de la durée incompressible des procédures juridictionnelles.

1. Aussi bien en recours pour excès de pouvoir qu'en recours de pleine juridiction, la loi prévoit le sursis à exécution de la décision administrative attaquée (not. un acte individuel).

1.1.a. En recours pour excès de pouvoir, le sursis est accordé par une formation collégiale si l'exécution de l'acte est susceptible de provoquer au requérant un préjudice irréparable ou bien difficilement réparable. La demande de sursis peut être rejetée s'il est jugé que l'octroi du sursis provoquerait un préjudice plus grave à l'intérêt général ou à des intérêts des tiers. Si la commission juge que le recours pour excès de pouvoir est manifestement fondé, elle peut accorder le sursis même si le préjudice du demandeur n'est pas jugé irréparable ; au contraire, le sursis peut être rejeté si le recours est manifestement irrecevable ou infondé, même si le préjudice que le demandeur

subirait est irréparable. La Commission, outre le sursis, peut ordonner toute mesure nécessaire, sans être liée par les propositions des parties.

En pleine juridiction, le sursis est jugé soit par une formation collégiale, soit par un juge unique, selon la formation qui jugera le fond de l'affaire. Les conditions d'acceptation ou de rejet sont similaires à celles mentionnées pour le recours pour excès de pouvoir. En matière fiscale et douanière, les conditions d'acceptation sont plus strictes. Des dispositions spécifiques régissent les demandes de sursis qui concernent les actes de récupérations des aides d'Etat incompatibles à la législation de l'Union.

1.1.b. Le Président du Conseil, le Président de la section compétente, le président de la juridiction du fond, peuvent rendre au moment du dépôt de la demande de sursis, une ordonnance provisoire de sursis, qui reste valable jusqu'au prononcé de l'arrêt sur la demande de sursis.

1.2. En cassation le sursis de la décision juridictionnelle ne peut être accordé que si une disposition expresse le prévoit en une catégorie spéciale (chose très rare). En appel le sursis d'exécution de la décision attaquée est possible et les conditions sont similaires à celles exposées plus haut. Ici aussi, en matière fiscale et douanière les conditions de sursis sont plus strictes.

2. Il n'existe pas des règles procédurales permettant de trancher le litige de manière provisoire sans donner lieu à une procédure au fond.



CONSEIL D'ETAT D'ITALIE

COUNCIL OF STATE OF ITALY

COUNCIL OF STATE OF ITALY

HOW TO REDUCE THE JUDGMENT PERIOD

1) Acceleration of trials by the procedural rules period

- Once the petition has been introduced, is there a period during which parties (plaintiff, defendant or third parties) are expected to present their observations? If so, how is this period set? What kind of penalties may a party see imposed in case of non respect of an assigned period?

The Code of Administrative Process (CAP) provided by legislative decree nr 104 dated 2 July 2010 (entered in force 16 Sept 2010) under Article 46 provides that the defendant and other parties shall dispatch respectively its reply or briefs to the Registrar within 60 days of notification of the complaint. This time limit is not peremptory, but no hearing can occur before its expiry. Representatives of the parties can appear at any time before the court until the final hearing. A peremptory time limit is provided under Article 73 CAP, which reads as follows: the parties can produce documents up to 40 days prior to the hearing, they can produce briefs up to 30 days before the hearing, and can reply to new documents or new briefs up to 20 days prior to the hearing. The penalty for not respecting these time limits is that the document(s) shall not be considered by the court.

- Are interventions of third parties in trial in a particular framework?

The interventions of third parties in trial are expressly ruled by Articles 27, 28, 49, 50 and 51 CAP. Article 27 CAP provides that in compliance with the adversarial principle, the complaint must be notified to the defendant administration and to subjects (*controinteressati*) who, as they are favourably affected by the impugned administrative decision, would be adversely affected by a judgment which annuls that decision. These subjects have an opposing interest in the complaint. Article 27 provides that the complaint, to be receivable, must be notified to the defendant within the 60 day time limit, and to at least one of the subjects who are favourably affected by the impugned decision. Article 49 provides that where the complaint is not notified to all the parties who have an opposing interest, the Administrative Tribunal shall order the complainant to notify those parties of the complaint (unless the complaint is manifestly irreceivable or unfounded, in which case the complaint is dismissed in a simplified decision). The Council of State annuls, also *ex officio*, the

appealed judgment of the Administrative Tribunal, if it finds that some, but not all, of the subjects with opposing interests had been notified, as it would be a violation of the adversarial principle. The decision would then be sent back to the Tribunal, which would have to re-examine the case in compliance with the adversarial principle. If none of the subjects with opposing interest had been notified of the original complaint, the appeal judge (the Council of State) shall declare the original complaint irreceivable.

Differently, other parties who are adversely and directly affected by the impugned administrative decision, as their position is similar to that of the complainant (cointeressati), can only file a complaint against that decision within the provided time limit (60 days from the notification or the legal cognizance of that administrative decision). They can intervene within that time limit and her/his intervention is deemed to be a complaint. If these parties have not attacked the administrative decision before the Administrative Tribunal within the time limits prescribed, their intervention would be considered irreceivable as time-barred and they cannot later appeal the judgment before the Council of State (except to contest claims of violation of time limits) nor can they intervene in the appeal.

In accordance with Articles 28 and 51 CAP, the Administrative Tribunal shall, by request of other parties or *ex officio*, order the parties to notify a subject who does not have the above-mentioned cause of action but who is deemed to have an interest (also indirect) in the proceedings.

In accordance with Articles 28.2 and 50 CAP, a subject who is not directly affected by the impugned decision, but who has an interest in taking part in the jurisdictional proceedings to support the complainant (intervention *ad adiuvandum*) or the defendant (intervention *ad opponendum*), can intervene by notifying the parties of her/his brief.

- Can the judge rule on a petition in the absence of a motion by the defence? If so, does the defendant dispose of the specific possibility of a plea?

In compliance with the adversarial principle, the judge cannot normally rule on a petition if all of the parties with an opposing interest have not been notified of the petition. In cases of exceptional urgency, the President of the Tribunal can adopt an interim/precautionary measure, ruling on a petition notified to other parties, even if there is no proof of successful notification. The President's decree shall indicate the date when the petition shall be debated in chambers (generally the most

immediate chamber meeting scheduled). This interim/precautionary measure adopted by the President will be in force until the date established for the Panel's examination.

- Do practicable rules in terms of procedural period vary depending on whether parties are represented or not by a barrister?

No (the parties are allowed to defend themselves only in rare and exceptional cases).

- Regarding expertise, are there specific rules?

Yes, expertise is ruled under Articles 19 and 20 CAP. The expert is appointed by the Tribunal and s/he assists the Court for single acts or for the entire proceeding.

2) Trial acceleration in cases of emergency

- Are there any procedures in order to shorten preliminary inquiry periods? If so, in which cases do specific procedural rules apply? Does the judge have the possibility to consider whether these rules should be applied or not?

In 2000, legislative reform introduced an accelerated procedure for certain disputes and the possibility to handle other proceedings in a simplified manner; this helped reduce the amount of time required for judgment. These provisions are now contained in the CAP. In cases of hearings for precautionary measures, where all the parties have been notified of the complaint and at least 20 days have passed since the last notification occurred, the judge, after having advised the established parties, can rule also on the merits (Article 60 CAP). This drastically reduced the time for judgments for these cases as the judge did not have to rule twice on the same case (precautionary measures and merits).

In accordance with Articles 119 and 120 CAP, a kind of fast-track procedure is provided for specific types of litigations such as: conflicts regarding the assignment of public contracts; decisions adopted by independent authorities (except decisions which regard their employees); appointments adopted by the Council of Ministers; decisions dissolving organs of the local governance (such as city councils); and decisions regarding the occupation and expropriation of areas for the construction of public works and/or for public use.

The cases which are eligible for a fast-track procedure (partially listed above) are automatically submitted to that procedure. The judge does not decide the application.

- Is the judgment in certain litigation submitted to specific periods? If so, what is the type of litigation and the periods set? In cases of non-respect of these periods by the judge, what are the consequences for the outcome of the judgment?

In accordance with Article 89 CAP, judgments must be written within 45 days of the decision taken in Chambers. For particular cases, such as those in a fast-track procedure, the time is halved. If the Judge Rapporteur violates these time limits, there is no consequence on the outcome of the judgment but disciplinary measures can be taken against the judge.

- Can a case be judged by one judge, without a public hearing, without intervention of the consultant judge or the public prosecutor and/or without a prior contradictory procedure? If so, how is the use of these techniques assessed? Is this choice questionable through the introduction of an appeal, a cassation or any other procedural option?

There are specific cases that can be judged by one judge (the President or a judge delegated by the President), without a public hearing, without the intervention of a consultant judge, and without prior contradictory procedure. The court does not rule on the merits in these cases. The decisions on these cases are decrees. These decrees can be impugned by either party with a panel (which can include the original deciding judge) which decides in chambers, without public hearings. These appeals are called 'opposition'. If the panel decides that the appeal is founded, it establishes the date of the hearing for the case to be judged by a panel on the merits.

In accordance with Articles 35 and 85 CAP, cases which are eligible for this kind of judgment are those which occur when:

- a complaint is withdrawn (Art. 84 CAP);
- no parties have requested a hearing and no procedural act has occurred in over a year (Art. 81 CAP);
- 5 years have passed from the filing of the complaint and the complainant has disregarded the Registrar's instruction that s/he request a hearing (Art. 82 CAP);
- the complainant has lost interest in having a decision (Art. 35.1.c); and

-the court's order to the complainant, to notify other parties of the complaint, has been ignored (Art. 35.1.c).

3) Acceleration of the definitive ruling on the litigation

- Are the possibilities of a plea against jurisdictional decisions uniform or variable according to the kind of dispute or to its importance? What are the reasons justifying that a dispute cannot benefit from the possibilities of a plea as others?

Appeals against jurisdictional decisions are uniform, apart from appeals against jurisdictional decrees as stated above under 2c. In cases where the decrees are impugned by opposition, the possibility of a plea is postponed.

- In case of annulment of the contested jurisdictional decision, does the judge of appeal or of cassation have the possibility or the obligation to solve the content of the dispute? In order to do this, does he/she have the possibility of ordering further measures of inquiry?

In accordance with Article 105 CAP, if the appeal judge (the Council of State in its jurisdictional functions) annuls the Administrative Tribunal's impugned decision for violation of the adversarial principle or the right of defence, -- or if the annulment of the judgment is based on the fact that the Administrative Tribunal erroneously: denied its jurisdiction; ruled on its competence; or declared the proceeding extinguished -- the case is sent back to the Administrative Tribunal which will rule on the merits. In all other occurrences, the Council of State, in its jurisdictional functions, shall solve the dispute and has power to order further measures of inquiry.

4) Mechanisms for compensating the effects of the incompressible duration of jurisdictional procedures

- Are there any procedures allowing one judge or a college of judges to take the measures esteemed necessary in order to safeguard the interests of the parties pending the judgment on the content? Do these rules apply uniformly in the event of appeal or cassation?

In accordance with Article 55 CAP, on request by the appealing party, the judge can adopt precautionary/interim measures to avoid outcomes in which the complainant is further (and irreparably) damaged due to the length of the proceeding leading to a favourable decision.

In accordance with Article 373 of the Code of Civil Procedure (CCP), in case of appeal to the Court of Cassation, the execution of the impugned judgement can be suspended by the judge (whose judgment has been appealed through the Court of Cassation), on request of the party alleging suffering a serious and irreparable damage due to the length of the procedure before the Court of Cassation.

- Do procedural rules allow one judge or a college of judges to pronounce judgment in a case, provisionally and rapidly, without this requiring a procedure for pronouncement on the content?

See response under 2c above.



CONSEIL D'ETAT DU LIBAN

COUNCIL OF STATE OF LEBANON

Comment réduire la durée de jugement ?

1) L'accélération du procès par les délais de procédure

- a- Une fois la requête introduite, la partie défenderesse dispose d'un délai de quatre mois pour présenter un mémoire en défense. Ensuite le requérant dispose d'un délai de deux mois pour présenter une réponse à ce mémoire, enfin la partie défenderesse dispose du même délai pour répliquer.
Il est toujours possible pour une partie au procès de ne pas user de ce droit de réponse.
- b- Les tiers qui interviennent au procès, disposent pratiquement des mêmes délais (2 mois).
- c- Dans certains cas (incompétence – contentieux électoral...) le juge peut statuer en l'absence de tout mémoire en défense. La partie défenderesse dispose des voies de recours normales contre cette décision.
- d- Devant le Conseil d'Etat les parties doivent être toujours représentées par un avocat, sauf en matière de Contentieux disciplinaire et de contentieux électoral. Dans ces cas là, les délais sont abrégés (15 jours pour un seul mémoire en défense).
- e- En matière d'expertise, et selon l'article 66, le Président du conseil peut, à la demande d'un intéressé, nommer un expert pour examiner les faits qui pourraient être cause d'un éventuel procès. Et ceci dans un délai d'une semaine suivant la demande.

2- L'accélération du Procès justifiée par l'urgence

- a- Selon l'article 77 du statut du Conseil d'Etat du Liban, les parties peuvent demander un sursis à exécution, dans certains cas et selon des conditions particulières.

Dans ces cas, la partie défenderesse dispose d'un délai maximum de 15 jours pour présenter un mémoire en défense (le juge définit d'une façon discrétionnaire ce délai selon la nature de la demande).

- b- En matière de sursis à exécution, le jugement doit être rendu en 1 mois après l'introduction de la requête. En matière de contentieux électoral, le jugement doit être rendu dans un délai de 6 mois.

Dans tous les cas ces délais ne sont pas des délais de forclusion.

- c- La procédure du juge unique n'existe pas au Liban. Toutes les affaires doivent être jugées après une procédure contradictoire et sur des conclusions obligatoires du Commissaire du gouvernement.

3- L'accélération de la résolution définitive des contentieux

- a- Les voies de recours ouvertes à l'encontre des décisions juridictionnelles rendues sont uniformes, la nature du litige ou son importance demeurent sans effets en ce domaine.
- b- En cas de Cassation, le C.E renvoie l'affaire devant le tribunal qui a rendu le jugement Cassé.
- c- En cas d'appel, après l'annulation du jugement, le juge d'appel statue à nouveau sur le fond, il dispose donc de tous les pouvoirs du juge du fond pour l'instruction de l'affaire.

4- Les mécanismes susceptibles de compenser les effets de la durée incompressible des procédures juridictionnelles.

a et b : Selon l'article 66 du statut du Conseil d'Etat , le Président du Conseil d'Etat , ou le juge à qui il délègue ce pouvoir et en dehors de tout procès , peut prendre à la demande d'un intéressé, toutes les mesures nécessaires, possibles et provisoires, qui visent à préserver les droits et prévenir les dégâts, et ceci en cas d'urgence et dans un délai d'une semaine suivant la demande.



**COUR ADMINISTRATIVE SUPREME
DE LITUANIE**

***ADMINISTRATIVE SUPREME COURT
OF LITHUANIA***



SUPREME ADMINISTRATIVE COURT OF LITHUANIA
Žygimantų str. 2, LT-01102 Vilnius, Lithuania,
tel. + 370 5 2791005, fax. +370 5 268 58 75, e-mail: info@lvat.lt

QUESTIONNAIRE ON HOW TO REDUCE JUDGMENT PERIOD

It should be noted at the outset that the system of administrative courts in Lithuania is comprised of five county administrative courts acting as courts of first instance and the Supreme Administrative Court which acts as a court of appellate instance. In certain exceptional cases, as noted in this report, the Supreme Administrative Court acts as the court of first and final instance. The Supreme Administrative Court of Lithuania ensures consistency in case law of administrative courts through its judgments wherein it decides on questions of both facts and law. The Supreme Administrative Court of Lithuania also has the competence to review final judgments of administrative courts under certain exceptional circumstances that are set out in the Law on Administrative Proceedings of Lithuania (e. g., evident mistake in application of material law, necessity to ensure uniform case law, delivery of a judgment of the European Court of Human Rights holding that a judgment of an administrative court violates European Convention on Human Rights).

1) Procedural rules accelerating proceedings

- Once the petition has been introduced, is there a period during which parties (plaintiff, defendant or third parties) are expected to present their observations? If so, how is this period set? What kind of penalties may a party see imposed in case of non respect of an assigned period?

According to the Law on Administrative Proceedings of Lithuania (hereinafter – the LAP), a court president or a judge who has accepted a complaint sends copies (digital copies) of the complaint to the defendant and to the third interested party by mail or by electronic means and demands the defendant to submit a reply to the court within a prescribed time limit but not later than within fourteen days. Other documents demanded by a judge must be submitted to court not later than within three working days, provided the judge does not prescribe a different time limit (Art. 68 (1 (3), 3) of the LAP). The judge or the court may impose a fine in case officers or persons do not comply with a demand of a judge or a court to submit a response, other documents or material without a good reason. A fine imposed on natural or legal persons or their representatives may amount to 1000 litas (approx. 290 euro) and a fine imposed on officers or representatives of institutions may amount to 2000 litas (Art. 84 of the LAP). If a person who has been summoned to court does not attend the court hearing and does not provide serious reasons of not attending, he

may be brought to court if a judge or a court so decides. A person who has not attended a court hearing or refused to testify, explain or submit his findings, may receive a fine of up to 1000 litas or be arrested for up to one month (Art. 59 of the LAP). It should be noted nonetheless that administrative proceedings in Lithuania have adversarial characteristics and even though the aforementioned sanctions are quite heavy, in practice they are applied rarely and mainly in cases when the respondent is a public institution or an officer. This is due to the fact that usually defendants in administrative proceedings are public institutions and they cooperate with the court and take an active part in the proceedings by submitting their responses and evidence as requested. The opposite is a rarity. It could be observed that in cases when a respondent (a public institution) does not submit a response, administrative courts tend to hear the case according to available evidence without further insisting that the public institution submits its response. However, when needed the judge may repeatedly demand to submit a response and in case of non-compliance may, as mentioned above, impose fines.

- Are interventions of third parties in trial in a particular framework?

The procedural rights and obligations of third parties are similar to those of the complainant and the defendant (Art. 48 (2), 49, 51, 53 of the LAP). Third parties have to be indicated in an initial complaint to the court. However, the court is not bound by this indication or a separate request of an interested person to be admitted as a third party to the proceedings and may consider that the particular natural or legal person is not a third party to the case. In general, an administrative court has some discretion in deciding which person should or should not participate in a case as a third party (e.g. court can decide that a person will no longer participate in a proceedings as a third party). Third parties have a right (not an obligation) to submit their response. A third party cannot submit a claim in a pending case and cannot join the case only in the court of appellate instance.

- Can the judge rule on a petition in the absence of a motion by the defence? If so, does the defendant dispose of the specific possibility of a plea?

A judge may rule on a petition in the absence of a motion by the defence if the defendant was properly notified of the court hearing (Art. 78(3) of the LAP). No specific means of recourse are disposed of in such a case. However, as mentioned above, ruling on a petition in the absence of a motion by the defence almost does not happen in practice due to the fact that usually defendants in administrative proceedings are public institutions and they submit their responses as requested. It could be observed that in cases when a respondent (a public institution) does not submit a response, administrative courts tend to hear the case according to available evidence without further insisting that the public institution submits its response. However, when needed, the judge may repeatedly demand to submit a response and in case of non-compliance may, as mentioned above, impose fines.

- Do practicable rules in terms of procedural period vary depending on whether parties are represented or not by a barrister?

Rules on procedural deadlines do not vary depending on parties' representation by barristers.

- Regarding expertise, are there specific rules?

A court or a judge appoints an expert in administrative proceedings when questions requiring specific scientific, artistic, technical or craft knowledge arise. Questions on which expertise is required may be submitted by each participant in the case; however, the final list of questions is determined by the judge or the court. Findings of the expert are submitted in a written act of

expertise. In general, expert's findings do not bind the court. However, the court will have to provide reasons of diverging from the expert's findings.

When a court appoints an expert to carry out expertise, the case is stayed until the expertise is carried out (Art. 99 (3) of the LAP). A judge may also appoint an expert in appellate proceedings. A party may also submit findings of an expert hired by that party. However, it will be up to the judge to evaluate credibility of these findings.

Furthermore, when special knowledge is needed in order to examine documents, objects or actions in administrative proceedings, a specialist may be summoned. Explanations of a specialist may be presented during a court hearing (i. e. they do not have to necessarily be set out in a separate report) and that may reduce the overall time of the proceedings.

2) Trial acceleration in cases of emergency.

- Are there any procedures in order to shorten preliminary inquiry periods? If so, in which cases do specific procedural rules apply? Does the judge have the possibility to consider whether these rules should be applied or not?
- Is the judgement in certain litigation submitted to specific periods? If so, what is the type of litigation and the periods set? In cases of non-respect of these periods by the judge, what are the consequences for the outcome of the judgement?

The LAP states that procedural steps in administrative proceedings should be taken within deadlines set by laws. In cases when there are no deadlines set by laws, the court imposes a deadline. A deadline imposed by court may be extended by court (Art. 65 (1) of the LAP). As mentioned above, a court president or a judge who has accepted a complaint sends copies (digital copies) of the complaint to the defendant and to the third interested party by mail or by electronic means and requests the defendant to submit a response within a prescribed time limit but not later than within fourteen days. It should be noted that a judge may impose a shorter time limit than 14 days, e. g., in cases related to elections when a complaint has to be decided on within 48 hours of its submission a judge may impose a deadline of a few hours to submit a reply.

In general, preparation for a court hearing must be finished not later than within one month after the complaint has been admitted (Art. 65 (2) of the LAP). Hearing has to be finished and a decision of the court of first instance must be delivered not later than within two months after the decision to set a date for a court hearing was taken, provided a law does not establish shorter deadlines (Art. 65(3) of the LAP). If necessary, the period of hearing a case may be extended by a reasoned court decision, but not longer than for one more month (Art. 65 (4) of the LAP). However, it should be noted that the decision to set a date for the court hearing does not have to be taken immediately after the preparation for a court hearing is finished. Furthermore, according to Art. 68 of the LAP in certain cases a judge in a first instance court may himself/herself set a date for a court hearing within the deadlines mentioned above. If a case is to be adjudicated by a panel of judges (all cases in the Supreme Administrative Court and significant portion of cases in the courts of first instance), upon proposal of the judge rapporteur, the President of the Court can set specific (e.g. early) date for the hearing of the case. Thus the judge has possibilities within a general legal framework to speed up adjudication of the case in a situation of emergency, e. g., by imposing shorter time limits, expeditiously setting a date for a court hearing.

After the court hearing, the court may postpone delivery of the decision for up to 20 days. A judge hearing the case may submit a well-reasoned request to the president of the court and the latter may extend the time limit for not longer than another 20 days (Art. 80(5) of the LAP). The same time limits for delivery of the decision apply both in first instance and in appellate courts. However, when a case in the Supreme Administrative Court of Lithuania concerns legality of regulatory administrative acts adopted by central entities of state administration or legality of general acts

adopted by public organisations, communities, political parties, political organisations or associations, the Supreme Administrative Court of Lithuania may postpone delivery of its decision for up to one month and due to important reasons this deadline may be extended by the president of the court on a well-reasoned request of a judge hearing the case for up to another 20 days (Art. 139(4) of the LAP).

There are certain cases when shorter procedural time limits apply, e. g., a judge or a court shall decide on a request to secure a claim (i. e. to apply interim measures) within one day from a receipt thereof, without notifying the respondent and other participants in the proceedings. If such a request is filed together with the complaint/petition, it shall be heard within one day from acceptance of the complaint/petition. A separate appeal may be filed against court orders regarding securing claims. Filing a separate appeal against an order to secure a claim shall not stay the execution of the order nor suspend the hearing of the case (Art. 71 (4, 7) of the LAP).

Shorter procedural time limits usually apply in cases related to elections e. g., the Law on Parliamentary Elections specifies that decisions and other acts of the Central Electoral Committee may be appealed against within 5 days after the decision was taken, yet not later than until the end of closing the polls, to the Supreme Administrative Court of Lithuania. The complaint has to be decided on within 48 hours of its submission. Non-working days are included into this time limit. The court decision becomes effective from the moment of its pronouncement (Art. 21 of the Law on Parliamentary Elections of Lithuania). Other laws on elections set out similar deadlines.

The Law on Legal Status of Foreigners establishes a deadline of 2 months after the day when a complaint is admitted within which a court ruling must be delivered. This deadline applies both to courts of first instance and to the appellate court. An appeal against the decision of the court of first instance to detain a foreigner must be dealt within 10 days from the day when a complaint is admitted.

The Law on Land specifies that a complaint with regard to decisions to take the land for public needs has to be decided on within 45 days from the day when the complaint has been admitted. An appeal against a decision of a court of first instance must be decided on within 45 days from the day when the appeal has been admitted (Art. 46 (6) of the Law on Land). There are also other laws that set specific (shorter) time limits for adjudication of the case.

It should also be noted that Rules on Allocation of Cases in the Supreme Administrative Court of Lithuania were approved by the President of the court. Those rules list *inter alia* priority cases in which court hearings are usually set at an earlier date. Other than the aforementioned types of cases, the rules also indicate the following types of cases: i) cases related to exercising freedom of assembly: when a dispute relates to a particular assembly, the case is (when possible) decided on until the date of the foreseen assembly; ii) when a case was remitted to the court of first instance by the Supreme Administrative Court of Lithuania and was appealed against again; iii) disputes involving civil service, when dismissal of a civil servant is contested; iv) disputes related to state-guaranteed legal aid; v) other disputes that have to be decided on within deadlines set out in legal acts; et cetera.

In other cases parties may request the court to hear their case urgently; however, this request does not bind the court.

The abovementioned shorter procedural terms are obligatory in respective cases and a judge may not disregard them. In case of non-respect of these deadlines by a judge, there are no consequences for the outcome of the case. However, disciplinary proceedings may be instituted against the judge, especially in cases of repeated non-compliance with obligatory deadlines. If damage is caused to a party, it may submit a complaint to the court and claim compensation for undue delay of delivery of the court decision.

- Can a case be judged by one judge, without a public hearing, without intervention of the consultant judge or the public prosecutor and/or without a prior contradictory procedure? If so, how is the use of these techniques assessed? Is this choice questionable through the introduction of an appeal, a cassation or any other procedural option?

In administrative court proceedings in Lithuania a case cannot be decided on the merits by one judge, without a public hearing and without a prior contradictory procedure (i. e., a case may not be decided on if all of the aforementioned characteristics exist). However, one judge may perform actions necessary to prepare for a court hearing (Art. 68 of the LAP). In certain cases a single judge may decide on a case in the court of first instance (e. g. on damage claims related to illegal actions of public administration institutions, disputes related to taxation, other obligatory payments and application of financial sanctions (Art. 46(1) of the LAP)).

Written proceedings might be held in an administrative court of first instance when neither parties nor their representatives appear at a court hearing and they are properly notified of the court hearing (Art. 79(5) of the LAP). An appeal against a decision of a court of first instance is decided on in written proceedings, i. e., without inviting the parties and without their participation, except of cases when a court decides that an oral hearing is necessary. Parties may in their appeal, response or in another procedural document submit a motivated request to hold a public hearing. However, the court is not obliged to take this request into consideration (Art. 137 (1) of the LAP).

As mentioned above, a judge or a court decides on a request to apply interim measures without notifying the respondent and other participants in the proceedings.

3) Accelerating delivery of the final decision on the merits of the case.

- Are the possibilities of a plea against jurisdictional decisions uniform or variable according to the kind of dispute or to its importance? What are the reasons justifying that a dispute cannot benefit from the possibilities of a plea as others?

Judgments of administrative county courts of first instance may be appealed against within 14 days after their pronouncement to the Supreme Administrative Court of Lithuania (Art. 127 (1) of the LAP). The appellate procedure is uniform to all kinds of disputes.

However, when an administrative court of first instance adopts a procedural ruling (i. e., not on the merits of the case, e. g. application of interim measures), appeal against such a procedural ruling may be submitted within 7 days after delivery of the said procedural ruling (Art. 149(2)). Not all procedural rulings are subject to appeal. Only procedural rulings specified in the LAP and the ones that preclude further hearing of the case are subject to appeal. This rule is explained by the arguments that a possibility to appeal all procedural rulings may enable parties to protract litigation and may require disproportional amount of courts resources.

It should also be noted that the Supreme Administrative Court is the first and final instance in the following cases: a) concerning the legality of regulatory administrative acts adopted by central entities of state administration; b) concerning the legality of general acts adopted by public organisations, communities, political parties, political organisations or associations; c) concerning complaints alleging certain infringements of the electoral laws or the law on referendum or complaints concerning certain decisions of the Central Electoral Committee.

- In case of annulment of the contested jurisdictional decision, does the judge of appeal or of cassation have the possibility or the obligation to solve the content of the dispute? In order to do this, does he/she have the possibility of ordering further measures of inquiry?

In case of annulment of the contested court decision the Supreme Administrative Court has the right to a) deliver a new decision on the merits of the case; b) change the decision of the court of first instance; c) remit (the whole or part of) the case to the court of first instance; d) terminate the proceedings or leave the complaint unexamined. The Supreme Administrative Court may annul the contested court judgment and remit the case to the court of first instance if a) in order to clarify certain circumstances of the case a lot of new evidence have to be collected; b) the court of first instance has not decided on all of the claims made in the case; c) decision of the court of first instance is annulled due to one or more of the grounds listed in the LAP Art. 142, such as: i) the case was heard by a court that was composed unlawfully or in violation of the rules on functional or exclusive territorial jurisdiction or in violation of the rules on jurisdiction of general competence courts and administrative courts; ii) the court of first instance has decided on rights and duties of persons that were not included in the hearing of the case; iii) the decision of the court of first instance is not reasoned; iv) the decision of the court of first instance is not signed or signed by a different judge than is indicated in the judgment; v) decision of the court of first instance has been delivered by a judge that has not heard the case; vi) there is no audio record of the court hearing, except of cases when a written court procedure has been carried out; vii) the court of first instance has heard the case without one of the participants of the case being present in the court hearing and that person was not properly informed about the date and time of the court hearing and he bases his appeal on this ground; viii) the rules on the language of the procedure have been grossly infringed in the court of first instance and the person whose rights have been infringed bases his appeal on this ground.

In all of the aforementioned cases when the Supreme Administrative Court may annul the contested court judgement and remit the case to the court of first instance, thus also in the case when further measures of inquiry are needed, the Supreme Administrative Court may also decide on the merits of the case if remitting it to the court of first instance may unduly delay delivery of the final court decision (Art. 141(2) of the LAP). Such further measures of inquiry may be appointing an expert or specialist, inviting a witness, gathering and evaluating new evidence and other explanations, etc.

4) Mechanisms for compensating the effects of incompressible duration of jurisdictional procedures.

- Are there any procedures allowing one judge or a college of judges to take the measures esteemed necessary in order to safeguard the interests of the parties pending the judgement on the content? Do these rules apply uniformly in the event of appeal or cassation?
- Do procedural rules allow one judge or a college of judges to pronounce judgment in a case, provisionally and rapidly, without this requiring a procedure for pronouncement on the content?

Regarding the possibility to take measures necessary in order to safeguard the interests of the parties pending the judgment on the content, a judge may decide on application of interim measures (see supra). These measures apply uniformly in the event of appeal. However, there are no rules that would allow a judge to deliver a provisional judgment without delivering (later) a decision on the merits of the case.



COUR DE CASSATION DU MAROC

COURT OF CASSATION OF MOROCCO

COUR DE CASSATION DE MAROC

Réponse au questionnaire préparée par Mohamed MANKAR BENNIS

1) L'accélération du procès par les délais de procédure :

- Les parties sont tenues de présenter leurs mémoires en réponse dans les délais fixés par le juge qui instruit le dossier sous peine de se désister du dossier et préparer son projet de jugement en l'état.

- Les interventions des tiers en procès sont encadrées par le code de procédure civile.

- Le juge peut statuer sur une requête en l'absence de tout mémoire en défense, dans certains cas, à titre d'exemple :

- La demande de surci à exécution ;
- La demande de correction d'erreur matérielle ;
- Dans les cas d'irrecevabilité manifeste ;
- En matière de référés.

- Le ministère de l'avocat est obligatoire, et les délais sont les mêmes dans tous les cas.

- Pas de règles spécifiques en matière d'expertise.

2) L'accélération du procès justifiée par l'urgence :

- Oui

-En matière d'élections, les délais sont relativement courts, mais le non respect des délais n'a aucune incidence sur le jugement.

-En matière d'urgence, les demandes sont jugées par un juge unique, l'appel est jugé par une formation collégiale, ainsi que le recours en cassation.

3) L'accélération de la résolution définitive des contentieux :

-Elles varient selon la nature de litige.

- Les recours en annulation en matière d'élection ne sont pas présenter devant les mêmes juridictions, tribunaux administratifs pour les élections communales, conseil constitutionnel pour les législatives, etc

- En raison de la territorialité des tribunaux administratifs et du compétence en la matière.

- En cas d'annulation de la décision juridictionnelle en matière de recours en annulation pour excès de pouvoir, la Cour de Cassation peut trancher sur le fond, si l'état du dossier le permet, mais ne peut ordonner de nouvelles mesures d'instruction.

La Cour d'Appel peut dans tout les cas statuer sur le fond et ordonne les mesures d'instruction qui s'imposent sauf dans le cas ou le tribunal de première Instance n'aurait statué que sur la forme, dans ce cas il doit renvoyer le dossier à un tribunal de 1^{ère} Instance pour un pas privé les parties d'un degré de juridiction.

4) Les mécanismes susceptibles de compenser les effets de la durée incompressible des procédures juridictionnelles :

-Ordonner de surci à exécution.

-Arrêter les travaux.

-Et de manière générale, ordonner toute mesure d'urgence.



COUR SUPREME DE NORVEGE

SUPREME COURT OF NORWAY

Supreme Court of Norway

AIHJA-ISASAJ SEMINAR QUESTIONNAIRE HOW TO REDUCE THE JUDGMENT PERIOD?

1) Acceleration of trials by the procedural rules period

- ***Once the petition has been introduced, is there a period during which parties (plaintiff, defendant or third parties) are expected to present their observations? If so, how is this period set? What kind of penalties may a party see imposed in case of non respect of an assigned period?***
 - After the petition has been received by the court, the defendant will, pursuant to the Norwegian Civil Procedure Act, be given a three weeks' deadline to submit a written reply. Immediately after the reply has been submitted, the court shall, after discussions with the parties, prepare a plan for further proceedings including setting time limits. It is within the judge's discretion whether any other time limits (and the length of such) shall be set for the parties' further arguments etc. Any written closing submissions must be presented at the latest two weeks prior to the main hearing. The judge will also set the date of the main hearing, which normally shall be held within six months of the submission of the petition.
 - If a time limit is not respected, the judge may issue a time limit order, and if such is not respected, the judge may proceed and deliver a judgment by default.
- ***Are interventions of third parties in trial in a particular framework?***
 - Third party intervention is permitted when certain requirements are fulfilled. In short, third party intervention shall be granted to (1) any person who by virtue of his own legal status has a real interest in one of the parties winning the case, and (2) associations, foundations and public bodies, provided that the case in question falls within the normal scope of the interests promoted by the organisation.
- ***Can the judge rule on a petition in the absence of a motion by the defence? If so, does the defendant dispose of the specific possibility of a plea?***
 - If the defendant is unlawfully absent and the court does not grant a retrial, the court may deliver a judgment by default. The judgment by default shall be passed upon application of the claimant if the court can find in favour of the claimant in full or in all material respects.
 - A default judgment can only be challenged by an application of retrial.
- ***Do practicable rules in terms of procedural period vary depending on whether parties are represented or not by a barrister?***
 - Pursuant to the Norwegian Civil Procedure Act, the court shall actively and systematically manage the preparation of the case to ensure that it is heard in a swift, cost effective and sound manner. Whether the parties have legal representation shall in theory not affect the case management, however, it is within the judge's discretion to set appropriate time limits according to the specific case.

- **Regarding expertise, are there specific rules?**

- The court may appoint an expert upon application from a party or on its own motion where such appointment is necessary to establish a sound factual basis for its decision. There are detailed rules governing the number and appointment of experts, and the terms of reference and instructions.
- A party may also call witnesses to give expert testimony. An expert witness may attend the hearing throughout and may be allowed to ask questions to parties, witnesses and experts.
- The court may also consist of one or two expert lay judges, in addition to ordinary judges, if required for the proper conduct of the case, or if required by law. The expert lay judge appointed shall have the necessary expertise required in the specific case. Lay judges with different expertise may also be appointed.

2) Trial acceleration in cases of emergency

- **Are there any procedures in order to shorten preliminary inquiry periods? If so, in which cases do specific procedural rules apply? Does the judge have the possibility to consider whether these rules should be applied or not?**

- There is no system of preliminary inquiry periods in Norwegian criminal procedure.

- **Is the judgement in certain litigation submitted to specific periods? If so, what is the type of litigation and the periods set? In cases of non-respect of these periods by the judge, what are the consequences for the outcome of the judgement?**

- Certain cases are prioritised by Norwegian law, and the judge shall within his discretion set applicable deadlines and prioritise the case. The judgment in civil cases shall normally be delivered within four weeks after the hearing. If the case is decided by only one judge, the judgment shall be delivered within two weeks. Should the judgement be delivered after these time limits, the judge must provide an explanation at the end of the judgement.
- In criminal cases, the judgement shall be delivered as soon as possible but no later than three days after the hearing. In case of non-compliance, the reason for the delay shall be recorded in the court records. (A severe delay can also constitute a violation of ECHR.)

- **Can a case be judged by one judge, without a public hearing, without intervention of the consultant judge or the public prosecutor and/or without a prior contradictory procedure? If so, how is the use of these techniques assessed? Is this choice questionable through the introduction of an appeal, a cassation or any other procedural option?**

- No civil or criminal case can be decided without prior contradictory procedure, the only exception being certain interlocutory orders. An interlocutory order to grant arrest can be made without an oral hearing if a delay poses a real risk. Interlocutory orders may be granted by one judge at the district courts. However, the parties and any other person affected by the order can require a subsequent oral hearing.

3) Acceleration of the definitive ruling on the litigation

- ***Are the possibilities of a plea against jurisdictional decisions uniform or variable according to the kind of dispute or to its importance? What are the reasons justifying that a dispute cannot benefit from the possibilities of a plea as others?***
 - The possibility of a plea against the jurisdiction of a court is uniform in Norway, and does not vary depending on the types of cases.
- ***In case of annulment of the contested jurisdictional decision, does the judge of appeal or of cassation have the possibility or the obligation to solve the content of the dispute? In order to do this, does he/she have the possibility of ordering further measures of inquiry?***
 - The Norwegian court system consists of a court pyramid with courts on three levels. The courts have general jurisdiction, and there is no division between ordinary courts and administrative courts and there is no separate constitutional court. As a main rule, the courts have jurisdiction in all fields of law.
 - A question of jurisdiction will primarily arise in the context of national or foreign jurisdiction. If the district court has concluded that the court does not have jurisdiction, and the decision is appealed, the court of appeal cannot decide on the merits of the case should it conclude that the court do have jurisdiction. The district court decision would be set aside, and the case would then be sent back to the district court.

4) Mechanisms for compensating the effects of the incompressible duration of jurisdictional procedures

- ***Are there any procedures allowing one judge or a college of judges to take the measures esteemed necessary in order to safeguard the interests of the parties pending the judgement on the content? Do these rules apply uniformly in the event of appeal or cassation?***
 - The judges are not granted any power to take any measures deemed necessary to safeguard the parties' interests pending a decision on the merits. The parties themselves must apply for suitable measures.
- ***Do procedural rules allow one judge or a college of judges to pronounce judgment in a case, provisionally and rapidly, without this requiring a procedure for pronouncement on the content?***
 - A case may be split, so that the judge may rule on the jurisdiction before hearing any arguments on the merits of the case.



**COUR ADMINISTRATIVE SUPREME
DE POLOGNE**

***ADMINISTRATIVE SUPREME COURT
OF POLAND***



QUESTIONNAIRE SEMINAR – SEPTEMBER 23th, 2014

HOW TO REDUCE THE JUDGMENT PERIOD?

1) Acceleration of trials by the procedural rules period

- **Once the petition has been introduced, is there a period during which parties (plaintiff, defendant or third parties) are expected to present their observations? If so, how is this period set?**

The proceedings before Polish administrative courts are regulated by the Act - Law on Proceedings Before Administrative Courts¹ (hereinafter referred to as „Act”). According to the regulation of the Act everyone who has a legal interest therein, a public prosecutor, the Human Rights Defender (Ombudsman), the Ombudsman for Children and a social organisation, within the scope of its statutory activity and in matters affecting legal interests of other persons, provided that it has taken part in administrative proceedings, shall be entitled to lodge a complaint. A complaint shall be lodged within 30 days from the day of service of the administrative decision (act) on the case. A complaint to an administrative court shall be lodged through the authority whose action, failure to act or protracted conduct of proceedings has been challenged. The authority, when obtaining the complaint, shall transfer the complaint to the first instance court (Voivodship Administrative Court) together with the files of the case and the response to the complaint within 30 days from the day it was lodged. In the prescribed time- frame the authority shall also enclose the reply to the complaint including the opinion of the authority on the arguments mentioned in the complaint.

In the second instance proceeding conducted by the Supreme Administrative Court, a party which has not lodged a cassation appeal, may bring to a Voivodship Administrative Court a response to the cassation appeal within 14 days from the day of delivery of the cassation appeal thereto. After the expiration of the time limit for response or after the service on the appellant of the response to the cassation appeal has been decided, the Voivodship Administrative Court shall immediately present the cassation appeal with the response and the files of the case to the Supreme Administrative Court.

¹ The Act of 30th August 2002 r. – Law on Proceedings Before Administrative Courts (Journal of Laws No 153, item 1270 as amended)”.

- **What kind of penalties may a party see imposed in case of non respect of an assigned period?**

As stated above, the authority, when obtaining the complaint, shall transfer the complaint to the court together with the files of the case and the response to the complaint within 30 days from the day it was lodged. In the event that the obligations of transferring the complaint to the court have not been complied with, the court may, upon request of the complainant, order to impose on the authority a fine. The order may be issued in camera. If, despite the imposition of a fine, an authority has not transferred the complaint to the court, the court may, at the request of the complainant, hear the case on the basis of the received transcript of the complaint, provided that factual and legal state of affairs presented in the complaint does not raise reasonable doubt. Additionally, breaching the obligation of transferring the complaint to the court within prescribed time-frame may cause the notification of the adjudicating panel or the president of the court to authorities competent for examination of petitions, complaints and proposals.

- **Are interventions of third parties in trial in a particular framework?**

The person who has taken part in the administrative proceeding, and has not lodged a complaint, where the outcome of the court proceedings concerns his/her legal interest, shall be a participant in that proceeding having the rights of a party. The person who has not taken part in the administrative proceeding, if the outcome of such proceedings concerns his/her legal interest, and a social organisation, in matters of other persons, if the case relates to the scope of its statutory activity, may apply to be admitted in the capacity of a participant. An order rejecting admittance to participate in the case shall be subject to interlocutory appeal. The request to participate may be submitted at any time by the above mentioned interested person, as long as the proceedings of administrative courts is completed. The proposal should comply with the requirements of the writings addressed to administrative courts. The request should present evidence and arguments determining the fact that the outcome of the proceedings of the administrative court will influence person's legal, economic and social interest.

- **Can the judge rule on a petition in the absence of a motion by the defence? If so, does the defendant dispose of the specific possibility of a plea?**

The administrative courts in Poland, as a rule, do not finally solve the case, but only assess the legality of the challenged act. As it was already stated, a complaint to a Voivodship Administrative Court shall be lodged through the authority whose action, failure to act or protracted conduct of proceedings has been challenged. This authority is obliged to transfer the complaint to the court together with the files of the case and the response to the complaint within 30 days from the day it was lodged. If, despite the imposition of a fine, an authority has not transferred the complaint to the court, the court may, at the request of the complainant, hear the case on the basis of the received transcript of the complaint, provided that factual and legal state of affairs presented in the complaint does not raise reasonable doubt. But this case is rather exceptional.

In the second instance procedure, a party which has not lodged a cassation appeal, may bring to a Voivodship Administrative Court a response to the cassation appeal within 14 days from the day of delivery of the cassation appeal thereto. However, delivering a response to a cassation appeal is optional. Not delivering the response does not cause any legal effects.

- **Do practicable rules in terms of procedural period vary depending on whether parties are represented or not by a barrister?**

No, the terms of procedural period are the same. According to the Act, an administrative court should give useful instructions about procedural actions to parties appearing without attorney or legal counsel and advise them of legal consequences of these actions and consequences of negligence. Of course, the parties and their bodies or statutory representatives may act before the court on their own or by agents. But in case of acting without a lawyer or legal counsel, the presiding judge shall advise a party and present at the pronouncement of judgment, of the manner and time limits for bringing appellate measures.

The court, on its own authority, shall serve on a party acting without a lawyer or legal counsel, which was absent from the pronouncement of judgment because of being deprived of liberty, within a week from the pronouncement of judgment, a transcript of its operative part and shall advise the party of the time limit and manner of seeking review. If the court delivers a transcript of the operative part of a judgment issued in closed session to a party acting without a lawyer or legal counsel, it shall advise the party of the time limit and manner of bringing appellate measures.

As far as the actions taken before the first instance court are involved, the Act does not provide for an obligation to be represented by the professional. Differently, a cassation appeal should be prepared by a lawyer or legal counsel. This provision does not apply, when a cassation appeal is prepared by a judge, a public prosecutor, a notary public, a counsellor of the State Treasury Solicitor's General Office or a professor or doctor habilitated in legal sciences, who is a party to the proceedings or its representative or agent, or when the cassation appeal has been brought by a public prosecutor or the Commissioner for Citizens Rights (Ombudsman), or the State Treasury Solicitor's General Office. A cassation appeal may be also prepared by a tax adviser - in matters of tax obligations, and by a patent agent - in matters of industrial property.

What's important, the presiding judge may for a good reason extend the court time limit, on its own motion or at the request of a party made before the expiry of the time limit, and may also shorten the court time limit at the request of a party to the proceedings.

- **Regarding expertise, are there specific rules?**

On principle, it is not possible to conduct the hearing of evidence before the administrative court, which bases its review of legality on the evidentiary material gathered in the proceedings before the administrative authority who has issued the challenged decision. Exceptionally, the court may, on its own motion or at the request of the parties, request additional documentary proof. Conducting the hearing of evidence (admitting documentary proof) has the form of an order issued during the trial and is

entered into the record without writing a separate sentence, as it is not subject to interlocutory appeal. The order is pronounced and does not require reasons. Admitting documentary proof, the court should indicate which circumstances should be determined therein. Evidentiary witness hearing may not be conducted in proceedings before the administrative courts.

Additional documentary proof may be carried out if two conditions are jointly fulfilled: 1) it is necessary to resolve substantial doubts: 2) it will not extend excessively the proceedings on the case.

Additional documentary proof must be carried out if without the relevant document the resolution of substantial doubts existing in the case is not possible.

There are no legal objections against raising new arguments during the proceedings before the first instance court. The provision implicates that not any proof may be admitted in proceedings, but only documentary proof, where it should be additional, meaning a proof, which has not been presented and assessed in administrative proceedings concluded with the challenged decision. The provision implicates further that admitting documentary proof constitutes the court's entitlement, not its obligation. Therefore, should such proof be offered by the party to administrative court proceedings, court's setting the decision aside without hearing such evidence may not be viewed as breach of procedural provisions, and indeed an important breach that substantially affects the outcome of the case.

With regard to raising new arguments during the proceedings before the second instance court it should, however, be noted that the parties may not present other grounds for cassation (arguments) than the ones cited in the cassation appeal itself, but they may present new justification to these grounds. Presentation of new justification to the grounds for cassation appeal may therefore consist in raising new or changed argumentation to support them, including citing the opinions expressed in the jurisprudence or doctrine. It may not, however, be expressed in adding further provisions justifying the grounds for cassation, as an exact indication of violated provisions belongs to the grounds for cassation, not their justification.

2) Trial acceleration in cases of emergency

- **Are there any procedures in order to shorten preliminary inquiry periods? If so, in which cases do specific procedural rules apply? Does the judge have the possibility to consider whether these rules should be applied or not?**

Mediation and simplified proceedings are perceived in the Act.

According to the mediation, at the request of the complainant or an authority, lodged before the trial has been designated, mediation proceedings may be carried out in order to clarify and consider the factual and legal circumstances of the case and to determine by the parties the manner of its settlement within the limits of the existing law. Mediation proceedings may be carried out even if the parties have not requested that such proceedings be instituted. Mediation proceedings shall be conducted by a judge or a law clerk designated by the president of the division and shall be held with the participation of the parties. The record of mediation session shall be written down to

include the positions of the parties and, in particular, arrangements made by the parties as to the manner of settlement of the case. The record shall be signed by the person carrying the mediation proceedings and by the parties. On the basis of arrangement made during the mediation proceedings, the authority shall set aside or modify the challenged act or shall make or take other action in accordance with the circumstances of the case within the limits of its own jurisdiction and competence. If the parties have made no arrangement as to the manner of settlement of the case, it shall be subject to a hearing by the court.

According to the simplified procedure, the case may be heard in accordance with the simplified procedure *ex officio* or upon request of a party. The case may be heard in accordance with the simplified procedure *ex officio* if the decision or order has been affected by invalidity, or have been issued in violation of the law which provides a basis for reopening of the proceedings. The case may be heard in accordance with the simplified procedure upon request of a party if: a party has requested that the case be referred for a hearing in accordance with the simplified procedure, and none of the other parties has demanded, within 14 days from the notification of the filing of the request, that a trial be conducted, or a complainant request the hearing of the case on the basis of the received copy of the complaint, provided that factual and legal state of affairs presented in the complaint does not raise reasonable doubt.

Each of the above grounds is of an optional nature. A sole person entitled to make a decision on hearing the case in accordance with the simplified procedure is the judge-rapporteur.

The court hears cases in accordance with the simplified procedure in camera, by a single judge. If any doubts as to the possibility of hearing the case in accordance with the simplified procedure occur in the course of session held in camera, the court may refer— by virtue of an order - such case to be heard at a trial. In the simplified procedure the court resolves the case with a judgement, and a judgement issued in accordance with the simplified procedure is subject to a cassation appeal pursuant to the general provisions.

- **Is the judgement in certain litigation submitted to specific periods? If so, what is the type of litigation and the periods set? In cases of non-respect of these periods by the judge, what are the consequences for the outcome of the judgement?**

It is highly exceptional to have the specific provisions prescribing time periods to solve the case by the administrative courts. However, it happens in a few acts of law due to specific purpose of the regulation. For example in the Act of 6 September 2001 on access to Public Information and in the Act of 6 December 2006 on the principles of development policy there is 30 days prescribed to solve the case by the court and in the Act of 15 September 2000 on local referendum there is only 14 days prescribed to solve the case by the court. The above mentioned provisions do not indicate the procedural consequences of non-respecting the presented periods by judges.

- **Can a case be judged by one judge, without a public hearing, without intervention of the consultant judge or the public prosecutor and/or without a prior contradictory procedure? If so, how is the use of these**

techniques assessed? Is this choice questionable through the introduction of an appeal, a cassation or any other procedural option?

An administrative court adjudicates in a panel of three judges, unless otherwise provided by statute. An administrative court sitting in camera, adjudicates by a single judge. Elsewhere than at trial, rulings are made by the presiding judge. A principle expressed in this provision is that the administrative court, in both first and second instance, in open trials and sessions adjudicates in a panel of three professional judges. The exceptions from this rule are stipulated in both Act of 2002 and other statutes. The simplified procedure before the Voivodship Administrative Court is conducted by a single judge. It should be therefore noted that in the simplified procedure a substantial hearing of the case may be conducted and a judgement issued by the court in a panel of a single judge. As already stated, mediation proceedings before the Voivodship Administrative Court are also conducted by a single judge or a law clerk.

Certain categories of cases may be referred for hearing in camera. The court sitting in camera may examine admissibility of complaint, cassation appeal, interlocutory appeal or petition for reopening of the proceedings, hear the complainant's claims regarding incidental matters, presented during the proceedings, adjudicate ex officio on certain incidental matters, in extraordinary cases hear a complaint, an interlocutory appeal or a cassation appeal in terms of merits.

As far as the latter of aforementioned categories is concerned, the court sitting in camera may hear the case in terms of merits and issue a judgment in accordance with the simplified procedure, hear an interlocutory appeal against the order of a Voivodship Administrative Court, hear a cassation appeal which is grounded exclusively on the breach of procedural rules, and the party which has lodged the cassation appeal, abandons the trial, and the other parties have not sought the holding of a trial and reverse its own order, if the interlocutory appeal lodged against it raises the question of nullity of the proceedings.

The court may refer the case for hearing in open court and may designate a trial also when the case is to be heard in camera .

Unless a specific provision provides otherwise, court sessions shall be public, and the decision-making court shall hear cases at trial.

On the other hand, Article 187 § 3 of the Act allows the possibility of referring an issue to be resolved by a panel of seven judges. Such situation may occur as a result of application of Article 187 § 3 of the Act: „If a legal issue causing serious doubts arises in the course of hearing of a cassation appeal, the Supreme Administrative Court may adjourn the hearing of the case and refer that issue to be resolved by a panel of seven judges of that Court". In such case the NSA usually adopts a resolution, which designates a panel of three judges hearing the case. The panel of seven judges may, however, decide to take over the hearing of the case and, in such situation, this panel issues a judgement.

3) Acceleration of the definitive ruling on the litigation

- **Are the possibilities of a plea against jurisdictional decisions uniform or variable according to the kind of dispute or to its importance?**

What are the reasons justifying that a dispute cannot benefit from the possibilities of a plea as others?

The administrative courts in Poland solve the cases on the basis of uniform complaints addressed to the courts of first instance (Voivodship Administrative Courts) and cassation appeals addressed to the Supreme Administrative Court. It is precisely stated in the Act that the Supreme Administrative Court hears cassation appeals against the judgements and orders concluding the proceedings in the case, issued by the Voivodship Administrative Courts. The court may not, on its own initiative, commence any examinations in order to determine other (than presented in a cassation appeal) defects of the challenged resolution, unless the defects causing invalidity of the proceedings exist, which the court takes into account on its own authority. As a result, the statutory grounds for appeal define the maximum extent of complaint consideration by the NSA, which this court may not exceed. A cassation appeal may be based on the following grounds: 1) the violation of substantive law caused by its misinterpretation or improper application; 2) the breach of procedural rules, if that infringement could have affected the outcome of the case.

- **In case of annulment of the contested jurisdictional decision, does the judge of appeal or of cassation have the possibility or the obligation to solve the content of the dispute? In order to do this, does he/she have the possibility of ordering further measures of inquiry?**

In Poland, as already emphasized, the administrative courts assess the legality of the challenged act.

The Supreme Administrative Court hears a case within the limits of a cassation appeal, however the court takes invalidity of the proceedings into account. The nullity of the proceedings shall occur: if making the recourse to the court was inadmissible; if the party has not have the capacity to be a party in court or procedural capacity, it has not have an agency appointed to represent it or statutory representative, or when the agent of the party has not been adequately authorised; if the proceedings already instituted before an administrative court are pending in the same case or if a valid decision has been issued in such case; if the formation of adjudicating panel has not complied with the provisions of law or if a judge disqualified by virtue of statute has taken part in the hearing of the case; if the party has been deprived of the possibility to defend his rights; if the Voivodship Administrative Court has adjudicated in the case which falls within the jurisdiction of the Supreme Administrative Court.

According to the Article of the Act, if there have been no breach of procedural rules that may have considerably affected the outcome of the case, but only a violation of substantive law has occurred, the Supreme Administrative Court may reverse the challenged judicial decision and hear the complaint. In such event the Court shall base its decision on the facts as they have been established in the challenged judgment.

4) Mechanisms for compensating the effects of the incompressible duration of jurisdictional procedures

- **Are there any procedures allowing one judge or a college of judges to take the measures esteemed necessary in order to safeguard the**

interests of the parties pending the judgement on the content? Do these rules apply uniformly in the event of appeal or cassation?

On principle, the lodging of the complaint shall not stay the execution of an act or action. Where the complaint has been lodged against an [administrative] decision or an order – the authority which has issued the decision or order, may suspend, on its own motion or at the request of the complainant, their execution in whole or in part, unless there are grounds which in administrative proceedings makes the decision or order immediately enforceable or where specific statute excludes staying of their execution or against other acts or actions in the field of public administration concerning the rights or obligations resulting from legal provisions – the competent authority may, on its own motion or at the request of the complainant, stay the execution of an act or action in whole or in part, or against resolutions by agencies of local government units and their associations, as well as acts of territorial agencies of government administration – the competent authority may, on its own motion or at the request of the complainant, stay the execution of a resolution or an act in whole or in part, except for provisions of local enactments which have come into force.

After the complaint has been transferred to the court, the court may, at the request of the complainant, issue an order staying in whole or in part the execution of an act or action, if there is danger of serious damage or hardly reversible consequences, except for provisions of local enactments which have come into force, unless a specific statute excludes the staying of their execution. A refusal to stay the execution of an act or action by the authority shall not preclude the complainant from applying to the court. This shall apply also to acts issued or taken in all proceedings carried out within the limits of the same case. Orders staying the act or action may be modified or reversed at any time by the court if the circumstances have changed. Moreover, the orders may be issued by the court sitting *in camera*. The staying of the execution of an act or action shall expire if the court has issued a decision concluding the proceedings in the first instance.

This institution applies uniformly in the event of appeal or cassation.

- **Do procedural rules allow one judge or a college of judges to pronounce judgment in a case, provisionally and rapidly, without this requiring a procedure for pronouncement on the content?**

Referring to the pronouncing judgment in a case, according to the Act, it was already mentioned that the court shall resolve the case by a judgment upon the closure of the trial on the basis of files of the case. A judgment may be issued only in closed session in simplified proceedings or if so provided by statute. The court shall resolve the matter within the limits of a given case, but shall not however be bound by the charges and demands of the complaint as well as the legal basis referred to. Moreover, a judgment may be issued only by those judges before whom the trial immediately preceding the issuing of a judgment has been held. The judgment shall be pronounced at the session at which the hearing has been closed. However, in a complex case, the court may defer a judgment for no longer than 14 days. In its order deferring it, the court should set the time limit for pronouncement of the judgment and announce it immediately after the closure of the trial. This time limit may be extended once for a period of not more than seven days. Pronouncement of a judgment shall be in a public session. Absence of parties shall not stay the pronouncement. If the pronouncement has been adjourned, it may be made by the

presiding judge alone or by one of the judges from the adjudicating panel. Pronouncement of judgment shall be made by reading of its operative part. During the pronouncement of a judgment, all present, except for the court, should stand. After the pronouncement of the operative part, the presiding judge or a judge-rapporteur shall present orally the principal reasons for the determination, he/she may, however, omit to do so if the case has been heard behind closed door. A transcript of the operative part of a judgment issued *in camera* shall be served on the parties, when, by the operation of law, no reason for the judgment is drawn up. So, the answer to the question shall be negative.



**TRIBUNAL ADMINISTRATIF SUPREME
DU PORTUGAL**

***SUPREME ADMINISTRATIVE TRIBUNAL
OF PORTUGAL***

TRIBUNAL ADMINISTRATIF SUPREME
DU PORTUGAL

**Séminaire de l'Association internationale
des hautes juridictions administratives**

« Comment réduire les délais de jugement ? »

1) L'accélération du procès par les délais de procédure

A) Le Code de procédure devant les tribunaux administratifs (CPTA) prévoit, dans le cas de l'**action au fond**, un délai de 30 jours pour le dépôt du mémoire en défense (articles 81 à 83 du CPTA). Si les conditions sont remplies, les parties peuvent encore déposer des mémoires en réplique et en duplique, conformément aux dispositions des articles 584 à 587 du Code de procédure civile (CPC), applicable à titre subsidiaire au contentieux administratif, aux termes de l'article 1^{er} du CPTA.

Les parties peuvent encore déposer de nouveaux mémoires jusqu'à l'audience de plaidoiries (article 86 du CPTA).

S'il s'agit d'une **procédure de référé-conservatoire**, la partie défenderesse dispose d'un délai de 10 jours pour former opposition, conformément aux dispositions de l'article 117-1 du CPTA.

Dans le cas des autres procédures d'urgence, il existe des règles spécifiques, tant pour la réponse (cf. notamment les articles 102, 107 et 110 du CPTA), qu'en ce qui concerne le déroulement de la procédure.

Les parties ont encore la possibilité d'envoyer leurs écrits dans les 3 jours ouvrables suivant l'expiration des délais qui leur sont impartis, à condition de payer une amende (article 139-5, du CPC) ou en cas d'empêchement avéré (articles 139-4 et 140 du CPC).

B) Les défendeurs et les autres personnes concernées sont obligatoirement notifiées et disposent d'un délai pour déposer leur mémoire en défense ou former opposition, selon le cas (articles 57, 81, 82 et 117 du CPTA).

C) L'absence de mémoire en défense n'emporte pas reconnaissance des faits invoqués par le demandeur mais le tribunal est libre d'apprécier cette conduite à des fins probatoires (article 83-4, du CPTA).

S'agissant d'une procédure de référé-conservatoire, en l'absence d'opposition les faits invoqués par le requérant sont réputés vrais (article 118-1 du CPTA).

D) La représentation par avocat est obligatoire devant les tribunaux administratifs et fiscaux.

E) Les règles applicables en matière d'expertise sont celles établies aux articles 467 à 489 du Code de procédure civile, applicables à titre subsidiaire au contentieux administratif.

2) L'accélération du procès justifiée par l'urgence

A) Dans la procédure de référé injonction pour la protection de droits, de libertés et de garanties, et en cas d'urgence particulière, le juge peut décider de raccourcir le délai imparti au défendeur pour présenter sa défense ou bien choisir de convoquer, dans un délai de 48 heures, une audience orale au terme de laquelle il statuera aussitôt (article 111 du CPTA).

B) Dans les procédures d'urgence, le juge ou le rapporteur doit respecter les délais fixés pour rendre sa décision ou renvoyer l'affaire au fond (articles 99-3/b), 99-5, 102-3/b), et 110-2 du CPTA).

C) Aux termes de l'article 27-1/i), du CPTA, le juge rapporteur peut rendre une décision s'il considère que la question à trancher est simple, en particulier parce qu'elle a déjà été appréciée par la justice de façon uniforme et réitérée, ou que la demande est manifestement infondée.

Si tel est le cas, une formation collégiale peut être saisie contre l'ordonnance du rapporteur, conformément aux dispositions de l'article 27 du CPTA, et l'arrêt rendu par la formation collégiale est susceptible de recours.

Aux termes de l'article 87-1/b), du CPTA, le juge unique peut, dans le cadre de l'instruction « *connaître de l'affaire au fond, en tout ou en partie, lorsque le demandeur a requis, sans opposition des défendeurs, la dispense d'audience de plaidoiries et que l'état du dossier permet, sans besoin d'autres mesures d'instruction, l'appréciation des demandes ou de certaines demandes ou, le demandeur entendu dans le délai de 10 jours, d'une quelconque fin de non-recevoir* ».

Il peut être formé un recours à l'encontre de cette décision, conformément aux dispositions générales.

3) L'accélération de la résolution définitive des contentieux

A) Les voies de recours varient selon qu'il s'agit d'une procédure administrative ou fiscale et aussi selon la nature de l'affaire, les montants en jeu, l'importance des questions à trancher, ainsi que le fondement invoqué dans le recours (voir, entre autres, les articles 150, 151 et 152 du CPTA).

B) La juridiction de recours peut trancher le litige au fond ; elle connaît des faits et du droit (article 149-1 du CPTA).

4) Les mécanismes susceptibles de compenser les effets de la durée incompressible des procédures juridictionnelles

A) Les procédures d'urgence, prévues à l'article 36 du CPTA – contentieux électoral (articles 97 à 199) ; contentieux précontractuel (articles 100 à 103) ; injonction pour la communication d'informations, la consultation de documents ou la délivrance de certificats (articles 104 à 108) ; le référé injonction pour la défense de droits, libertés et garanties (articles 109 à 111) ; les référés-conservatoires (articles 112 à 127) – permettent d'accélérer la procédure afin de sauvegarder les intérêts des parties.

Ces procédures se poursuivent durant les vacances judiciaires, même au stade du recours (article 36-2 du CPTA).

Le délai de recours est de 15 jours (et non de 30 jours, comme c'est la règle) et le renvoi de l'affaire est immédiat (article 147-1 du CPTA). Les délais à respecter durant le recours sont réduits de moitié (article 147-2 du CPTA).

B) En cas de référé-conservatoire, lorsque l'urgence manifeste du règlement définitif de l'affaire, eu égard à la nature des questions et à la gravité des intérêts concernés, permet de conclure que la situation est incompatible avec l'adoption d'une simple mesure conservatoire et que tous les éléments nécessaires à cet effet ont été produits, le tribunal peut, les parties entendues dans le délai de 10 jours, **avancer le jugement au fond** (article 121-1 du CPTA).

(Une **mesure provisoire** peut également être prononcée afin de sauvegarder des droits, des libertés et des garanties qui ne pourraient pas être exercés en temps utile par une autre voie ou en cas d'urgence particulière – article 131 du CPTA.)



**COUR ADMINISTRATIVE SUPREME
DE REPUBLIQUE TCHEQUE**

***ADMINISTRATIVE SUPREME COURT
OF CZECH REPUBLIC***

Supreme Administrative Court of Czech Republic

HOW TO REDUCE THE JUDGMENT PERIOD?

1) Acceleration of trials by the procedural rules period

- *Once the petition has been introduced, is there a period during which parties (plaintiff, defendant or third parties) are expected to present their observations? If so, how is this period set? What kind of penalties may a party see imposed in case of non respect of an assigned period?*

When the Supreme Administrative Court delivers the petition (the cassation complaint) to the parties to the proceedings and persons participating in the proceeding, it gives them an opportunity to express their opinion on its content. Although there is not a special period provided by the Code of Administrative Justice (Law no. 150/2002 Coll.), the presiding judge shall set a time limit for this purpose. There are significant differences in the length of this time limit, which always depend on the complexity of the case.

Non-respect to an assigned period causes that observations (objections) which were raised by the parties at a later date shall not be taken into account. Exceptionally the presiding judge may on request waive the neglect of the time limit for raising objections on account of serious justifiable reasons. The request has to be submitted within two weeks after the obstacle ceases to exist and has to be linked to the neglected action.

- *Are interventions of third parties in trial in a particular framework?*

Third parties that are considered as persons participating in the proceeding have an opportunity to provide their opinions on content of the cassation complaint within the time limit assigned by the presiding judge.

The definition of the “*party participating in the proceedings*” is stipulated in Section 34 of the Code of Administrative Justice: “*Persons participating in the proceedings are those who have been directly affected in their rights and duties by the issue of the contested decision or by the decision not being issued and those who are liable to be directly affected by the rescindment or issue of the decision according to the motion seeking the court’s decision, if they are not parties and have expressly stated that in the proceedings they exercise the rights of persons participating in the proceedings.*”

- *Can the judge rule on a petition in the absence of a motion by the defence? If so, does the defendant dispose of the specific possibility of a plea?*

The defendant has an opportunity to provide his opinion on content of the cassation complaint within the time limit assigned by the presiding judge. The fact that the defendant does not provide the opinion within this time limit does not affect the decision of the court. Such procedure represents *vigilantibus iura scripta sunt* principle.

On the other hand, the defendant may ask the presiding judge of the bench to waive the neglect of the time limit for giving the opinion on account of serious justifiable reasons. The defendant's request has to be submitted within two weeks after the obstacle ceases to exist and has to be linked to the neglected action.

- *Do practicable rules in terms of procedural period vary depending on whether parties are represented or not by a barrister?*

The complainant must be represented by an attorney in the Supreme Administrative Court; this does not apply if the complainant, his employee or a member acting for the complainant or representing the complainant has a university-level legal education which is required for the practice of law. As a consequence of it there is not any special rule regarding procedural period in this case.

However, if the cassation complaint is not submitted to the Supreme Administrative Court with a power of attorney enclosed and if the power of attorney is not delivered to the Supreme Administrative Court within the time limit from the delivery of the resolution whereby the complainant was called on to complete the submission, the court shall dismiss the cassation complaint as inadmissible.

- *Regarding expertise, are there specific rules?*

As a rule, the Supreme Administrative Court decides on a cassation complaint without an oral hearing, albeit a hearing might be ordered if further evidence is deemed necessary. Carrying out the evidence by the Supreme Administrative Court is not prohibited. Expertise may serve as evidence as well. There is not any specific time limit to carry out the evidence, it depends on the complicity of the expertise and then the time limit stipulated by the presiding judge.

2) Trial acceleration in cases of emergency

- *Are there any procedures in order to shorten preliminary inquiry periods? If so, in which cases do specific procedural rules apply? Does the judge have the possibility to consider whether these rules should be applied or not?*

There are no such legal institutes in the Czech law, as far as the administrative justice is concerned. However, there are some institutes which enable to shorten the proceedings in the field of inquiry.

In administrative procedure conducted by the administrative authority, the participants to this procedure are entitled to propose evidence and to make other motions during the whole procedure until the administrative decision is made. However, this principle can be limited either by law in specific cases or by the administrative authority by setting a time limit. For instance, in the planning permission procedures, objections of the participants and remarks of the public must be submitted not later than at the public oral debate, otherwise they are not taken into account.

Regarding the administrative proceedings, the Supreme Administrative Court is bound by the reasons of the cassation complaint. It shall not take into account the facts, which the complainant put forward after the contested decision had been made by the regional court (the principle of proceedings concentration).

- *Is the judgement in certain litigation submitted to specific periods? If so, what is the type of litigation and the periods set? In cases of non-respect of these periods by the judge, what are the consequences for the outcome of the judgement?*

There are several types of litigations, which the Court must decide within a certain period.

For instance, the local referendum cases must be decided within 30 days after the petition has been delivered to the court. The period for election matters is 3 – 20 days depending on the type of election. The Supreme Administrative Court decides also on cassation complaints against the decisions of regional courts on the measures of general nature and such a judgement must be pronounced within 90 days after delivery of petition. The asylum cases must be preferentially decided by the regional court within 60 days and the Supreme Administrative Court has the same period to decide on the cassation complaint.

There are matters, which are decided preferentially. These are, for instance, petitions for exemption from judicial fees and petitions for the appointment of an attorney as well as decisions on detention of a foreigner and decisions on the termination of special protection of witnesses and other persons in connection with criminal proceedings and termination of aid provided to them.

In case of non-respect to these periods by the judge, which happens very rarely, the judge may face disciplinary proceedings.

- *Can a case be judged by one judge, without a public hearing, without intervention of the consultant judge or the public prosecutor and/or without a prior contradictory procedure? If so, how is the use of these techniques assessed? Is this*

choice questionable through the introduction of an appeal, a cassation or any other procedural option?

The cases at the Supreme Administrative Court are decided by chambers of judges or by extended chamber of judges. Specific decisions are also made by the presiding judge of the chamber. As a rule, the Court decides on cassation complaints and the election matters without a public hearing. However, if the Court finds it suitable or if evidences are performed, it shall order a public hearing. Public hearings are usually ordered in disciplinary proceedings and in political parties and movements cases.

The regional court, which hears the administrative case usually orders public hearing, but sometimes it is not necessary; for instance, the contested decision of the administrative authority may be revoked without hearing if it is non-reviewable because of incomprehensibility or lack of reasons for the decision or if there was a substantial breach of the regulations on proceedings before the administrative authority, which could lead to an unlawful decision. If the court finds that the administrative decision contains such faults that they may cause its nullity, the court declares this nullity even without a motion.

In addition to these specific rules, the Code of Administrative Justice in its Section 51 stipulates the following: *“The court may decide on the matter without a hearing, if the parties jointly move for this or agree to this. It is understood that agreement is also given when the party has not expressed disagreement with such a procedure within two weeks from the delivery of the call by the presiding judge; the party has to be notified of this in the call.”*

3) Acceleration of the definitive ruling on the litigation

- *Are the possibilities of a plea against jurisdictional decisions uniform or variable according to the kind of dispute or to its importance? What are the reasons justifying that a dispute cannot benefit from the possibilities of a plea as others?*

Against the rulings of the regional courts it is possible to file an extraordinary remedy – the cassation complaint. These complaints are decided by the Supreme Administrative Court. The cassation grounds are:

a) unlawfulness consisting in incorrect consideration of a legal issue before the court in the previous proceedings,

b) fault of proceedings consisting in that the merits of the matter from which the administrative authority proceeded in the contested decision had no support in the documents or is in contradiction with them, or in that in determining the merits of the matter the law was violated in provisions on proceedings before the administrative authority in a way that could have affected its lawfulness, and for this justly claimed fault the court deciding on the matter should have quashed the contested decision of the administrative authority; such procedural faults include non-reviewability of the administrative authority’s decision on grounds of its incomprehensibility,

c) irregularity of proceedings before the court consisting in the absence of conditions for the proceedings, in the decision being made by an excluded judge, in the court being incorrectly staffed, or in the decision being made to the detriment of the party as a consequence of the judge's criminal act,

d) non-reviewability consisting in incomprehensibility or lack of causes for a decision, or in some other procedural fault before the court, if such a fault could result in an unlawful decision on the matter itself,

e) unlawfulness of the decision on rejection of the petition or on discontinuation of the proceedings.

On the other hand, the cassation complaint is inadmissible in electoral and local referendum matters¹. If the cassation complaint challenges only a statement on costs of proceedings or simply grounds of the judgement (not verdict), this causes the inadmissibility of such complaint.

The administrative acts concerning private rights disputes can be challenged at the civil courts and the proceedings will be regulated by the Code of Civil Procedure. This rule has been adopted in order to meet the European Convention on Human Rights requirements. In civil procedure, contrary to the principle of cassation in administrative proceedings, the principle of appeal is applied.

- *In case of annulment of the contested jurisdictional decision, does the judge of appeal or of cassation have the possibility or the obligation to solve the content of the dispute? In order to do this, does he/she have the possibility of ordering further measures of inquiry?*

If the Supreme Administrative Court finds the cassation complaint justified, it quashes the judgement and refers it back to the regional court for further proceedings. In this case, the regional court is bound by the legal opinion adopted by the Supreme Administrative Court.

However, if the Supreme Administrative Court quashes the judgement of the regional court, it may simultaneously decide itself on quashing also the contested administrative decision, the cancellation of the measures of general nature and on local referendum matters, but only if it would have been justified already during the regional court proceedings. The Supreme Administrative Court does not have any other possibility to change the content of the dispute.

4) Mechanisms for compensating the effects of the incompressible duration of jurisdictional procedures

¹ With the exception of the proceedings concerning the rules of financing an election campaign.

- *Are there any procedures allowing one judge or a college of judges to take the measures esteemed necessary in order to safeguard the interests of the parties pending the judgement on the content? Do these rules apply uniformly in the event of appeal or cassation?*

The rule which concerns the safeguarding of interests is contained in Section 73 of the Code of Administrative Justice and stipulates the following:

“If a petition has been submitted for the commencement of proceedings and if it is necessary to take temporary measures to adjust the parties’ circumstances liable to cause serious harm, the court may resolve to impose on the parties the obligation of having to do something, to restrain from doing something or to endure something by a provisional ruling. For the same reason the court may impose such an obligation on a third person, if he or she can be justly requested to do so.

If necessary, the court may request the opinions of the other parties on the petition for a provisional ruling. The court may quash or modify the decision on a provisional ruling if the circumstances change even without a petition. The provisional ruling terminates at the latest on the day when the decision of the court whereby the proceedings are concluded has become enforceable.”

According to the case law (Ruling of the Supreme Administrative Court No. Na 112/2006 - 37), the Supreme Administrative Court may also issue the provisional ruling in proceedings concerning a cassation complaint, especially against the final decision of a regional court in proceedings concerning protection against unlawful interference, instruction or enforcement from an administrative authority, unless the regional court grants the petition. The provisional ruling may be issued under the conditions that adjudication of suspensory effect of the decision is not sufficient for protection against irreversible effects unlawful interference, instruction or enforcement from an administrative authority.

- *Do procedural rules allow one judge or a college of judges to pronounce judgment in a case, provisionally and rapidly, without this requiring a procedure for pronouncement on the content?*

There is not an instrument allowing one judge or a chamber of judges to pronounce a judgement without requiring the procedure for pronouncement on the content in administrative justice.



COUR SUPREME DU SENEGAL

SUPREME COURT OF SENEGAL

QUESTIONNAIRE
SEMINAIRE- 23 SEPTEMBRE 2014
REPONSES DE LA COUR SUPREME DU SENEGAL

Comment réduire les délais de jugement des affaires. Tel est le thème de réflexion auquel sont conviés les participants au séminaire de l'Association Internationale des Hautes Juridictions Administratives (AIHJA).

La question soulève la problématique majeure de **la notion de délai raisonnable** en matière de procédure juridictionnelle.

Le délai raisonnable, consubstantiel à la notion de procès équitable, n'a jamais été perdu de vue par le législateur sénégalais qui l'a toujours pris en considération lors de la fixation des délais de procédure.

Sur le plan international, il faut noter le **Pacte international sur les droits civils et politiques de 1966** qui rappelle les exigences du **procès équitable** pour chaque pays qui se veut État de droit.

L'une des conditions sine qua non de ce procès équitable est le respect du délai raisonnable dans la conduite des procédures juridictionnelles.

La crédibilité du recours en justice, son effectivité exige que la décision soit rendue dans un délai raisonnable. Aussi la célérité de la justice est-elle érigée au rang de principe fondamental de procédure.

C'est pourquoi on considère qu'il y a **déni de justice** lorsque la procédure est anormalement longue.

Ce délai raisonnable est imposé par l'article 7-d de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples de 1981.

En effet, parmi les nombreux objectifs assignés à la réforme des institutions judiciaires de 1992, figurait, entre autre non moins importants, le traitement des affaires dans un délai raisonnable.

Cependant, ce but visé par **la loi n° 92-22 du 30 mai 1992** portant révision constitutionnelle et instituant le Conseil constitutionnel, le Conseil d'État et la Cour de cassation, avant la création de la Cour des comptes en 1997, ne semble pas avoir été atteint.

D'où la nouvelle réforme introduite par **la loi organique n° 2008-35 du 08 août 2008** qui recrée la Cour suprême, une fusion des anciens Conseils d'État et de la Cour de cassation.

CODE DE PROCEDURE CIVILE

L'ambition du code de procédure civile sénégalais institué par **le décret n° 64-572 du 30 juillet 1964** quant à la préoccupation d'une recherche de la réduction des délais de traitement des procédures semblait être mitigée aux yeux des praticiens.

Le décret n° 2001-1151 du 31 décembre 2001 modifiant celui de 1964 portant code de procédure civile s'est montré plus hardi dans cette quête de célérité du traitement des procédures avec l'institution du **juge de la mise en état** en droit positif sénégalais pour la première fois, même si la Cour d'appel ne l'ignorait pas avec l'existence en son sein de conseillers de la mise en état depuis longtemps.

Le décret n° 2013-1071 du 6 août 2013 portant modification du décret n° 64-572 du 30 juillet 1964 allait accentuer cette volonté du législateur d'accélérer le traitement des procédures juridictionnelles.

Ce texte va consacrer l'extension des pouvoirs du juge de la mise en état, la consolidation de la tendance à l'accélération de l'instance par une réduction des délais de traitement des affaires notamment par le biais d'une économie de procédure et la lutte affichée contre les procédures dilatoires ou abusives.

Toutefois, les auteurs du décret du 6 août 2013 n'ont pas abandonné l'objectif de garantir un équilibre entre la rationalisation de la gestion du temps de la procédure et le respect des principes directeurs du procès.

Aussi la réforme de 2013 a-t-elle introduit dans le droit positif sénégalais la notion de **contrat de procédure**.

Entre autres mesures, le **rôle d'attente** est institué au sein des juridictions dans le traitement des procédures par l'article 45 in fine qui dispose que « le greffe tient également un rôle d'attente dans lequel sont inscrites toutes les affaires qui y sont renvoyées par le juge de la mise en état ».

Dans la même optique l'alinéa 4 de l'article 54-6 du code de procédure civile mentionne que « **dans tous les cas le délai de la mise en état est de quatre mois** » avec la **possibilité de prolongation de ce délai « en cas de cause grave et dûment justifiée »**.

Toujours dans cette même veine, le décret de 2013 fixe désormais **le délai d'appel qui était de deux mois à un mois**, institue **la technique de la passerelle en matière de référé** qui permet le renvoi direct par le juge des référés de l'affaire à une audience du juge du fond, **l'interdiction de l'appel immédiat** contre les ordonnances du juge de la mise en état en imposant à l'intéressé d'attendre la phase du jugement d'appel de l'affaire pour développer ses critiques contre l'ordonnance de ce dernier.

LOI ORGANIQUE N° 2008-35 DU 08 AOUT 2008

La loi organique n° 2008-35 du 08 août 2008 portant sur la Cour suprême s'inscrit plus ou moins dans cette même dynamique en consacrant cette politique dans la conduite des procédures devant la Haute juridiction.

Ce sont surtout les solutions posées par la loi organique sur la Cour suprême pour atteindre l'objectif d'accélération des procédures juridictionnelles qui nous intéresseront ici, ce texte servant de code de procédure à la Haute juridiction. Nous nous intéresserons surtout à la procédure usitée en matière administrative.

1) L'accélération du procès par les délais de procédure

1-1) Une fois la requête introduite, existe-t-il des délais dans lesquels les parties sont tenues (en demande, en défense ou en observation) de présenter leurs observations ? si tel est le cas, de quelle manière sont-ils fixés ? quelles sanctions une partie encourt-elle en cas de non-respect des délais qui lui sont impartis ?

Il y a lieu de se placer du côté du demandeur, d'une part, et du défendeur, d'autre part.

a) Le demandeur au recours

Le délai pour se pourvoir en annulation ou en cassation est de deux (2) mois (article 73-1 loi organique sur la Cour suprême).

Deux principales obligations pour le demandeur :

- La signification de la requête dans le délai de deux (2) mois à la partie adverse par acte extrajudiciaire (article 38 loi organique sur la Cour suprême).
- Le paiement de la consignation dans le délai de deux (2) mois suivant l'introduction du recours (article 35-3 loi organique sur la Cour suprême).

L'article 35-3 alinéa 8 de la loi organique sur la Cour suprême dispose toutefois que « Hors les cas prévus par d'autres textes, les personnes morales de droit public, les personnes admises au bénéfice de l'aide juridictionnelle et les personnes intentant des actions en justice en matière de droit de la famille, de droit du travail et de la sécurité sociale sont dispensées de la consignation ».

Quid des sanctions en cas de non-respect des dispositions des articles 38 et 35-3 ?

Le non respect des délais impartis pour la signification de la requête (article 38) et le paiement de la consignation entraîne **la déchéance** du demandeur.

Le défendeur au recours

Le défendeur a un délai de deux (2) mois à compter de la signification à lui faite de la requête pour produire son mémoire en défense.

A défaut c'est la sanction de l'irrecevabilité de son mémoire qui le frappe (article 39 loi organique sur la Cour suprême).

EXCEPTIONS

Il faut observer que le dans le **contentieux des inscriptions sur les listes électorales et celui des opérations électorales** dévolues respectivement en première instance au tribunal départemental et à la Cour d'appel, et en appel à la Cour suprême, les délais ci-dessus évoqués sont réduits.

L'article 75 de la loi organique sur la Cour suprême mentionne que dans le contentieux des inscriptions sur les listes électorales, le délai pour se pourvoir, à peine d'irrecevabilité est de dix (10) jours à compter de la notification de la décision attaquée.

La partie adverse a un délai de huit (8) jours pour produire sa défense.

L'article 76 de la loi organique précitée prévoit que le Ministre chargé de l'Intérieur et les parties intéressées ont un délai d'un mois pour se pourvoir contre les décisions de la Cour d'appel statuant sur le contentieux des opérations électorales des collectivités locales.

Ce délai court, **à peine d'irrecevabilité**, soit à compter de la date de la notification décision attaquée, soit à **l'expiration du délai (d'un mois)** imparti à la Cour d'appel pour statuer. (Article L221 code électoral sénégalais)

Le pourvoi (appel maintenant selon les dispositions du code électoral : articles L221 et L225 code électoral) est notifié, dans les deux (2) jours qui suivent à la partie adverse (article 76-1 loi organique).

La partie adverse a, à compter de la notification **un délai de quinze (15) jours** pour produire sa défense.

b) Pour les observations éventuelles

On sait que pour observer le principe du contradictoire, corollaire absolu du respect des droits de la défense, le juge qui soulève d'office un moyen de pur droit ou d'ordre public doit recueillir au préalable les observations des parties sur le point de droit en cause avant de prendre une décision. Généralement, ces observations sont faites oralement devant la barre du tribunal. Mais le texte de la loi organique sur la Cour suprême étant muet sur la question du délai dans lequel doivent être faites les observations, c'est l'imperium du juge qui va se déployer. Le juge peut impartir alors, souverainement aux parties un délai pour fournir leurs observations, le cas échéant, selon les circonstances de l'espèce.

1-2) Les interventions des tiers au procès sont-elles encadrées ?

La loi organique de 2008 sur la Cour suprême est muette sur la question de l'intervention en justice des tiers devant la Haute juridiction. Cependant, faisant application des principes généraux du droit, la Cour suprême admet les interventions devant elle. L'article 71-12 de la loi organique ne vise que l'intervention des tiers devant la juridiction de renvoi après cassation.

1-3) Le juge peut-il statuer sur une requête en l'absence de tout mémoire en défense ? si tel est le cas, la partie défenderesse dispose-t-elle d'une voie de recours spécifique ?

Effectivement le juge peut statuer en l'absence d'un mémoire en défense, lorsque le défendeur n'a pas produit un mémoire ou si son mémoire a été déclaré irrecevable pour tardiveté.

Dans une pareille hypothèse la partie défenderesse ne dispose d'aucun recours.

1-4) Les règles applicables en matière de délai de procédure varient-elles selon que les parties sont ou non représentées par un avocat ?

Non ces délais sont identiques dans tous les cas.

1-5) En matière d'expertise, existe-t-il des règles spécifiques ?

Les délais sont laissés à l'appréciation des juges. Le juge fixe les délais compte tenu des circonstances de l'espèce et de la nature du litige.

2) L'accélération du procès justifiée par l'urgence

2-1) Existe-t-il des procédures permettant d'abrèger les délais d'instruction ? Si tel est le cas, dans quelle hypothèses ces règles procédurales spécifiques s'appliquent-elles ? Le juge a-t-il la liberté d'apprécier s'il y a lieu ou non de faire application de telles règles ?

L'article 40 de la loi organique sur la Cour suprême dispose que « le Premier Président de la Cour ou son délégué, à la demande d'une partie, peut **réduire** les délais prévus pour le dépôt des mémoires et des pièces ».

- C'est donc une faculté pour le Premier Président qui va apprécier s'il y a lieu ou non de faire application de ces règles.

2-2) Le jugement de certains contentieux est-il inséré dans des délais particuliers ?

Si tel est le cas, quels sont ces contentieux et les délais fixés ? En cas de non-respect par le juge de ces délais, quelles sont les conséquences sur le jugement à intervenir.

- Dans le contentieux de l'extradition ou de l'expulsion des étrangers.

L'article 73-3 de la loi organique sur la Cour suprême dispose que «le délai de recours et le recours sont suspensifs sauf en cas :

- de déclaration, d'utilité publique ;
- d'expulsion d'étranger ;
- d'extradition.

La requête des personnes extradées ou expulsées est communiquée par le greffier en chef de la Cour suprême à l'autorité administrative dans les quarante huit heures (48h).

La Cour suprême statue dans les huit (8) jours à compter de l'enregistrement de la requête en présence de l'intéressé sauf si celui-ci, dûment convoqué, ne se présente pas ».

L'article 79 de la loi organique sur la Cour suprême dispose que le « représentant de l'État au niveau de la collectivité locale concernée défère à la Cour suprême les actes mentionnés aux articles 334 et 335 du Code de Collectivités locales qu'il estime entachés d'illégalité dans les deux mois suivant leur transmission.

La Cour suprême doit rendre sa décision dans un délai maximum d'un mois.... »

N.B. : Les articles 334 et 335 ci-dessus visent le contrôle de légalité des actes de collectivités locales.

- Toutefois, aucune sanction n'est prévue expressément par la loi organique. Ce qui semble postuler le caractère non-impératif de ce délai. Il ne serait qu'indicatif.
- En revanche, en matière pénale, lorsqu'il s'agit de recours **en matière de détention provisoire**, l'article 69 alinéa 2 de cette loi organique mentionne que « ----- la chambre compétente de la Cour suprême statue dans les trois (3) mois suivant la déclaration de pourvoi, faute de quoi, hors les cas où la détention est obligatoire (matière criminelle par exemple), le détenu est mis d'office en liberté, par simple ordonnance du Premier Président à la requête de toute partie intéressée ».

2-3) Une affaire peut-elle être jugée à juge unique, sans audience publique, sans intervention du rapporteur public ou du parquet et/ ou sans procédure contradictoire préalable? Si tel est le cas, au regard de quelles règles le recours à ce techniques est-il apprécié ? Ce choix est-il contestable par la voie de l'appel, de la cassation ou de toute autre voie procédurale ?

- L'article 35-3 alinéa 3 de la loi organique sur la Cour suprême mentionne que le « Premier Président de la Cour suprême ou son délégué peut, après avis du ministère public, relever le demandeur au pourvoi de la forclusion résultant de l'expiration du délai, si celui-ci justifie d'un motif légitime.

Le Premier Président est saisi sur simple requête. La demande n'est recevable que si elle est formée avant l'expiration des délais de mise en état de l'affaire ».

- L'article 40 de la même loi organique dispose aussi que « le Premier Président de la Cour ou son délégué, à la demande d'une des parties, peut réduire les délais prévus pour le dépôt des mémoires et des pièces ».
- Dans ces cas précis l'affaire est jugée par un juge unique, sans audience publique, avec intervention du parquet dans l'un et sans son intervention dans l'autre. Aucune règle n'est fixée, et le pouvoir de libre appréciation est laissé au Premier Président.

- En outre aucune voie de recours n'est ouverte contre la décision du Premier Président.

3) L'accentuation de la résolution définitive des contentieux

3-1) Les voies de recours ouvertes à l'encontre des décisions juridictionnelles rendues sont-elles uniformes ou varient-elles selon la nature du litige ou son importance ? Quels sont les motifs justifiant que tel ou tel litige ne bénéficie pas des mêmes voies de recours que les autres ?

Le pourvoi en cassation et le recours en annulation en matière civile et commerciale doivent être introduits dans le délai de deux (2) mois, le pourvoi en matière sociale dans les (15) jours, en matière pénale dans les six (6) jours à compter de la signification ou notification de la décision attaquée.

Le recours est uniforme contre les décisions juridictionnelles devant la Cour suprême mais le délai imparti varie selon la nature du litige.

- Mais dans le contentieux des élections des collectivités locales, c'est l'appel et non le pourvoi en cassation qui est prévu devant la Cour suprême par le Code électoral de 2014 contre les décisions rendu par la Cour d'Appel dans le contentieux des opérations électorales.

Le pourvoi en cassation est cependant prévu par le Code électoral pour les décisions rendues en dernier ressort par le tribunal départemental dans le contentieux des inscriptions sur les listes électorales.

Sans qu'on puisse s'expliquer les raisons d'une telle dichotomie s'agissant du même contentieux.

3-2) En cas d'annulation de la décision juridictionnelle contestée, le juge d'appel ou de cassation a-t-il la faculté ou l'obligation de trancher le litige au fond ? Pour ce faire dispose-t-il de la faculté d'ordonner de nouvelles mesures d'instruction ?

Le juge de la Cour suprême, agissant comme juge de cassation ou juge d'appel, procède toujours à une cassation sans renvoi en matière électorale mais dans les autres matières, en tant que juge de cassation il procède, en principe, à un renvoi, et exceptionnellement à une cassation sans renvoi.

C'est le cas :

1°- lorsque la cassation n'implique pas qu'il soit à nouveau statué au fond ;

2°- lorsqu'elle peut mettre fin au litige en se fondant sur les faits tels qu'ils ont été souverainement constatés par les juges du fond, lui permettant d'appliquer la règle de droit appropriée.

Dans ces cas, elle se prononce sur les dépens afférents aux instances devant les juges du fond. L'arrêt emporte exécution forcée (cf. article 52 loi organique sur la Cour suprême).

Dans l'optique d'une cassation sans renvoi, le juge de la Cour suprême a la faculté d'ordonner de nouvelles mesures d'instruction.

4) Les mécanismes susceptibles de compenser les effets de la durée incompressible des procédures juridictionnelles.

4-1) Existe t-il des procédures permettant à un juge unique ou à une formation collégiale de prendre les mesures qu'elle estime nécessaires afin de sauvegarder les intérêts des parties dans l'attente du jugement au fond ?

Ces règles sont-elles uniformément applicables en appel et en cassation ?

- Il y a d'abord **le sursis à statuer** ordonné par le juge unique ou la formation collégiale pour sauvegarder les intérêts des parties dans l'attente du jugement au fond.
- Ensuite **le sursis à exécution** de la décision attaquée devant le juge de cassation.
- L'article 73-2 de la loi organique sur la Cour suprême dispose que « sur demande expresse de la partie requérante, la Cour suprême peut à titre exceptionnel, ordonner le sursis à exécution des décisions des autorités administratives contre lesquelles a été introduit le recours en annulation.

Le sursis à exécution ne peut être accordé que si les moyens invoqués paraissent en l'État de l'instruction, sérieux et si le préjudice encouru par le requérant est irréparable ».

- L'article 50 de la loi organique précité mentionne que « le représentant de l'État (en cas de déféré d'un acte d'une collectivité locale devant la Cour suprême) peut assortir son recours d'une demande de sursis à exécution. Il est fait droit à cette demande si l'un des moyens invoqués dans la requête paraît, en l'état de l'instruction, sérieux et de nature à justifier l'annulation de l'acte attaqué.

Lorsque l'acte attaqué est **de nature à compromettre l'exercice d'une liberté publique, ou individuelle**, le Premier Président de la Cour suprême, ou son délégué à cet effet prononce le sursis dans les quarante huit (48h) heures.

La Cour suprême peut, sur sa propre initiative prononcer **le sursis à exécution pour tout marché public** que lui transmet le représentant de l'État aux fins d'annulation ».

4-2) Des règles procédurales permettent-elles à un juge unique ou à une formation collégiale que soit tranché, de manière provisoire et dans de brefs délais, un litige, sans que celui-ci ne donne nécessairement lieu à une procédure au fond ?

Il s'agit ici **des procédures de référé**.

En scrutant les dispositions de la loi organique sur la Cour suprême, on constate que la procédure en référé est prévue aux articles 77 et 78.

Ces textes disposent respectivement que :

Article 77 : « Dans tous les cas d'urgence, le Premier Président de la Cour suprême ou le président de chambre administrative peut, d'office ou sur une simple requête, recevable même en l'absence d'une décision administrative préalable, désigner un expert pour constater sans délai les faits survenus, susceptibles de donner lieu à un litige devant la Cour suprême ».

Article 78 : « Dans tous les cas d'urgence, le Premier Président de la Cour suprême ou le président de la chambre administrative peut, d'office ou sur une simple requête, recevable même en l'absence d'une décision administrative préalable, ordonner toutes mesures utiles en vue de la solution d'un litige sans faire préjudice au fond et sans faire obstacle à l'exécution d'aucune décision administrative ».



COUR SUPREME DU SLOVENIE

SUPREME COURT OF SLOVENIA

HOW TO REDUCE THE JUDGMENT PERIOD? (questionnaire)

In order for all the answers to the questionnaire to be correctly understood, an explanation of some legal terms is necessary. Term “administrative procedure” refers to the deciding of the non-judicial administrative authorities, including the deciding on an appeal, if it is provided for. Term “administrative dispute” refers, however, to the deciding of the judicial authorities, that is administrative court of first instance and (the administrative department of) the Supreme Court. The “administrative court of first instance” decides on claims against acts adopted by administrative authorities, while the “Supreme Court” decides on appeals (ordinary legal remedy) and revisions (extraordinary legal remedy) against acts adopted by the administrative court of first instance. General rules of procedure, according to which the administrative court of first instance and the Supreme Court proceed, are determined in the Administrative Dispute Act, hereinafter referred to as ZUS-1. Apart from the ZUS-1 there are some other regulations, which may contribute to reducing the judgment period in the administrative dispute, as well (such as: Protection of Right to Trial without Undue Delay Act). However, legal remedies provided for in such regulations are not included in the following answers due to the specific questions of the present questionnaire.

1) Acceleration of trials by the procedural rules period

- 1) Once the petition has been introduced, is there a period during which parties (plaintiff, defendant or third parties) are expected to present their observations? If so, how is this period set? What kind of penalties may a party see imposed in case of non respect of an assigned period?**

The time limit for filing an answer to the claim is set by the court. This time limit may not exceed thirty days. If the answer is not submitted in due time, the court simply continues the proceedings without dealing with observations of the defendant in his answer. Contrary to the Civil Procedure Act, there is no “default judgment” (judgment granting the claim because the defendant has failed to file an answer that contains a statement of grounds) in the administrative dispute.

After a claim has been introduced the defendant (state, represented by one of its administrative authorities) must submit all files on the case at issue within a period set by the court. If the defendant, even after repeated invitations, fails to submit the files or states that it can not supply the files, the court may adjudicate on the case without the files. This essentially gives the plaintiff a much stronger position in the proceedings.

Similar consequence is foreseen for some other documents and written submissions (such as “preparatory submissions” and answers to legal remedies). If these are not submitted in due time, the court will simply continue the proceedings as if they were not submitted.

There are also time limits for the parties to state facts and supply evidence. A general rule is that in the administrative dispute, the parties may not state facts and supply evidence, if they were given an opportunity to state the facts and supply the evidence in the administrative procedure prior to the issuing of the contested act. Such entails that the plaintiff may state in the claim facts and evidence, but he must explain why he did not state them in the procedure of issuing the administrative act. New facts and new evidence may only be taken into consideration if they existed during the period of deciding in the first instance of the procedure of issuing the administrative act and if the party could not submit or state them in the procedure of issuing the administrative act.

There are also specific rules on *ius novorum* when filing an appeal or a revision. Namely, the plaintiff may supply new facts and evidence in the appeal, if it has been plausibly demonstrated that he was unable, without his fault, to supply these by the end of the main hearing, and if the proceedings have been conducted without a main hearing until the end of the proceedings of first instance. In the revision, the parties may state new facts and submit new evidence only if referring to the essential violations of provisions of the administrative dispute on the basis of which a revision may be lodged.

Secondly, the court can order the parties to state the facts and evidence within a set period, to supplement or elucidate their preparatory submissions, and to submit documents and other items suitable to be kept by the court, and in particular to make a statement on the facts of importance for the decision. If parties do not respond in due time, the court may reject the statement and evidence given after the end of the set period and decide without establishing the evidence any further. However, in order to do so the following conditions must be given: if, in the assessment of the court, the acceptance thereof would delay the resolution of the dispute, if the party did not adequately justify the delay and if the party was informed of the consequences of missing the deadline.

ZUS-1 also provides for *restitutio in integrum* (restoration of the previous state of affairs), if for a justifiable reason the party misses any deadline for redressing an action in a procedure and, as a result, can no longer redress it.

2) Are interventions of third parties in trial in a particular framework?

According to the ZUS-1, until the proceedings before the administrative court of first instance have been completed, the court shall, *ex officio* or at the proposal of the parties, notify thereof any third persons, but only if the regulation of the contested relationship interferes with their rights or benefits directly based in law. The court must act in the same manner, if a third person is involved in the contentious legal relationship in such a way that only a uniform decision can be adopted which covers this person as well.

If the affected person was not given an opportunity to participate in the administrative dispute, the proceedings finally concluded by a judicial decision may be reopened upon a motion by this party.

3) Can the judge rule on a petition in the absence of a motion by the defense? If so, does the defendant dispose of the specific possibility of a plea?

The answer to the first question is yes. There are three situations when a judge can rule on a claim without sending it for an answer to the defendant.

(1) If an administrative act contains essential deficiencies, which make an assessment of its legality impossible, the court may, for this reason, remove the act without sending the claim for an answer.

(2) If the court establishes that the administrative act is void, it shall take a decision without sending the claim for an answer.

(3) The court rejects a claim, without sending the it for an answer, if any of the following has been established:

1. adjudication in the dispute is not within the jurisdiction of the court;
2. the claim was filed late or prematurely;
3. the plaintiff in his/her claim does not exercise any his/her right or legal benefit or if he/she may not be a party under the Administrative Procedure Act;
4. the act contested with the claim is not an administrative act or an act that may be contested in an administrative dispute;
5. the administrative act challenged in the claim entails no consequences for the plaintiff or these

consequences are insignificant, except if an important legal issue is to be solved;

6. an administrative dispute, contested with the claim, does not clearly violate the plaintiff's right or benefit directly based in law;

7. an appeal could have been filed against the contested administrative act but was not filed or was filed late;

8. a final decision has been issued in an administrative procedure on the same matter.

In the case of not following the above mentioned rules, a decision may be contested due to essential violations of the provisions on administrative dispute procedure. An essential violation of the mentioned provisions is a ground for an appeal or a revision. Apart from these (general) legal remedies the defendant does not dispose of specific possibility of a plea.

4) Do practicable rules in terms of procedural period vary depending on whether parties are represented or not by a barrister?

In general they do not, however, there are some provisions which are *ex lege* or in practice used differently, depending on whether a party is represented by an attorney or not.

For example, there is a general rule that, if by reason of ignorance of the plaintiff, who is without an attorney, a claim has been delivered in time but to a court lacking the jurisdiction and has reached the competent court after the lapse of the time period, it shall nevertheless be deemed to have been filed in time. As it follows from the provision, a plaintiff without an attorney is treated less strictly compared to a plaintiff with an attorney. Ignorance of the latter can not be excused.

Another provision is *restitutio in integrum*. According to this provision, a party may propose the restoration of the previous state of affairs, if he or she misses, for a justifiable reason, any deadline for redressing an action in a procedure and, as a result, can no longer redress it. The legal term "justifiable reason" is in practice interpreted differently, giving special emphasis on the fact whether the party is represented by an attorney or not. Party with an attorney is treated more strictly.

5) Regarding expertise, are there specific rules?

The question is not clear. If it refers to the question whether a plaintiff must be represented by a lawyer, the answer is the following. There are no such restrictions for the plaintiff before the administrative court of first instance. However, in the proceedings before the Supreme Court, the party must be represented by a person who has passed the State Bar Exam, unless the party himself/herself is a person who has passed the State Bar Exam. In that case the party can file an appeal or a revision on his/her own.

2) Trial acceleration in cases of emergency

1) Are there any procedures in order to shorten preliminary inquiry periods? If so, in which cases do specific procedural rules apply? Does the judge have the possibility to consider whether these rules should be applied or not?

In the preparatory procedure a chairman of a panel *must*, even before the main hearing, carry out everything necessary for the swift resolution of the dispute. In order to do so, he *may* in particular undertake the following: invite the parties to a discussion on the contentious situation and to come to a settlement; order the parties to state the facts and evidence within a set period, to supplement or elucidate their preparatory submissions, and to submit documents and other items suitable to be kept by the court, and in particular to make a statement on the facts of importance for the decision; acquire the necessary data.

By doing so, the court *may* reject the statement and evidence given after the end of the period

determined and decide without establishing the evidence any further if, in the assessment of the court, the acceptance thereof would delay the resolution of the dispute, if the party did not adequately justify the delay and if the party was informed of the consequences of missing the deadline.

The judge has the possibility to consider whether these rules should be applied or not.

2) Is the judgement in certain litigation submitted to specific periods? If so, what is the type of litigation and the periods set? In cases of non-respect of these periods by the judge, what are the consequences for the outcome of the judgement?

A time period for issuing a judgment is determined in many types of litigation. The administrative court of first instance has to issue a judgment within:

- 48 hours in certain disputes regarding municipal election procedure (in connection to a decision of a municipal election committee, that candidacy and a list of candidates is rejected) and elections of members of a judicial council (when the candidate is a judge);
- 30 days when a judicial council elects a president of a certain court (except the president of the Supreme Court, which is elected by the parliament);
- 3 days in disputes regarding restriction of movement within temporary protection in the event of a mass influx of displaced persons;
- 2 months in some cases in relation to election of representative of the public interest.

The court shall, within seven days of receiving a request, make a decision to issue an interim measure.

The Supreme court has to decide a case within the following time limits:

- 48 hours in certain decisions regarding elections of a parliamentarian to the Slovenian and European parliament, elections of the president of the country and elections to the national council;
- 15 days in some procedures regarding international protection, gambling regulation (against acts that restrain access to web pages where the games are being organized without concession of the government),
- 30 days in some cases in relation to procedure for an election and appointment of a judge, procedure for the election in municipal council and the election of the mayor of new municipality and for the termination of their mandate and in some cases against the decision about an appointment of a notary;
- 1 month in some cases under the environment protection act;
- 3 months in some cases against a decision of the Agency for insurance control, under the law on insurance.

Administrative dispute has to be solved fast and a decision must be issued on priority in some litigations regarding banking law, competition law, state aids, electronic communications, etc.

Generally, there are no consequences for the outcome of the judgment, if these periods are not respected. Violation of a deadline could only be contested as a relative violation of the provisions on administrative dispute procedure, but the effect on the legality or correctness of the ruling has to be proven.

3) Can a case be judged by one judge, without a public hearing, without intervention of the consultant judge or the public prosecutor and/or without a prior contradictory procedure? If so, how is the use of these techniques assessed? Is this choice questionable through the introduction of an appeal, a cassation or any other procedural option?

In proceedings before the administrative court of first instance, the court decides in a panel

consisting of three judges. The cases, in which the value of the claim does not exceed 20.000 EUR and they do not concern an important legal question or procedural rulings are challenged or the state of facts and applicable law is simple or the challenged act has such shortcomings that it cannot be reviewed - may be adjudicated by a single judge with or without public hearing.

A panel of judges decides whether a matter meets the above listed conditions in order for the case to be ruled by a single judge. No appeal lies from this decision.

The Supreme Court decides on appeals and revisions in a panel consisting of three judges. A single judge of the Supreme Court decides in case the proceedings are to be terminated for procedural reasons or if an appeal is to be dismissed in case the procedural preconditions are not fulfilled (i.e. the appeal was filed too late or the party is not represented by an attorney).

The proceedings before the administrative court of first instance are initiated by filing a written claim. In the preparatory proceedings, that is the proceedings before the main hearing, it is common for the parties to exchange one or two written "preparatory submissions". That is how a prior contradictory procedure is assured.

As determined by Article 51 of the ZUS-1, the administrative court of first instance adjudicates after a main (oral) hearing. However, the court may adjudicate without conducting a hearing:

- if the state of facts, which was the basis for the challenged administrative act, is not disputable between the parties;
- if it is evident from the claim, the challenged act and the case file documentation that the claim is founded and the administrative act should be annulled, when accessory participant with the opposite interest did not take part in the administrative dispute;
- if the state of facts is disputable between the parties, however, the parties state in the court proceedings only the facts, which by law cannot be taken into account by the court, or are not relevant for the decision;
- if the court has already decided on a substantially similar case between the same parties.

In the proceedings before the Supreme Court, the cases are adjudicated at a trial session. The law allows the Supreme Court to conduct an oral hearing only as an exception in proceedings with an appeal.

In practice, cases are often judged without a prior oral hearing, depending on the area of law. The procedure is faster that way. Often this choice of the administrative court of first instance is contested in the appeal or in a revision filed to the Supreme Court.

For the answer to the question whether a case can be judged without a prior contradictory procedure see answer 1.3..

In the case of not following the above mentioned rules, a decision may be contested due to essential violations of the provisions on administrative dispute procedure. An essential violation of the mentioned provisions is a ground for an appeal or a revision.

3) Acceleration of the definitive ruling on the litigation

1) Are the possibilities of a plea against jurisdictional decisions uniform or variable according to the kind of dispute or to its importance? What are the reasons justifying that a dispute cannot benefit from the possibilities of a plea as others?

In administrative dispute the decisions taken by the court of first instance (administrative court) can be in general challenged with an appeal (ordinary judicial review) or revision (extraordinary judicial review) to the Supreme Court. But the appeal is mutually exclusive with the revision.

ZUS-1 is *lex generalis* which uniformly determines conditions for filing above mentioned legal remedies against decisions.

It determines that an appeal against the decision on the merits (judgement) issued by the court of the first instance is allowed only if this court has ascertained facts differently than the

administrative authorities and has on the basis of on these new facts changed the administrative act or court of the first instance decided on a plaintiff's claim in which the plaintiff stated that his constitutional rights were infringed (*Article 73 ZUS-1*). But appeal is according to above mentioned general law excluded in disputes over the legality of acts passed by local election bodies. Assuming purpose of a legislator, reason for this exclusion may be in rapid conclusion of the election process, due to fast creation of elected authorities.

In terms of revision is according to Article 83 of ZUS-1 this extraordinary judicial review allowed only:

- if the value of the contested part of the final administrative act or final ruling, when the court took substantive decision, in the matters where the right or obligation of a party is expressed in monetary value, exceeds EUR 20.000;
- if the substance of the matter concerns the decision on a relevant legal issue or if the ruling of the court of first instance deviates from the case law of the Supreme Court with regard to the legal issue that is essential for the decision, or if there is no uniform position concerning this legal issue in the case law of the court of first instance and the Supreme Court has not yet adjudicated on the matter;
- or if the decision that is being contested in the administrative dispute, has very grave consequences for the party.

However, some legal areas are so specific that the relevant laws, *lex specialis*, determine which legal remedies are permitted. Those areas for example include area of international protection, area of appointment and termination of appointment of municipal councillor, area of appointment notary ect. ... In the above mentioned cases the relevant *lex specialis* determine that in those court proceedings the only remedy is appeal. Again assuming purpose of legislator the main argument for this solution may be the content of dispute and/or the need for rapid final decision.

2) In case of annulment of the contested jurisdictional decision, does the judge of appeal or of cassation have the possibility or the obligation to solve the content of the dispute? In order to do this, does he/she have the possibility of ordering further measures of inquiry?

The answer depends on the procedure in which the Supreme Court decides.

In an appeal procedure, in which the decision on the merits (judgement) or a procedural decision of the court of first instance is not final, points of fact can be challenged. That is why in an appeal procedure the Supreme Court has in case of annulment of contested decision possibility (with a judgment) to change the ruling of the court of first instance and even change or remove the contested administrative act, if it conducts the main hearing and establishes facts, which are different to those established in the ruling of first instance. Under the following conditions the Supreme Court can solve the content of the dispute even without conducting the main hearing:

- if the assessment by the court of first instance of the documents or indirectly taken evidence is incorrect, and the decision is supported solely by these facts;
- if the court of first instance drew an incorrect conclusion from the established facts concerning the existence of other facts, and its decision is supported solely by these facts;
- if it considers that the facts in the ruling of first instance were established correctly but the court used substantive law incorrectly;
- if it establishes that the contested administrative acts are void, and the court of first instance rejected the lawsuit as unsubstantiated.

It can not however change the first instance ruling to the detriment of the party who appealed, if that party is the only one to appeal (*Article 81 ZUS-1*).

In revision procedure against final judgement, facts cannot be in question. Due to this limitation the Supreme Court can grant the request for the protection of legality and change the contested decision only, if it establishes that substantive law was applied incorrectly (*Article 94 ZUS-1*).

Contrary to the appeal procedure, in revision procedure the Supreme Court does not have the possibility of ordering further measures of inquiry due to the general provision that in this stage of procedure facts cannot be in question.

4) Mechanisms for compensating the effects of the incompressible duration of jurisdictional procedures

- 1) Are there any procedures allowing one judge or a college of judges to take the measures esteemed necessary in order to safeguard the interests of the parties pending the judgment on the content? Do these rules apply uniformly in the event of appeal or cassation?**

Yes. The court of first instance can, but only at the request of the plaintiff, suspend the implementation of the contested act until the issuing of a final decision, if the implementation would cause damage to the plaintiff that would be difficult to redress. In deciding, the court shall take into consideration the detriment of the public right and the benefits of opposing parties in accordance with the principle of proportionality.

For any of the above mentioned reasons, the plaintiff may also request an interim measure to temporarily regulate the situation in connection with the contentious legal relationship, if such a regulation appears to be necessary particularly in permanent legal relationships.

The Supreme Court as well may under the same conditions as mentioned in the first paragraph on the request of the reviser issue an interim measure until a decision on the revision is made.

These rules apply uniformly.

- 2) Do procedural rules allow one judge or a college of judges to pronounce judgment in a case, provisionally and rapidly, without this requiring a procedure for pronouncement on the content?**

There are no such procedures apart from the proceedings for an interim measure (see the answer above, especially the second paragraph).



**COUR ADMINISTRATIVE SUPREME
DE SUEDE**

***ADMINISTRATIVE SUPREME COURT
OF SWEDEN***

Questionnaire on “How to reduce the judgment period?”

Acceleration of trials by the procedural rules period

A particular feature of the Swedish procedural law is that most cases before the Supreme Administrative Court, as well as cases before the Supreme Court, must be granted “leave to appeal” in order to be tried on the merits by those courts. More than 90 percent of all cases before the Supreme Administrative Court require leave to appeal in order to be tried by the Court. The main rule is that leave to appeal is only granted if the Supreme Administrative Court's judgment may be of importance as a precedent. Before a case has been granted leave to appeal there is normally no communication of documents between the parties and no oral hearings.

Most judgments from a Court of Appeal become legally binding after three weeks and some after two months. Appeals must therefore be made within that period of time. Within the same period of time, the appellant must present his or her arguments as to why the Supreme Administrative Court should grant leave to appeal. When the time for appeal has passed, the Court may make a decision as to whether the case should be tried on its merits or not. The appellant may however request a respite to complete the application and shorter respites are usually allowed by the Court. Historically, respites were often granted routine-like, which led to unnecessary delays. Nowadays, the Court aims at both reducing the number of respites given and the lengths of the respites.

If the time for appeal has passed and respite has not been granted, the Court may decide the application. The main rule is the Court should try its cases in the same order that they have been received. However, in order to make the procedure of the cases more efficient all cases received by the Court are initially briefly scrutinized by a Judge Referee. If the Judge Referee, in after such a scrutiny, finds that an application obviously shall not be granted leave the application is normally presented to a single judge for decision right after the time for appeal has passed. Most other cases are prepared and presented by a Judge Referee to a panel of three judges when deciding whether a case should be granted leave to appeal or not. Through this routine with initial scrutiny of all cases, the Court has been able to reduce its backlog and its average process time.

The procedural rules do not vary depending on whether parties are presented by a barrister or not. There are no specific rules regarding expertise.

Trial acceleration in cases of emergency

There are certain types of cases where the Supreme Administrative Court is obliged by law to try them promptly, for example cases concerning the Care of Young Persons Act, the Care of Abusers Act or cases concerning public procurement. These types of cases are priority cases and are hence given priority over other cases.

Another type of priority cases are cases that have been granted a declaration of precedence according to the Priority Review Act. The Act came into force in 2010 and aims at improving the possibilities for individuals to accelerate the proceedings of a case. If a party considers that a case has been unreasonably delayed, the party may apply for a declaration of priority. Such a declaration shall be granted by the court if it finds that there has been an unreasonable delay in the process.

Mechanisms for compensating the effects of incompressible duration of jurisdictional procedures

As mentioned above, the Court has made efforts to reduce the processing time by for example introducing initial scrutiny of all cases and being restrictive with granting lengthy respites. When a case has been granted leave to appeal, and hence will be tried on its merits, both parties will be given the opportunity to argue their case in writing. A party may also request for an oral hearing, but it is quite uncommon that the Court grants such hearings. During the process, the appellant may also request that the Court makes an interim order. Such requests are dealt with rapidly.

When it comes to compensation for lengthy proceedings a recent judgment from the Supreme Administrative Court may be mentioned (HFD 2014 ref. 12). The case concerned a claim for repayment of sickness allowance that had been incorrectly granted by the Swedish Social Insurance Agency. The Court found that the processing time had been unacceptably long and hence constituted a violation of the right to judicial proceedings within a reasonable time as laid down in article 6 of the European Convention on Human Rights. The Court also found that the violation could be compensated through a reduction of the repayment claim. The main reason why the Court found that the individual should be compensated within the ongoing process was that he should not have to start a new process in order to make his claim for compensation.



COUR SUPREME DU TCHAD

SUPREME COURT OF CHAD

Introduction

A la suite des recommandations des états généraux de la justice tenus en Juin 2003, le Gouvernement de la République du Tchad a fait de nombreux efforts consistant d'abord à rapprocher la justice des justiciables en multipliant les juridictions de 1ere instance et en créant deux nouvelles Cours d'appel qui s'ajoutent à la Cour d'appel de N'Djamena et en créant les Chambres administratives au sein de toutes les juridictions (juridictions de 1ere instance, Cours d'appel et Cour Suprême).

Cette démarche a pour but de décongestionner les juridictions pour y éviter des encombrements des affaires qui sont sources de lenteurs préjudiciables aux justifiabiles.

Ensuite, il a mis en place des législations favorisant l'accélération du procès par des délais de procédure qui sont relativement assez courts. Le souci ici est d'éviter aux justiciables les souffrances résultant des délais de procédure d'instruction assez longs.

Concernant les Chambres administratives des juridictions, la loi N°012/PR/2014 , portant organisation et fonctionnement des juridictions statuant en matière de contentieux administratifs a mis en évidence l'accélération du procès par des délais de procédure, d'abord en procédure ordinaire **(I)**, puis en procédure d'urgence **(II)** et enfin en procédure de résolution définitive des contentieux administratifs dans les différentes voies de recours **(III)**.

I/ L'accélération du procès par le délai de procédure en procédure ordinaire devant les chambres administratives des tribunaux de 1ere instance, des Cours d'Appel, et de la Cour Suprême

En procédure ordinaire, devant toutes les chambres administratives des juridictions ci-dessus, des délais légaux de procédure imposent des obligations non seulement aux parties (**B**), mais aussi aux juridictions elles-mêmes (**A**).

A) L'obligation pour les Chambres administratives des juridictions de respecter les délais légaux des procédures

Aux termes de l'article **18 de la Loi N°012/PR/2014** portant organisation et fonctionnement des juridictions statuant en matière de contentieux administratif, « devant l'ensemble des Chambres administratives des juridictions, à compter de l'enregistrement d'une requête, la Chambre administrative saisie dispose *d'un délai de trois mois pour procéder à l'audiencement de l'affaire et d'un délai de six mois pour notifier son jugement définitif* (article 18, al1).

Toutefois, lorsque les circonstances particulières de l'affaire le justifient, le Président de la Chambre administrative saisie peut, dès l'enregistrement de la requête, *fixer des délais différents*. Les parties en sont averties *sans délai* (art 18 al 2). Lorsque la Chambre administrative constate que le litige dont elle est saisie nécessite de saisir la Cour de Justice de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale ou une autre juridiction internationale, d'une question préjudicielle, *les délais mentionnés aux alinéas précédents sont suspendus* à compter de la date de saisine de la juridiction internationale compétente pour statuer sur la question préjudicielle et jusqu'à la notification aux parties de la décision rendue par cette juridiction » (art 18 al 3).

Le non-respect de ces délais légaux de procédure entraine des conséquences prévues par la Loi précitée. : « Devant les tribunaux de 1ere instance, lorsqu'aucun jugement n'est intervenu à l'issue des délais mentionnés à l'article précédent, l'une des parties peut demander au Président de la Chambre

Administrative de la Cour d'Appel compétente de constater la carence de la juridiction de 1^{ère} instance et de la saisir directement du litige (art 19, al 1^{er}). Le président de la Chambre administrative de la Cour d'Appel *statue sur cette demande dans un délai d'un mois* à compter de sa saisine par une ordonnance rendue *sans audience publique, ni conclusion d'un Commissaire à la Loi* (art 19 al 2). Cette ordonnance est *susceptible d'appel devant la Chambre administrative de la Cour Suprême* (art 19 al3).

De la même manière, « devant les Cours d'Appel, lorsqu'aucun audiencement n'est intervenu à l'issue des délais mentionnés à l'article 18 de la Loi ci-dessus, l'une des parties peut demander au Président de la Chambre administrative de la Cour Suprême de constater la carence de la Cour d'Appel et de la saisir directement du litige » (art 20, al 1). Le président de la Chambre administrative de la Cour Suprême *statue sur cette demande dans un délai d'un mois* à compter de sa saisine, par une ordonnance rendue sans audience publique, ni conclusion du Commissaire à la Loi (art 20 al 2).

Si telles sont les règles de procédure relatives aux délais de procédure devant être observées par les Chambres administratives des juridictions pour permettre l'accélération du procès, qu'en est-il de celles relatives aux parties ?

B) Les règles applicables en matière de délais de procédure concernant les parties au procès

Les règles applicables en matière de délais de procédure devant être observées par les parties au procès pour permettre son accélération vont de l'introduction de la requête à l'audiencement.

En effet, « lorsque la requête introductive d'instance « ne remplit pas les conditions prévues par les articles 23 à 27 de la Loi N°012, le greffier en informe le demandeur et lui *fixe le délai qui ne peut être inférieur à un mois* » pour régulariser sa requête. Passé ce délai, le Président de la Chambre administrative saisie peut faire usage des pouvoirs qu'il tient de l'article 5 », c'est à dire qu'il rejette la requête (art 28, Loi précitée).

Par ailleurs, « après l'enregistrement de la requête, le Président de la Chambre **désigne sans délai** un rapporteur parmi les magistrats de la Chambre auquel il transmet le dossier en vue de sa mise en état. Le rapporteur prescrit la notification de la requête et des pièces qui y sont jointes et fixe le délai dans lequel elles peuvent produire un mémoire en défense ». (Art 29al2). **Ce délai est d'un mois.**

Dans le cadre des échanges des pièces, « le mémoire en défense est transmis au demandeur, et le cas échéant, aux autres qui peuvent produire de nouvelles observations **dans un délai de quinze jours** suivant la notification du mémoire en défense. Ces nouvelles observations sont communiquées au défendeur et le cas échéant, aux autres parties, qui disposent d'un **nouveau délai de quinze jours pour y répondre** » (art 31, al 1).

« Le rapporteur ou le Président de la Chambre administrative saisie peuvent prolonger les délais mentionnés ci-dessus lorsque les circonstances particulières de l'affaire le justifient » (art 31, al 2.).

« Lorsqu'un défendeur n'a pas produit de mémoire en défense dans le délai qui lui était imparti..., il est mis en demeure de produire par le Président de la Chambre administrative saisie, **qui lui fixe un nouveau délai qui ne peut être inférieur à quinze jours** (art33 al1). Si cette mise en demeure reste sans effet, le défendeur est réputé avoir acquiescé aux faits exposés dans la requête et **l'affaire est jugée sans délai** », (art 33, al 2).

« Lorsque le rapporteur estime que l'affaire est en état d'être jugée, il transmet le dossier au Commissaire à la Loi qui dispose **d'un délai de trente jours pour** rédiger ses conclusions », (Art 34, Loi N°012).

« A l'issue de ce délai, le dossier est transmis au Président de la Chambre administrative saisie en vue de son audience », art 34, al 2).

Il est à noter que les cas où les parties sont ou non représentées par un avocat **sont régis par les mêmes règles applicables en matière de délais** de procédure : le

Ministère d'avocat n'est pas obligatoire. En effet, l'article 16 de la Loi précitée dispose : « devant l'ensemble des Chambres administratives des juridictions, les requérants peuvent se présenter eux-mêmes ou se faire représenter par un avocat inscrit au Barreau du Tchad ».

II/ L'accélération du procès par des délais de procédure justifiée par l'urgence

Les cas d'urgence dont il s'agit ici sont constitués par des référés tels que les référés constat/expertise et référé liberté (A), référé suspension et référé provisions (B).

A) Le référé liberté et le référé constat / expertise

Saisi d'une demande en référé liberté « le juge de la Chambre administrative peut ordonner toute mesure nécessaire à la sauvegarde d'une liberté fondamentale à laquelle une autorité publique aurait porté, dans l'exercice de ses pouvoirs, une atteinte grave et manifestement illégale » (art 8, Loi N°012).

En présence de référé constat ou expertise, « le juge des référés de la Chambre administrative peut prescrire toute mesure utile de constat ou d'expertise relative à un litige né ou à naître... ». (Art 9, Loi ci-dessus).

B) Les référés suspensions et provision

« Pour les référés tendant à la suspension d'une décision administrative ou au versement d'une provision, la demande est accompagnée d'une copie de recours en annulation ou du recours indemnitaire en complément duquel elle est présentée ». (Art 40 al 4).

Tous ces référés ci-dessus *sont soumis aux mêmes règles applicables aux délais de procédure*. En effet, « ... le juge des référés doit rendre sa décision dans

un délai maximal d'un mois à compter de l'enregistrement de la requête « (art 43, op.cit.).

III/ L'accélération de la résolution définitive des contentieux administratifs par des délais de procédure dans les différentes voies de recours.

Il faut distinguer parmi les voies de recours contre les décisions juridictionnelles, notamment les Chambres administratives des juridictions, d'une part l'appel et le pourvoi (A) et d'autre part les autres voies de recours (B).

A) Les règles applicables en matière de délais de procédure relatives à l'appel et au pourvoi.

1°) Concernant l'appel

Aux termes de l'article 47 de la Loi N°012, « Les jugements des Chambres administratives des tribunaux de 1ere instance sont susceptibles d'appel devant la Chambre administrative de la Cour d'Appel ». L'appel des jugements rendus par les tribunaux de 1ere instance « est formé dans le *délai de deux mois* suivant la notification du jugement contesté ». (Cf. art 48 op.cit.).

Cet appel devant les Chambres administratives des Cours d'appel obéit aux *mêmes conditions de délais* relatives aux recours contre une décision d'une autorité publique (requête écrite, enregistrement, instruction etc...).

2°) Concernant le pourvoi en cassation il y a lieu de distinguer les deux types de pourvoi devant la Cour Suprême :

D'abord, le pourvoi en cassation contre les ordonnances des Chambres administratives des tribunaux de 1ere instance devant la Cour Suprême. Selon les dispositions de l'article 47 al 2 de la loi N°012, « Les ordonnances rendues en matière de référé par le Président de la Chambre administrative d'un tribunal de

1ere instance ... sont seulement susceptible d'un pourvoi en cassation devant la Chambre administrative de la Cour Suprême ».

Ensuite, le pourvoi en cassation contre les ordonnances et les arrêts rendus par les Cours d'appel devant la Chambre administrative de la Cour Suprême. Aux termes de l'article 47 précité, en son alinéa 3, « les ordonnances rendues par les Présidents des Chambres administratives ... les Cours d'appel en application de l'article 5 de la présente Loi sont seulement susceptibles d'un pourvoi en cassation devant la Chambre administrative de la Cour Suprême ».

Ces deux types de recours en cassation ci-dessus sont « formés suivant la notification de l'arrêt ou de l'ordonnance contestée » (cf art 49, loi précitée).

B) Les règles applicables en matière de délai de procédure relatives aux autres voies de recours.

Selon l'article 51 de la Loi N°012 ci-dessus, « Les jugement, arrêts et ordonnances rendues ne sont pas susceptibles d'opposition ». Cette disposition résulte du fait que le contentieux administratif institué par la loi précitée se caractérise par la procédure écrite et contradictoire qui exclut le jugement par défaut.

Ainsi, par autres voies de recours, il faut entendre la tierce opposition, la révision et l'interprétation de la décision juridictionnelle.

1°) la tierce opposition

« Toute personne peut former tierce opposition à une décision juridictionnelle qui préjudicie à ses droits, dès lors que ni elle, ni ceux qu'elle représente n'ont été présents ou régulièrement appelés en qualité de parties dans l'instance ayant abouti à cette décision (art 50, al 1)

La tierce opposition est formée devant la juridiction ayant rendue la décision. Elle est instruite et jugée selon *les mêmes règles applicables en matière*

de délais de procédure relatives aux requêtes introductives d'instance ». (Art 50, al 2 loi N°012).

2°) La révision

Selon les dispositions de l'article 52 de la même loi « un recours en révision peut être introduit contre un arrêt rendu par la chambre administrative de la Cour Suprême statuant en 1^{er} et dernier ressort lorsque :

- la décision juridictionnelle a été rendue sur le fondement des pièces fausses ;
- la partie perdante a été empêchée de présenter des pièces qui étaient retenues par son adversaire ;
- la décision juridictionnelle est entachée d'une erreur matérielle susceptible d'avoir exercé une influence sur le jugement de l'affaire ;
- la décision est intervenue sans que les dispositions de la présente loi relatives à l'instruction des affaires, à la composition de la formation de jugement ou à la tenue de l'audience aient été respectées (art 52 al 1).

Les règles applicables en matière de délais de procédure sont les mêmes que celles introductives d'instance. En effet, selon les dispositions de l'article 52, al 3, « le recours en révision est instruit selon les règles définies aux articles 23 à 38 de la présente loi ».

3°) Le recours en interprétation d'une décision juridictionnelle

« Le recours en interprétation d'une décision juridictionnelle est formé devant la juridiction ayant rendu cette décision. Il est formé par les parties au litige ayant donné lieu à la décision juridictionnelle dont l'interprétation est demandée, **dans un délai de trois mois**, suivant la notification de cette décision et sous réserve qu'elle ne soit pas entièrement exécutée à la date de l'enregistrement au greffe de la juridiction compétente de la demande d'interprétation ».

Conclusion

Le même souci qui a conduit le législateur tchadien à adopter des règles de des délais de procédure assez courts en matière de procès, l'a aussi conduit à enfermer *dans les délais l'exécution des décisions juridictionnelles rendues par les Chambres administratives des juridictions*. En effet, en matière d'exécution de ces décisions, l'article 54 de Loi N°012 précise : « Lorsqu'une autorité publique est condamnée au paiement d'une somme d'argent déterminée, elle est tenue de procéder au mandatement de cette somme d'argent dans les *quatre mois* qui suivent la date à laquelle la décision juridictionnelle prononçant cette condamnation est devenue définitive (art 54, al 1). En cas d'inexécution *dans le délai mentionné* à l'alinéa précédent, le comptable public concerné, au vu d'une copie de la décision juridictionnelle certifiée conforme par le greffier de la juridiction administrative ayant rendu la décision, en assure l'exécution d'office » (art 54 al 2).

Par contre, dans le cas d'annulation des décisions des autorités publiques par voie contentieuse, « en cas de refus d'une autorité publique d'exécuter une décision juridictionnelle *dans un délai de six mois* à compter de la date à laquelle cette décision est devenue définitive , le président de la Chambre administrative concernée en informe le Président de la Cour Suprême qui adresse un rapport au Ministre intéressé avec ampliation au Président de la République » (art 55 op. cit).



**COUR ADMINISTRATIVE SUPREME
DE THAILANDE**

***ADMINISTRATIVE SUPREME COURT
OF THAILAND***

SUPREME ADMINISTRATIVE COURT OF THAILAND

QUESTIONNAIRE

Seminar - September 23th, 2014

HOW TO REDUCE THE JUDGMENT PERIOD?

1) Acceleration of trials by the procedural rules period

- 1.1) Once the petition has been introduced, is there a period during which parties (plaintiff, defendant or third parties) are expected to present their observations? If so, how is this period set? What kind of penalties may a party see imposed in case of non-respect of an assigned period?

Once the petition or a plaint had been filed to the court, an administrative judge is entrusted by the chamber to be the judge-rapporteur performing the duties to examine and give his or her opinion on fact and legal issues for supplementing the consideration of the case. The judge-rapporteur shall exercise power to inquire the fact issue and the procedure in relation to the inquiry of fact in accordance with Act on Establishment of Administrative Court and Administrative Court Procedure, B.E. 2542 (1999) and Rules of the General Assembly of Judges of the Supreme Administrative Court on Administrative Court procedure, B.E. 2543 (2000).

According to the aforementioned law, *there are four processes under fact finding process from the party's documents (the plaint, the answer, the objection to the answer and the supplementary answer)* The judge-rapporteur shall examine a plaint and if is of the opinion that the plaint is complete and correct, the judge-rapporteur shall issue an order accepting it and instructing the defendant to prepare an answer¹. Within thirty days or the period of time specified by the Court, a defendant shall submit an answer and evidence together with their copies to the Court.² The defendant may make a counter-

¹ Rule of the General Assembly of Judges of the Supreme Administrative Court on Administrative Court Procedure, B.E. 2543 (2000)

Clause 42 "when the judge-rapporteur is of the opinion that a plaint is complete and correct, he or she shall issue an order accepting it and instructing the defendant to prepare an answer. In this instance, a copy of the plaint and copies of evidence shall also be served. In the case where it is considered appropriate, the issue on which the defendant must answer may also be determined or the service may also be made of evidence relevant to or useful for the trial of the Court, except for the case prescribed under Clause 61.
....."

² Rule of the General Assembly of Judges of the Supreme Administrative Court on Administrative Court Procedure, B.E. 2543 (2000)

Clause 43 "the defendant shall submit an answer in a clear manner and with indications of the denial and admittance of the allegations in the plaint; the relief sought in a request attached to the plaint and the reasons

claim in the answer. *In the case where the defendant fails to submit to the Court an answer as well as evidence within the specified period of time, it shall be deemed that the defendant has admitted the facts as stated in the allegation by the plaintiff, and the Court shall proceed with the trial and adjudication of the case as it deems just.*

When the defendant submitted the answer, the Court shall furnish a copy of the answer together with a copy of evidence to the plaintiff for the purpose of the plaintiff's objection to, or admittance of, the answer and the evidence submitted to the Court by the defendant within thirty days or the period of time specified by the Court.³ *In the case where the plaintiff fails to prepare an objection to the answer and notify it in writing to the Court to proceed with the trial and adjudication of the case within such period of time, the Court may issue an order striking the case out of the case-list in which is Court's discretion to proceed the said action.* However, the Court shall exercise discretionary power in accordance to Principle of Suitability and Principle of Necessity together with the plaintiff's intent that whether he or she fails to comply with Court' order or abandon legal case on purpose.

The objection to the answer submitted by the plaintiff may be made only in respect of the issues as invoked in the plaint or the answer or as determined by the Court. When the objection to the answer is submitted, the Court shall serve on the defendant a copy of the plaintiff's objection to the answer, for the purpose of submitting to the Court a supplementary answer, within fifteen days or within the period of time specified by the Court. Upon the lapse of such period of time or upon the submission of the supplementary answer by the defendant, the judge in charge of the case shall have the power to prepare a memorandum and submit it to the chamber for further consideration.

1.2) *Are interventions of third parties in trial in a particular framework?*

A third parties can becoming a party to the case by way of interpleading, whether voluntarily or being summoned by the Court to appear in the case by reason of being an interested person or a person likely to be

therefor and shall furnish evidence as determined by the judge-rapporteur. In this connection, there shall be prepared and furnished together with the answer one certified copy, or such number of certified copies as determined by the judge-rapporteur, of the said answer or evidence. This shall be done within thirty days as from the date of receipt of the copy of the plaint or within the period of time specified by the Court."

³ **Rule of the General Assembly of Judges of the Supreme Administrative Court on Administrative Court procedure, B.E. 2543 (2000)**

Clause 47 "If the plaintiff wishes to raise an objection to the answer, an objection to the answer shall be prepared it and submitted to the Court together with one copy, or such number of copies as determined by the Court, of the objection, Within thirty days as from the date of receipt of the copy of the answer or within the period of time specified by the Court.

....."

affected by the outcome of the case. Clause 78 of the Rule of the General Assembly of Judges of the Supreme Administrative Court on Administrative Court procedure, B.E. 2543 (2000), provided that a third person who is not a party to the case may become a party by way of interpleading and, in this instance, the provisions of article 57 and article 58 of the Civil Procedure Code shall apply *mutatis mutandis*.

Under section 57 of the Civil Procedure Code, any third person may become a party by way of interpleading of his own motion, when it is necessary for the acknowledgement, protection, or enforcement of a right enjoyed by him or when he has a legal interest in the result of a case; or by being summoned to appear in the case: (i) on the application of any party by a motion showing that he may sue, or be sued, by such party by virtue of a right of recourse, or of a right to compensation in case the judgment is given against such party; or (ii) by an order of the court when it thinks fit, or upon the application of any party, in the case where the appearance of the third person is required by law, or is deemed necessary by the court in the interests of justice.

1.3) *Can the judge rule on a petition in the absence of a motion by the defence? If so, does the defendant dispose of the specific possibility of a plea?*

Normally, there are four processes under fact finding process. However, *if the Court is of the opinion that it is not necessary to complete every process of the fact finding (such as, clear, undisputed or undeniable fact) it may skip some processes.* When the judge-rapporteur has considered the facts from the plaint, the answer, the explanations of the parties and the other facts obtained by the Court and is of the opinion that the facts are sufficient for the Court to deliver a judgment and the judge-rapporteur is of the opinion that such case can be adjudicated on the basis of facts in the plaint without the need for any subsequent fact finding (whether the four processes have been completed or not), the judge-rapporteur shall have the power to prepare the judge's memorandum of the conclusion of facts, the issues and the opinions on which decisions must be given together with the file of the case for submission to the chamber for further consideration and proceedings.⁴ In the memorandum, the judge in charge of the case shall present his opinions on the direction in which the case shall be adjudicated.

The plea to the judgment can be done in two types, normal appeal process and the request for retrial. An appeal of a judgment or an order shall be submitted to the Court of First Instance that has passed the judgment or the order within 30 day as from its passing date. If no appeal is submitted

⁴ Clause 60 of the Rule of the General Assembly of Judges of the Supreme Administrative Court on Administrative Court procedure, B.E. 2543 (2000)

within such period of time, that case shall be deemed final (Section 73 paragraph one of Act on Establishment of Administrative Court and Administrative Court Procedure, B.E. 2542 (1999)).

As for the request for retrial, In the case where the Administrative Court has passed a judgment or issued an order disposing of an administrative case, the party or a third person who may be affected by the result of the case may file an application to the Administrative Court for a new trial and judgment or for issuing a new order disposing of the case in the following circumstances:

(1) The Administrative Court erred in hearing facts or there appears fresh evidence which may result in material alteration of the finally heard facts

(2) The real party or the third person did not appear in the proceedings or appeared but was unreasonably refused an opportunity to participate in the proceedings;

(3) There occurred in the process of trial and judgment a material impropriety which results in an unfair result of the case;

(4) The judgment or order has been passed or issued in reliance on any facts or law and subsequent material alteration of such facts or law results in the judgment order being contrary to the law then in force.⁵

1.4) *Do practicable rules in terms of procedural period vary depending on whether parties are represented or not by barrister?*

Representing by a barrister or not, the parties shall be govern with the same procedural rules, which the inquisitorial procedure is employed by the Administrative Court. Under the inquisitorial procedure, the fact-finding undertaking belongs to the judge (or so called Judge-Rapporteur) so as to

⁵ **Act on Establishment of Administrative Court and Administrative Court Procedure, B.E. 2542 (1999)**

Article 75 "In the case where the Administrative Court has passed a judgment or issued an order disposing of an administrative case, the party or a third person who is interested or who may be affected by the result of the case may file an application to the Administrative Court for a new trial and judgment or for issuing a new order disposing of the case in the following circumstances:

(1) the Administrative Court erred in hearing facts or there appears fresh evidence which may result in material alteration of the finally heard facts;

(2) the real party or the third person did not appear in the proceedings or appeared but was unreasonably refused an opportunity to participate in the proceedings;

(3) there occurred in the process of trial and judgment a material impropriety which results in an unfair result of the case;

(4) the judgment or order has been passed or issued in reliance on any facts or law and subsequent material alteration of such facts or law results in the judgment or order being contrary to the law then in force.

The application under paragraph one may be submitted only when the party or third person has, without fault, no knowledge of such circumstance in the previous hearing.

The application for a new trial or for a new order shall be submitted within ninety days as from the day such person has known or should have known of the ground for the new trial and judgment or for the new order but not later than five years as from the Administrative Court having the judgment or disposing order."

render comprehensive necessary facts for the case. Such facts, therefore, will not be limited to those presented or alleged by the disputed parties. The judge thus carries out a very important duty in the proceedings by inquiring of the parties: the litigants and other relevant parties. Moreover, the flexible and simple procedures are applied to the administrative cases. Most of the people that appear in the Administrative Court can represent themselves and are not required to hire a lawyer. In addition, filing an administrative case has no specific form but a plaint shall be submitted in writing, written in polite and courteous language and shall contain all case filing requirements as prescribed by law. Hence, lawyers are not exactly required.

1.5) Regarding expertise, are there specific rules?

Clause 55 paragraph one of Rule of the General Assembly of Judges of the Supreme Administrative Court on Administrative Court procedure, B.E. 2543 (2000) provides that the Court shall have the power to appoint an expert for studying, examining or analyzing any matter in connection with the case, provided that it is not the determination of a question of law, and then preparing a report or giving statements to the Court together with Clause 6 last paragraph of Recommendation of the President of Supreme Administrative Court on Administrative Case Proceeding concerning Environmental Issue provides that to appoint an expert, the Court shall take these qualification into account as follows; impartiality knowledge, experience, working record and principle and theory expert presents together with conflict of interest of such expert.

2) Trial acceleration in cases of emergency

2.1) Are there any procedures in order to shorten preliminary inquiry periods? If so, in which cases do specific procedural rules apply? Does the Judge have the possibility to consider whether these rules should be applied or not?

The inquisitorial procedures encourage an active role of the Administrative Judge in managing and controlling cases once issued. For example, the Administrative Judge has power on a determination of issues, a determination of defendant and a determination of decrees. Or if the Judge-Rapporteur is of the opinion that it is not necessary to complete every process of the fact finding (such as, clear, undisputed or undeniable fact) it may skip some processes. It cannot be denied that an Administrative Judge plays an important role on the control of administrative case's proceedings. Nevertheless, a general principle of the system of trial of case, which emphasizes impartial and efficient trial; for example, the hearing of the case of

both parties, the trial within the scope of the plaint and the relief sought by the plaintiff, and the challenge of judges, etc, is strongly complied with.

- 2.2) Is the judgment in certain litigation submitted to specific periods? If so, what is the type of litigation and the periods set? In cases of non-respect of these periods by the judge, what are the consequences for the outcome of the judgment?

Thai legal system has no particular administrative procedure law. Therefore, administrative procedure law shall apply uniformly to every kind of dispute. Nonetheless, the President of the Supreme Administrative Court has announced Recommendation of the President of the Supreme Administrative Court on Administrative Court Proceeding concerning Environmental Issue. This is the guideline in the administrative proceedings with environmental case systematically. It consists of the conditions to file a case on the environment, the temporarily provisional remedial methods before delivery of judgment, the inquiry of facts in the trial, the judgment and reason in the judgment, as well as the enforcement or damages in the judgment to be consistent and appropriate for the case ruled on the administrative case relating to environment which required a fast path in ruling.

- 2.3) Can a case be judged by one judge, without public hearing, without intervention of the consultant judge or the public prosecutor and/or without a prior contradictory procedure? If so, how is the use of these techniques assessed? Is this choice questionable through the introduction of an appeal, a cassation or any other procedural option?

The cases filed with the Administrative Court have to be determined by a panel of judges. In an Administrative Court of First Instance, there shall be at least three administrative judges of an Administrative Court of First Instance to constitute a quorum for trial and adjudication. If the President of an Administrative Court of First Instance thinks appropriate, a “special chamber” consisting of the two or more chambers of the Administrative Court of First Instance may be constituted. However, the order accepting the plaint is made by a single judge (a judge-rapporteur) while the order rejecting the plaint is made by a panel under the recommendation of the judge-rapporteur

Similar to the Administrative Court of First Instance, there shall be at least five administrative judges of the Supreme Administrative Court to constitute a quorum for trial and adjudication. If the President of the Supreme Administrative Court thinks appropriate, a “special chamber” consisting of the two or more Supreme Administrative Court’s chambers may be constituted.

Though the inquisitorial procedures encourage an active role of the Administrative Judge in managing and controlling cases and confer a lot of discretionary power to judges, the procedure as stated in procedure law and regulation is strictly complied with. Judges in the administrative court shall conduct the procedure as the law prescribed; unless the law explicitly stated that such procedure is the discretion of the court (see 1.3).

3) Acceleration of the definitive ruling on the litigation

- 3.1) *Are the possibilities of a plea against jurisdictional decisions uniform or variable according to the kind of dispute or to its importance? What are the reasons justifying that a dispute cannot benefit from the possibilities of a plea as others?*

As stated in 2.2, Thai legal system has no particular administrative procedure law. Therefore, administrative procedure law shall apply uniformly to all kind of dispute. If a party is not satisfied with the judgment or order of the Administrative Courts of First Instance, one can appeal to the Supreme Administrative Court within thirty days as from the date of passing the judgment or issuing the order. The appeal shall be submitted to the Administrative Courts of First Instance having passed the judgment or having issued the order⁶. The competent official of the Court shall conduct an examination of the appeal before the judge-rapporteur shall reexamine the appeal. If the judge-rapporteur is of the opinion that the appeal is complete, the appeal shall be submitted to the Supreme Administrative Court for trial in the same aspects as the Administrative Courts of First Instance's proceedings. The fact finding proceedings, however, shall be curtailed because it is unnecessary to proceed in four processes like the one done in the Administrative Courts of First Instance; merely two processes, namely considering from an appeal and an amendment of the appeal may conclude the case file, if the judge in charge of the case is of the opinion that the fact of the case is sufficient for the Court to try and adjudicate or to issue an order on the appeal. Afterwards, the hearing and the statement of the judge who makes the conclusion shall be conducted. *However, if it appears that questions of*

⁶ Act on Establishment of Administrative Court and Administrative Court Procedure, B.E. 2542 (1999)

Article 73 "An appeal against a judgment or an order of an Administrative Court of First Instance shall be submitted to the Administrative Court of First Instance that has passed the judgment or issued the order within thirty days as from the date of passing the judgment or issuing the order. If no appeal is submitted within such period of time, that case shall be deemed final.

The judgment or order under paragraph one shall include an order in connection with contempt of court or any other order which has the effect of disposing of the case.

In the case where the Supreme Administrative Court is of the opinion that an appeal contains insignificant questions of facts or questions of law determination, which are inappropriate, the Supreme Administrative Court may reject that appeal.

The judgment or order of the Supreme Administrative Court shall become final."

fact or questions of law are insufficient for adjudication, the Supreme Administrative Court shall have the power to reject that appeal for trial as well.

- 3.2) *In case of annulment of the contested jurisdictional decision, does the judge of appeal or of cassation have the possibility or the obligation to solve the content of the dispute? In order to do this, does he/she have the possibility of ordering further measures of inquiry?*

The Supreme Administrative Court has the power to retry the case in whole or in part and deliver a new judgment or an order, or conduct in accordance with the determination by the Supreme Administrative Court and deliver a judgment and an order in accordance with the nature of the case. It has the power to dismiss, affirm, return, and amend the judgment or order of the Administrative Courts of First Instance. Also, it shall dismiss the judgment or the order of the Administrative Courts of First Instance and put the file of the case to the Administrative Court of First Instance for delivering a new judgment or order.

4) Mechanisms for compensating the effects of the incompressible duration of jurisdictional procedures.

- 4.1) *Are there any procedures allowing one judge or a college of judges to take the measures esteemed necessary in order to safeguard the interests of the parties pending the judgment on the content? Do these rules apply uniformly in the event of appeal or cassation?*

The law has provided *“interim relief measures”* as a key mechanism that the administrative court may use to protect rights or to stop, prevent or relieve an expansion of damage, or to prevent the public interest from any damage before the court's adjudication. *The Court in both instances has uniform inherent power to issue orders on its own initiative.* A provision regarding the prescription of interim relief measures in administrative cases is provided in Article 66 of the Act on the Establishment of Administrative Court and Administrative Court Procedures B.E. 2542 (1999), which empowers the administrative court to prescribe any measures or methods to relieve any damage to relevant parties for a temporary period of time before the court's adjudication, regardless of whether there is any petition from any of such parties, and to render orders to relevant administrative entities or state officials for specific performances. Rules and procedures concerning the prescription of interim relief measures are prescribed by Clauses 69 to 77 of the Rule of the General Assembly of Judges of the Supreme Administrative Court on Administrative Court Procedure B.E. 2543 (2000), which categorizes interim

relief measures into two measures namely, a suspension of execution of by-laws or administrative orders and provisional remedy

An order refusing to accept or dismissing the application for interim relief measures of the parties shall be final. However, if the Court issued interim relief measures, the stake holder has the right to appeal to the Supreme Administrative Court against such order; within thirty days as from the date such person has been notified or known of the Court's order.⁷

4.2) *Do procedural rules allow one judge or a college of judges to pronounce judgment in a case, provisionally and rapidly, without this requiring a procedure for pronouncement on the content?*

The filing of a case to the Administrative Court for the purpose of the revocation of a by-law or an administrative order does not constitute a ground for suspending the execution of such by-law or administrative order. The suspension of the execution of by-laws or administrative orders has a strict condition in considering more than provisional remedy. The Court shall order to suspend the execution of by-laws or administrative orders if the following three conditions are met: (1) a by-law or an administrative order which gives rise to the filing of the case is possibly unlawful, (2) the continued application of such by-law or administrative order will subsequently result in grave injury which is difficult to be remedied (3) the suspension of the execution thereof does not constitute any barrier to the administration of the state affairs or to public services. An order in connection with an application for *the suspension of the execution of a by-law or an administrative order shall be issued by the chamber after the judge-commissioner of justice has presented his or her statement*⁸. If the court has rendered an order for suspension of execution under administrative rules or orders, it will result in a temporary delay or stay of enforcement under the administrative rules or orders.

Apart from the suspension of execution, the Administrative Court also have provisional remedy measures which are supplemental measures applied with other cases that the damage is not caused by administrative rules or orders for the purpose of temporary relief or protection of a party's interest. Under Clause 77 of the Rule of the General Assembly of Judges of the Supreme Administrative Court on Administrative Court Procedure provides that the provisions under Category 1 of Division 4 of the Civil Procedure Code

⁷ Clause 73 and Clause 76 of the Rule of the General Assembly of Judges of the Supreme Administrative Court on Administrative Court procedure, B.E. 2543 (2000)

⁸ **Rule of the General Assembly of Judges of the Supreme Administrative Court on Administrative Court procedure, B.E. 2543 (2000)**

Clause 72 "An order in connection with an application for the suspension of the execution of a by-law or an administrative order shall be issued by the chamber after the judge-commissioner of justice has presented his or her statement

....."

shall apply *mutatis mutandis* to the rules for the motion consideration, conditions of the court's issuance of order, and results of an interim relief order for any protective measure or an provisional remedy to protect a party's interest or for the enforcement of judgment as the nature of matter may allow and in accordance with these regulations and general principles regarding administrative case procedures. Hence it shall be satisfactory to the court that the petition has a merit and there is a sufficient ground to apply the provisional remedy measure as requested. In addition, the court shall take into consideration the responsibility of the administrative agency or State official as well as problems and obstacles likely to occur to the administration of state affairs. An order of the Court prescribing any *provisional remedial measure shall be made by the chamber but need not be made upon a statement of the judge-commissioner of justice of the case*⁹.

⁹ **Rule of the General Assembly of Judges of the Supreme Administrative Court on Administrative Court procedure, B.E. 2543 (2000)**

Clause 76 "An order of the Court prescribing any provisional remedial measure or means before the delivery of a judgment or a means for the protection of the applicant's benefits during the trial or for the execution of a judgment shall be made by the chamber but need not be made upon a statement of the judge-commissioner of justice of the case unless the chamber deems it appropriate to require the statement, in which case such statement may be made orally.

....."



COUR SUPREME DU TOGO

SUPREME COURT OF TOGO

COUR SUPREME DU TOGO

QUESTIONNAIRE

SEMINAIRE DU 23 SEPTEMBRE 2014

COMMENT REDUIRE LES DELAIS DE JUGEMENT ?

I / - L'ACCELERATION DU PROCES PAR LES DELAIS DE PROCEDURE

- A l'introduction de la requête, le conseiller rapporteur adresse à l'autorité administrative ou à l'organisme mis en cause, copie de la requête et l'invite à présenter un mémoire en réponse dans un délai d'un mois sous peine de forclusion.

Le mémoire en réponse est communiqué en copie, sans délai, au demandeur qui peut répliquer dans un délai d'un mois. Lorsqu'il ne réagit pas dans ce délai imparti, ce défaut vient clore la procédure.

- Le juge peut statuer sur une requête en l'absence de tout mémoire en défense. Lorsque la défenderesse n'a pas observé le délai imparti pour produire ses mémoires ou ses pièces, le juge statue en l'état. Le défaut de défense valant acquiescement à la requête. La décision est alors réputée contradictoire.

En matière de plein contentieux devant la chambre administrative de la Cour d'Appel, la partie défenderesse peut se pourvoir, en cassation contre tout arrêt devant la chambre administrative de la Cour Suprême.

De même toute personne peut former tierce opposition à un arrêt qui préjudicie à ses droits dès lors que ni elle, ni ceux qu'elle représente, n'ont été présents ou régulièrement appelés dans l'instance ayant abouti à cet arrêt. Elle

peut former tierce opposition dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

- L'obligation d'un avocat n'est pas applicable en contentieux au TOGO. Les parties peuvent se faire assister ou se faire représenter par un avocat.

Le législateur togolais donne la faculté aux parties et ne fait pas de ce principe une obligation. Ainsi les règles applicables en matière de délais de procédure sont invariables selon que les parties sont ou non représentées par un avocat.

- Le juge sur sa propre initiative peut, s'il y a lieu de vérifier les faits, ou sur demande des parties, ordonner toutes mesures d'expertise conformément aux dispositions du code de procédure civile.

II / - L'ACCELERATION DU PROCES JUSTIFIEE PAR L'URGENCE

En l'état actuel de la législation togolaise, les mesures d'urgence ne sont pas prévues devant la chambre administrative de, la Cour suprême. Un avant projet de loi vient d'être élaboré et a prévu le référé administratif devant ladite chambre.

En revanche devant la chambre administrative de la Cour d'Appel le président peut sur demande des parties ordonner un sursis à exécution s'il estime que la poursuite de l'exécution de la décision attaquée serait de nature à créer une situation irréversible étant tout effet à l'exercice du recours.

Dans tous les cas d'urgence, le président de la Cour d'Appel ou le magistrat qu'il désigne peut, ordonner toutes mesures utiles sans faire préjudice au principal et sans faire obstacle à l'exécution d'aucune décision administrative. Il peut aussi désigner un expert pour constater sans délai les faits survenus qui seraient susceptibles de donner lieu à un litige en matière administrative.

La décision prise comme en matière de référé par le président est exécutoire dès sa notification aux parties.

En dehors de ces cas, il n'existe pas de procédures permettant d'abrégier les délais d'instruction ni d'enserrer dans des délais particuliers le jugement de certains contentieux.

De même, aucune affaire ne peut être jugée à juge unique, sans audience publique, sans intervention du parquet et sans procédure contradictoire préalable.

III / - L'ACCELERATION DE LA RESOLUTION DEFINITIVE DES CONTENTIEUX

Les voies de recours ouvertes à l'encontre des décisions juridictionnelles rendues par la chambre administrative de la Cour d'Appel sont uniformes et ne varient pas selon la nature du litige.

Dans l'hypothèse où la décision juridictionnelle contestée est annulée, le juge de cassation a l'obligation de trancher le litige au fond. Pour ce faire, il a la possibilité d'ordonner de nouvelles mesures d'instruction s'il le juge indispensable pour éclairer la religion de la juridiction.

IV / - LES MECANISMES SUSCEPTIBLES DE COMPENSER LES EFFETS DE LA DUREE INCOMPRESSIBLE DES PROCEDURES JURIDICTIONNELLES

Les procédures permettant à un juge unique de prendre des mesures qu'il estime nécessaires afin de sauvegarder les intérêts des parties dans l'attente du jugement au fond existent au niveau de la Chambre administrative de la Cour d'Appel en matière de plein contentieux. Ces procédures n'existent pas à la Cour suprême. En général devant les juridictions administratives togolaises, tout litige donne nécessairement lieu à une procédure au fond. Aucune règle procédurale n'autorise un juge unique ou une formation collégiale à trancher, de manière provisoire et dans de brefs délais un litige sans que celui – ci ne donne nécessairement lieu à une procédure au fond.



CONSEIL D'ETAT DE TURQUIE

COUNCIL OF STATE OF TURKEY

COUNCIL OF STATE OF TURKEY

HOW TO REDUCE THE JUDGMENT PERIOD?

1- Acceleration of trials by the procedural rules period

- **Once the petition has been introduced, is there a period during which parties (plaintiff, defendant or third parties) are expected to present their observations? If so, how is this period set? What kind of penalties may a party see imposed in case of non respect of an assigned period?**

The proceedings before the Administrative Courts and The Council of State in Turkey are governed by the Administrative Judicial Procedure Act. Its section 16 reads as follows:

“1. A copy of the petition that commences the action and its annexes shall be notified to the defendant, whereas the defence plea shall be notified to the plaintiff.

2. The second petition of the plaintiff shall be notified to the defendant, whereas the second defence plea of the defendant shall be notified to the plaintiff. The plaintiff cannot respond this plea. However, if it is established, at a later stage, that the second defence plea includes matters that must be answered by the plaintiff, a period shall be given to the plaintiff for response.

3. Parties might response to the notified petitions within thirty days from the notification. Provided that there are justified reasons, this period might be extended for once and not more than thirty days by the decision of the competent court, upon the request of one of the parties. Requests for extensions made after the end of time limit shall not be accepted.

4. Parties cannot claim any right depending on the defence plea and the second petition submitted after the time limit.

...

6. In cases that are tried by the Council of State as the first instance court, the written opinion of the prosecutor about the facts of the case shall be notified to the parties. The parties shall communicate their opinions within ten days following the notification.”

According to these statements, petitions are delivered to the parties by the court which the time limits of them are defined by the law. The only penalty is the loss of right for stake out a claim depending on the late petition. But if any documents or observations are demanded by a court order, the court defines the deadline.

Of course there are also penalties defined in the Criminal Code for violating the provisions of the law about court orders.

- **Are interventions of third parties in trial in a particular framework?**

As per the provisions of the relevant law related to intervention, "a third person whose right or liability depends on the result of an action may intervene to join one of the parties". The decision taken as a result of the trial is binding only on the original parties of a case; the court cannot issue an individual judgement about the intervening party.

- **Can the judge rule on a petition in the absence of a motion by the defence? If so, does the defendant dispose of the specific possibility of a plea?**

As stated before, Administrative Judicial Procedure Act. Its section 16/ 3. Parties might response to the notified petitions within thirty days from the notification. Provided that there are justified reasons, this period might be extended for once and not more than thirty days by the decision of the competent court, upon the request of one of the parties. Requests for extensions made after the end of time limit shall not be accepted.

Therefore, there is no obstacle for the court to rule in the absence of a motion by the defence. But this doesn't dispose of the defendant from the specific possibility of a plea. Based on the principle of research ex officio, the judge may consider all the legislation and principles of law though they are not claimed by the parties. Therefore, if the judge finds a reason that is laid down by the legislation but not claimed by the parties, s/he may decide about the faultiness of the disputed act.

- **Do practicable rules in terms of procedural period vary depending on whether parties are represented or not by a barrister?**

Except the provisions about the attorney-fee (honorarium) and notification practicable rules in terms of procedural period doesn't vary depending on whether parties are represented or not by attorney.

- **Regarding expertise, are there specific rules?**

The relevant law requires that the Council of State, the court or the judge shall assign the experts ex officio. It is also required that the court shall consult an expert in cases settlement of which requires specific or technical knowledge while on the contrary an expert shall not be consulted in cases which can be settled based on the general and legal knowledge of the judge.

2- Speeding up of decisions in urgent cases:

- **Are there any procedures in order to shorten preliminary inquiry periods? If so, in which cases do specific procedural rules apply? Does the judge have the possibility to consider whether these rules should be applied or not?**

The fast-track trial procedure was previously governed by specific practices laid down by some special laws; however, it has been incorporated into the Law no 2577, section 20/A as a result of the efforts taken up by the Council of State in 2014. The legislator set a deadline for the implementation of this Law. Therefore, the case-law has not been developed concerning its implementation.

The law lays down limited number of disputes for which the abovementioned procedure can be applied. The procedure of implementation has been regulated in the law as follows:

“2. In fast-track trial procedure;

a) The time limit for filing an action shall be thirty days.

b) Article 11 of this Law shall not be applied.

c) The preliminary examination shall be performed within seven days and the petition shall be notified along with its annexes.

d) The time limit for response shall be fifteen days following the notification of the petition. This period might be extended for once and not more than fifteen days. The file shall become ready for decision once the parties respond or the time limit for response is exceeded.

e) The decisions concerning stay of execution shall not be appealed.

f) The decision for these files shall be taken within maximum one month after they become ready for decision. The proceedings such as interlocutory decision, inspection, expert examination or holding a hearing shall be finalized immediately.

g) The final decisions may be appealed within fifteen days subsequent to their notification.

h) The petition of appeal shall be examined within three days and the notification shall be sent. The provisions stipulated in Article 48 of this Law which do not contradict this article shall be comparatively applied.

i) The time limit for response to the petition of appeal shall be fifteen days.

j) If the Council of State, as a result of the examination made on the basis of file, concludes that the information obtained about the facts is sufficient or if the objection concerns merely points of law or if the errors in fact can be rectified, a decision on the merits shall be rendered. Otherwise, it shall render a new decision on the merits after carrying out the necessary examination and investigation.

However, if the objections made against the decisions given as a result of preliminary examination are accepted, it shall dismiss the decision and send the case file back to the court.

k) The application for an appeal shall be decided within maximum two months. The decision shall be notified within maximum one month.”

As indicated above, there is a limited number of circumstances under which the relevant procedure can be applied. The judge’s power of discretion shall be restricted to whether the subject-matter of the case is within the abovementioned scope.

- **Is the judgement in certain litigation submitted to specific periods? If so, what is the type of litigation and the periods set? In cases of non-respect of these periods by the judge, what are the consequences for the outcome of the judgement?**

Case files in the Council of State, regional administrative, administrative and tax courts shall be examined in sequence of receipt and shall be decided in the order in which they become ready for decision, taking account of cases of priority and urgency prescribed in this and other acts as well as of priority matters promulgated in the Official Gazette. Files other than the above-mentioned ones shall be concluded in the order in which they become ready for decision and within maximum six months from the date that they become ready for decision.

Non-respect of this period by the judge does not have any consequences for the outcome of the judgement. However, such an incident shall be considered as a matter of criticism against the judge during the inspection procedure.

Furthermore, there are special periods laid down for preliminary examination, hearing and stay of execution.

- **Can a case be judged by one judge, without a public hearing, without intervention of the consultant judge or the public prosecutor and/or without a prior contradictory procedure? If so, how is the use of these techniques assessed? Is this choice questionable through the introduction of an appeal, a cassation or any other procedural option?**

As indicated in response to some of the previous questions, a case can be judged by one judge, without a public hearing, without consulting an expert and/or without defence plea. The determining factor is the attitude of the parties to the case as well as whether the subject-matter of the case can be settled through the general and legal knowledge of which the judges are required to be in command rather than the judge herself/himself. However, as required by the principle of research ex officio, these options can be applied during the appeal or cassation.

3- Acceleration of the definitive ruling on the litigation

- **Are the possibilities of a plea against jurisdictional decisions uniform or variable according to the kind of dispute or to its importance? What are the reasons justifying that a dispute cannot benefit from the possibilities of a plea as others?**

The final decisions taken in relation to the limited number of disputes laid down by Article 45 of the Law no 2577 and the final decisions taken by a single judge may be challenged at the regional administrative court with the relevant jurisdiction even if there is a provision contrary to the present section in other acts.

The procedure of appeal is defined in the abovementioned law as follows:

“...

2. Time-limit for the objections made against the decisions of administrative and tax courts pursuant to the paragraph above shall be thirty days from the day following the notification date

3. Objection shall be subjected to the procedure and form of appeal.

4. If the regional administrative court, as a result of the examination made on the basis of file, concludes that the information obtained about the facts is sufficient or if the objection concerns merely points of law or if the errors in fact can be rectified, a decision on the merits shall be rendered. Otherwise, it shall render a new decision on the merits after carrying out the necessary examination and investigation. However, if the objections made against the decisions given as a result of preliminary examination are accepted or if the case was reviewed by a judge who has no jurisdiction over the case, the regional administrative court shall dismiss the decision and send the case file back to the court. Decisions of the regional administrative courts on these matters are final.

5. Decisions of the regional administrative court are final, appeal cannot be brought against its decisions.

...”

Article 46 of the same law regulates the procedure of appeal as follows:

“ 1. Even if there is a provision contrary to the present section in other acts, an appeal might be brought to the Council of State against the judgments of the judicial divisions of the Council of State and administrative and tax courts.

2. Provided that a special time-limit is not prescribed in specific acts, an appeal might be brought to the Council of State against the judgments of the judicial divisions of the Council of State and administrative and tax courts within thirty days from the notification date.”

Article 47 of the Law lays down the decisions against which appeal cannot be brought. Accordingly, appeal cannot be brought against the decisions of the administrative and tax courts about which the remedy of objection is available.

- **In case of annulment of the contested jurisdictional decision, does the judge of appeal or of cassation have the possibility or the obligation to solve the content of the dispute? In order to do this, does he/she have the possibility of ordering further measures of inquiry?**

Article 49 of the Law no 2577 stipulates that

“1. As a result of appellate review, the Council of State shall set aside the decision examined because of the following reasons:

- a) The court lack the jurisdiction,
- b) The decision is against the law,
- c) Procedural provisions were not complied with,

2. If it is possible to rectify the errors concerning the facts, the decision shall be upheld with the correction of the errors.

3. If case of reversal, the file shall be sent by the Council of State to the court that rendered the decision. The court shall give priority to the examination of this case, complete the investigation if required and renew its decision.

4. The court may not obey the reversal decision and insist on its previous judgement. If the person concerned brings an appeal against the decision of persistence, the case shall be reviewed at the Plenary Session of the Administrative Law Divisions or the Tax Law Divisions according to the subject of the case. If the decision of the relevant division of the Council of State is approved, the judgement of the court is overruled; otherwise the judgement shall be upheld. Decisions of the Plenary Session of the Administrative Law Divisions or the Tax Law Divisions of the Council of State are binding.

5. If the judgements are partly upheld and partly overruled, the part that becomes final shall be declared in the decision of the Council of State.”

During the decision process, inquiries other than those for the original case file can be conducted. It is already stated in Article 20/1 entitled “examination of the files” as follows:

“The Council of State, administrative and tax courts shall carry out all examinations about the actions before them, of their own motion.”

4- Mechanisms for compensating the effects of the incompressible duration of jurisdictional procedures

- **Are there any procedures allowing one judge or a college of judges to take the measures esteemed necessary in order to safeguard the interests of the parties pending the judgement on the content? Do these rules apply uniformly in the event of appeal or cassation?**

The “stay of execution” regulated in the Administrative Justice System of Turkey allows one judge or a college of judges to take the measures esteemed necessary in order to safeguard the interests of the parties pending the judgement. Accordingly, a case being filed before the Council of State or the administrative courts does not require the stay of execution regarding the administrative act tried while filing of an action at the tax courts concerning tax disputes shall require the stay of collection of the disputed part of the taxes, duties and levies or similar financial obligations as well as associated increase and penalties imposed. However, if the implementation of an administrative act should result in damages which are difficult or impossible to compensate for, and if this act is clearly unlawful, the Council of State or administrative court may decide to stay the execution of the act, stating the reason thereof after taking the defence plea and after the time limit for defence plea expires. There are also supporting provisions which may accelerate the stay of execution.

- **Do procedural rules allow one judge or a college of judges to pronounce judgment in a case, provisionally and rapidly, without this requiring a procedure for pronouncement on the content?**

In the Administrative Justice System of Turkey, the procedural laws do not allow judges to pronounce judgment without pronouncing on the content (merits). Article 24 of Law no 2577 lays down the requirements applicable for all judgements;

“The judgements shall contain the following:

...

b) A summary of events as submitted by plaintiff and the legal basis of the claim, final submission of the plaintiff and the summary of defence,

...

e) The legal basis of the judgement, statement of justification and conclusion; and the amount of compensation awarded in compensation actions,

....”



HAUTE COUR ADMINISTRATIVE D'UKRAINE

HIGH ADMINISTRATIVE COURT OF UKRAINE

ANSWERS TO THE QUESTIONNAIRE

Seminar on “How to reduce the judgment period?”

Warsaw, September 23rd, 2014

Higher Administrative Court of Ukraine

1) Acceleration of trials by the procedural rules period

- **Once the petition has been introduced, is there a period during which parties (plaintiff, defendant or third parties) are expected to present their observations? If so, how is this period set? What kind of penalties may a party see imposed in case of non respect of an assigned period?**

According to Part One Article 6 of the Code of Administrative Justice of Ukraine any person may bring an action before an administrative court according to the procedure established by this Code if such person believes that any decision, action or omission of a power entity infringed such person’s rights, freedoms or interests.

The Code of Administrative Justice of Ukraine envisages provisions, which establish procedural periods which may be conditionally divided into periods established by procedural law and periods established directly by court.

Establishment of procedural periods directly by court is related to those occasions when it depends on individual peculiarities of the case. In particular, according to Paragraph Five Part Five Article 107 of the Code of Administrative Justice of Ukraine the ruling on initiation of proceedings in the case includes suggestion to the defendant to submit, within the established term, any objections against the claim and any evidence available thereto (for the defendant-power entity, it is reminded about its obligation to submit within the term established by the court, if the claim is objected, all and any materials, which were or were supposed to be taken by such entity into account for purposes of making a decision, execution of an action, admission of an omission, which are subject to the claim).

It is necessary to point out that submission of written objections is not obligatory, it is the defendant’s right. Therefore he can not be subjected to any procedural coercive measures for not submitting of written objections.

In cases when the Code of Administrative Justice of Ukraine does not directly determine consequences of expiration of term then a person who defaulted a term usually forfeits the right to execute relevant procedural actions.

Except the above-mentioned it is worth drawing attention to Article 43 of the Code of Administrative Justice of Ukraine which establishes the order of submitting written comments with regard to technical record and court hearing docket. In fact, Part One of this Article establishes that the persons participating in

the proceedings have the right to review the technical record and court hearing docket and submit to the court any written comments concerning lack of completeness or correctness within seven days from the day of declaration of the decision on the case. Comments concerning the technical record and court hearing docket are to be reviewed not later than five days from the day of the submitting thereof (Part Four Article 43).

Also Article 46-1 of the Code of Administrative Justice of Ukraine regulates the order of submitting comments with regard to the minutes. According to Part One of this Article the parties and other persons participating in the proceedings have the right to examine the minutes of separate procedural action and to submit, within the following three days after the minutes signing, their written comments concerning any inaccuracies or lack of completeness therein.

• **Are interventions of third parties in trial in a particular framework?**

According to Article 47 of the Code of Administrative Justice of Ukraine persons participating in the proceedings are parties (claimant and defendant), third persons, representatives of the parties of the third persons.

Persons participating in the proceedings have equal procedural rights, in particular according to Part Three Article 49 of the Code of Administrative Justice of Ukraine they have the right to:

- know the date, time and venue of the judicial consideration of the case and all judicial decisions approved within the proceedings concerning their interests;
- examine the case file materials;
- declare motions and recusals;
- make oral and written statements, arguments and objections;
- produce evidence and take part in examination of the evidence;
- express their opinion concerning the issues arising during the case consideration, ask questions to other persons participating in the proceedings, to witnesses, experts, specialists and translators;
- submit any objections against any motions, arguments and opinions of other persons;
- review technical record and docket of the court hearing, minutes of execution of a separate procedural action and to submit written comments with regard thereto;
- make any extracts from the case file materials, to make copies thereof, to obtain copies of judicial decisions;
- appeal against any judicial decisions concerning their interests;
- use any other procedural rights granted to them by this Code.

Part One Article 51 of the Code of Administrative Justice of Ukraine establishes that the claimant has the right, at any time before completion of the court hearing, to increase or decrease the amount of the claim or to waive the administrative claim. The claimant has the right, before the beginning of the judicial consideration of the case on the merits, to change subject matter or ground for the claim by submitting a written application.

The parties may reach reconciliation at any stage of the administrative proceedings, which constitutes grounds to close administrative proceedings (Part Three Article 51).

The court does not admit claimant's waiver of the administrative claim, recognition of the administrative claim by the defendant and does not accept conditions of reconciliation between the parties, if such actions are in contradiction with the law or infringe somebody's rights, freedoms or interests (Part Four Article 51).

The third persons declaring their own claims with regard to the subject matter of the dispute have the rights of a claimant (Part One Article 54).

- **Can the judge rule on a petition in the absence of a motion by the defence? If so, does the defendant dispose of the specific possibility of a plea?**

Written proceeding envisaged in occurrences established by the Code of Administrative Justice of Ukraine is a form of absent consideration and decision of an administrative case by a court of first instance, of appeal or cassation without summoning the persons taking part in the proceedings or without their participation conducted on the basis of the materials made available to the court.

The case is considered in the written proceeding:

- if the issue concerning referral of an administrative case, except for the case when the administrative court, which considered the case, was liquidated is being decided (or in the court hearing at the court's discretion);

- in case of solution of the issue as regards introduction of corrections, however if the court decides it necessary to conduct court hearing in the presence of persons participating in the proceeding (Part Three Article 196);

- if all persons participating in the proceeding file a motion for consideration of the case in their absence (Part Four Article 122);

- if there are no any obstacles for consideration of the case in the court hearing which are defined by this article however not all persons participating on the proceeding appeared in the court despite of having been informed appropriately about the date, time and venue of the court hearing, the court has the right to consider the case by written proceedings, if there is no need to hear any witness or expert (Part Six Article 128);

- in cases of shortened proceedings (Article 183-2);

- by the court of appeal if the case can be considered on the grounds of the available materials in it if:

- none of the persons participating in the proceedings has requested for the case be considered with their participation;

- all of the persons participating in the proceedings failed to appear in the court hearing, although such persons were duly notified on the date, time and venue of the court hearing;

- appellate appeal was brought against decision of the court of first instance, which was passed in course of shortened proceedings (Article 197);

- by court of cassation if:

- no one of the persons participating in the proceedings have any motions concerning their participation in the case consideration;
- all of the persons participating in the proceedings fail to appear in the court hearing, although such persons were duly notified on the date, time and venue of the court hearing (Article 222).

A common procedural order of appealing in higher instances is established for the above-mentioned cases except for appealing against the decision awarded in the process of the shortened proceedings.

The determination based on the results of the shortened proceedings may be appealed by the parties in course of appeal proceedings. If a determination adopted in course of shortened proceedings is challenged in course of appeal proceedings, the decision of the court of appeal in such case is final and not subject to appeal.

- **Do practicable rules in terms of procedural period vary depending on whether parties are represented or not by a barrister?**

Persons participating in the proceedings are under the obligation to use in bona fide their procedural rights and to comply steadily with their procedural obligations (Article 49). Representatives on behalf of the person whom they represent have the right to execute all procedural actions which this person may execute. The representative participating in the proceedings on the basis of an agreement, has the right to wave, in full or in part, the administrative claim, to recognize the administrative claim, to change the administrative claim, to reach reconciliation, transfer the representative's powers to a third person (re-consignation), to appeal against a judicial decision, provided that the right to execute each one of such actions is defined specifically in the power of attorney issued to such representative.

- **Regarding expertise, are there specific rules?**

Issues on ordering of expert examination and its execution are considered in Chapter 5 "Participants of the administrative process" and Chapter 6 "Evidence" Section II of the Code of Administrative Justice of Ukraine as well as in Section III "Proceedings in the court of the first instance" (Articles 66, 69, 81-85, 92, 129, 131, 148, 150, 156, 165).

There are no any clearly defined circumstances in the administrative legislation when the expert examination should be ordered. After opening the proceeding in the administrative case a judge prepares a case to the court hearing. Considering it necessary to order an expert examination in the case a judge passes a ruling on ordering the expert examination which is a procedural argument for its execution.

Article 66 of the Code of Administrative Justice of Ukraine determines fundamental principles of the procedural and legal status of the expert in the administrative proceeding which entirely correspond to requirements, determined by the Law of Ukraine "On Forensic Examination". Provisions of Article 66 of the Code of Administrative Justice of Ukraine also establish some bans in the expert's

activity. In particular, expert shall notify the court on his/her inability to conduct the examination due to lack of the required knowledge or without engagement of other experts. Expert is not allowed to take over the materials for examination at his/her own initiative. During the examination, the expert shall ensure conservation of the item under examination. He has the right to abolish them strictly subject to the availability of the respective permission of the court approved by a ruling. It is also noted that expert is subject to criminal liability for a knowingly false opinion or refusal, without good reasons, to perform the duties imposed by the court.

2) Trial acceleration in cases of emergency

- **Are there any procedures in order to shorten preliminary inquiry periods? If so, in which cases do specific procedural rules apply? Does the judge have the possibility to consider whether these rules should be applied or not?**

Preliminary procedure is aimed at takes measures to ensure comprehensive and objective consideration and decision of the case within the single hearing and reasonable term (Part Two Article 110). For this purpose court may in particular make decision on conduct of preliminary court hearing. Analysis of the above-mentioned norm gives reasons to conclude that preliminary procedure is an additional procedural action and is conducted only if a judge considers it necessary. This norm gives an opportunity to determine independently the time when the case is ready for consideration on merits. The mentioned corresponds to the aim established by the Code of Administrative Justice of Ukraine whereas it is impossible to predict a term within which preparative acts may be executed if for instance it is necessary to execute them in full.

- **Is the judgment in certain litigation submitted to specific periods? If so, what is the type of litigation and the periods set? In cases of non-respect of these periods by the judge, what are the consequences for the outcome of the judgment**

Article 122 of the Code of Administrative Justice of Ukraine establishes that administrative case shall be considered and decided within the reasonable term, but within not more than one month from the day of initiation of proceedings in the case, unless this Code provides for otherwise.

The letter of the Supreme Court of Ukraine (dated January 25, 2006 №1-5/45) ascertains that criterion for estimating the reasonableness of term of case consideration are common for all categories of cases (civil, economic, administrative, criminal). Among them are the following ones: complexity of the case, behavior of the claimant and behavior of public authorities (first of all of the court). The state's responsibility for delaying proceeding in a case as a rule occurs in case of irregular appointment of court hearings, appointment of court hearings with large intervals, delaying during forwarding or transmission of a case from one

court to another, court's failure to take measures for disciplining parties in a case, witnesses, experts, repeated movement of a case for the additional investigation or a new judicial consideration.

Meanwhile as regards certain cases the legislator established special shortened terms on the grounds of a special significance of these cases and necessity to protect them in the shortest term. The Code of Administrative Justice of Ukraine refers to these cases the following ones: cases concerning admission of citizens to public service, serving such service and dismissal from the public service are considered and decided within a reasonable term, but not more than twenty days from the day of initiation of proceedings in the case (Article 122); cases concerning decisions, actions or omissions of power entities in the cases related to condemnation to administrative liability (Article 171²); cases concerning appealing against decisions, actions or omissions of electoral commissions, referendum commissions or members of these commissions (Article 172); cases concerning accuracy of the list of voters (Article 173); cases concerning appealing against decisions, actions or omissions of executive authorities, local self-governance bodies, mass media, enterprises, institutions, organizations, officials and staffers thereof, production personnel of mass media, which break the law on elections and referendum (Article 174); cases concerning appealing against any actions or omissions of the candidates, trustees thereof, a party (block), party's local organization, officials and authorized persons thereof, referendum initiative groups, other subjects initiating referendum, official observers from subjects of electoral process (Article 175), cases related to elections of the President of Ukraine (Article 176); cases related to electoral or referendum process and appeals against such effects (Article 177); cases concerning early termination of powers of people's deputy of Ukraine if such deputy fails to comply with compatibility requirements (Article 180); administrative cases concerning decisions, actions or omissions of state enforcement service (Article 181); cases concerning administrative claims of power entities with respect to restrictions on exercise of right to peaceful gatherings (Article 182); cases concerning administrative claims on compulsory alienation of land and other real estate located on this land due to the public needs (Article 183¹); cases related to requests of revenue and tax authorities (Article 183³); cases based on requests of Security Service of Ukraine concerning imposition of attachment on assets related to funding of terrorism and to financial transactions suspended according to decision made on the basis of resolutions of UN Security Council, cancellation of attachment of such assets and granting of access thereto (Article 183⁴); cases based on administrative claims with regard to expulsion of foreigners and stateless persons (Article 183⁵); cases related to confirmation of proper reasons for the public authorities to implement measures of response in course of public supervision (monitoring) in the sphere of business activities (Article 183⁶).

Except the above-mentioned the Code of Administrative Justice of Ukraine establishes special terms for cases that are considered by the shortened proceedings. According to Part Five Article 183² a case shall be considered by shortened proceedings within the following terms:

1) not later than on the day following the day of receipt by the court of the defendant's declaration on recognition of the claim;

2) not later than three days from the day of expiration of the term envisaged by Part Three of this Article, if the court has not received any objection from the defendant and provided that the case is considered by the court at the defendant's locality;

3) not later than three days in the event if during seven days from the day of expiration of the term envisaged by Part Three of this Article the court has not received defendant's objection and provided that the case is not considered by a court in the defendant's locality;

4) not later than five days from the day of submittal by the defendant of an objection against the claim.

For protection of his/her rights for a reasonable term of case consideration in the court a citizen may appeal against inactivity of a judge in the administrative procedure, in particular to the High Qualification Commission of Judges of Ukraine.

According to Article 83 of the Law of Ukraine "On the Judiciary and the Status of Judges" disciplinary proceedings against a judge may be initiated on the following grounds:

- essential violation of norms of procedural law while administering justice related in particular to denying a person's access to justice on the grounds not stipulated by law, violation of requirements for case assignment and registration of cases in court, rules of jurisdiction, ungrounded application of measures to secure the claim, etc.;

- not taking any action regarding consideration of an application, complaint, or case within the term established by law.

On the official web-site of the High Council of Justice there are posted requirements to a complaint (claim) on the inappropriate behavior of a judge which a citizen shall use for notifying the High Qualification Commission of Judges of Ukraine about breaching by a judge requirements on his status, position obligations or judge's oath.

Such complaints (claims) shall inter alia correspond to requirements of the Law of Ukraine "On Public Appeals". In particular, the appeal shall contain the following information: claimant's surname, name and patronymic, place of domicile or residence (for natural persons) or place of location (for legal entities); information about the representative of the claimant in case if complaint is lodged by representative (authorities of the representative shall be certified with a power of attorney issued and prepared subject to the requirements of the legislation in force); complaint shall be signed by claimant (claimants) and dated; information about a judge (surname, name, patronymic), court's name, case number, date of case consideration or awarding judgment and claimant's status in a case (party, defendant, attorney, witness etc.); facts of oath breaking by a judge and evidence for confirmation this information. Copies of judgments are necessarily attached to a complaint.

- **Can the case be judged by one judge, without a public hearing, without intervention of the consultant judge or the public prosecutor and/or without a prior contradictory procedure? If so, how is the use of these techniques assessed? Is this choice questionable through the introduction of an appeal, a cassation or any other procedural option?**

Article 23 of the Code of Administrative Justice of Ukraine establishes that all administrative cases in the courts of first instance are considered and decided, except for the cases identified by this Code, by a sole judge.

According to Point 2 Part One Article 18 of the Code of Administrative Justice of Ukraine local common courts as administrative courts have jurisdiction over all administrative cases concerning decisions, acts or omissions of power entities in the cases concerning application of administrative liability.

Therewith a judge at the stage of opening proceeding as well as at the stage of preliminary proceeding in cases related to consideration by a panel of judges has the right to make a ruling singly.

Also according to Part Four Article 183² of the Code of Administrative Justice of Ukraine a judge considers the claim in course of shortened proceedings as a sole judge without court hearing and summons of the persons participating in the proceedings. Based on the results of the case consideration in course of shortened proceedings, the judge, upon examination of the circumstances reported by the claimant and defendant, makes a lawful judicial decision, provided that sufficient reasons for that are in place. The determination based on the results of the shortened proceedings may be appealed by the parties in course of appeal proceedings (Part Eight Article 183²). If a determination adopted in course of shortened proceedings is challenged in course of appeal proceedings, the decision of the court of appeal in such case is final and not subject to appeal (Part Ten Article 183²).

The application on cancellation of the response measures shall be subject to consideration and decision by a sole judge with notification to the persons participating in the case to be made within five days upon receipt thereof by the court (Paragraph One Part Thirteen Article 183²).

Whereas any procedural issues related to enforcement of judicial decision in administrative cases are decided by a sole judge of an administrative court, unless this Code provides for otherwise (Part Five Article 257).

3) Acceleration of the definitive ruling on the litigation

- **Are the possibilities of a plea against jurisdictional decisions uniform or variable according to the kind of dispute or to its importance? What are the reasons justifying that a dispute cannot benefit from the possibilities of a plea as others?**

The persons participating in the proceedings and the persons, who did not participate in the proceedings, if the Court passed judgments concerning their rights, freedoms, interests or obligations, are guaranteed the right to file an appellate or cassation appeal against decisions of the administrative court, except for the cases established by this Code (Part One Article 13).

The court of appeals in the administrative cases is the administrative court of appeals, within territorial jurisdiction of which the local administrative court (local common court as an administrative court or district administrative court), which has adopted the decision, is located.

In the event defined by Part Six Article 177 of this Code, the court of appeal is the High Administrative Court of Ukraine.

Unlike a determination not all rulings of a court of the first instance in administrative case may be appealed against on the grounds of avoiding abuse of the right for appealing against interlocutory judgments by unfair parties of legal proceedings.

Part Two Article 185 of the Code of Administrative Justice of Ukraine establishes that rulings of the court of first instance may be challenged in course of the appeal proceedings in severance from the court's determination in full or in part in the events identified by this Code.

In fact, the following rulings may be appealed apart from court's determination: on referral of administrative case from one administrative court to another. The ruling concerning referral of an administrative case from one administrative court to another delivered in the court hearing shall not be presented as a separate document and may not be subject to an appeal (Article 22); ruling on dismissal of securing of evidence (Article 75); ruling concerning court costs (Article 98); ruling on dismissal of renewal or extension of the missed procedural period (Article 102); ruling on leaving the claim without consideration (Articles 100 and 107); ruling on deferral or return of claim (article 108); ruling on dismissal of initiation of administrative proceedings (Article 109); concerning securing of administrative claim (Article 118); court's ruling on leaving the claim without consideration (Article 155); ruling on suspension of the proceedings in the case (Article 156); ruling on closure of the proceedings in the case (Article 157); special ruling (Article 166); ruling concerning dismissal of the request for an additional judicial decision (Article 168); ruling concerning introduction of corrections in the judicial decision or dismissal of the request for corrections (Article 169); ruling concerning explanation of the judicial decision or dismissal of the request for explanation (Article 170); ruling on dismissal of the request of revenue and tax authorities (Article 183³); ruling based on the outcome of the consideration of an application for ordering a determination for immediate enforcement (Article 256); ruling based on the results of the application for correction of a mistake in the writ of execution, declaration of the writ of execution non-enforceable and concerning recovery in the debtor's favor of anything unreasonably obtained by the collector under the writ of execution (Article 259); ruling based on the results of consideration of the application (petition) for issuance of duplicate of the writ of execution may be challenged in course of the general procedure (Article 260); ruling based on the

results of consideration of the application for renewal of the missed term for production of a writ of execution for enforcement (Article 261); ruling based on results of consideration of the amicable agreement or collector's declaration of waiver of the enforced execution in the process of the decision enforcement (Article 262); ruling based on the results of the consideration of the issue of deferment of enforcement, splitting it into instalments, change or establishment of the manner and procedure of enforcement of the judicial decision (Article 263); ruling based on the results of the consideration of the issue of the change of a party to the enforcement proceedings (Article 264); ruling on conversion of a judicial decision (Article 265); ruling concerning returning to applicant (person-claimant) in favor of whom the court's determination was passed of an application for declaring decisions, actions or omissions committed by the power entity-defendant with regard to enforcement of such court's determination or with regard to violation of the claimant's rights corroborated by such court's determination unlawful; ruling with regard to imposing a fine based on effects of consideration of the power entity's report on enforcement of the court's determination (Article 267).

All the rest rulings are not subject to appeal. In particular, they are: rulings related to recusal of a judge, secretary of judicial hearing etc., ruling on satisfaction of the claim as regards securing the evidence including ordering the examination; concerning removal of fine or reduction of its amount; concerning renewal of procedural periods; admission or engaging third persons to participate in proceedings who do not declare their own claims with regard to the subject matter of the dispute; concerning integration or severance of claims; adjournment of the case consideration or declaration of break; concerning discovering of evidence; concerning consideration of comments to the court hearing docket and recording of court hearing by technical equipment; on dismissal to suspend proceedings in the case.

Objection against these rulings may be presented in the appellate appeal against a determination of the court of first instance.

According to Part Two Article 211 of the Code of Administrative Justice of Ukraine rulings of a court of first instance, after they have been reviewed in course of appeal proceedings, as well as rulings of a court of appeals may be challenged in course of appeal proceedings, if such rulings hamper further proceedings in the case.

Objections against other rulings may be included in the cassation appeal against a judicial decision ruled as the result of appeal proceedings.

It is possible to appeal against a judicial decision in course of cassation proceedings within twenty days after the judicial decision of the court of appeals has entered into force, except for the cases envisaged by this Code; in the event if a full determination was passed according to Article 160 of this Code, cassation appeal is submitted within twenty days from the day of issuance of the full determination.

In exceptional cases, envisaged by law judicial decisions on the administrative cases are reviewed by the Supreme Court of Ukraine after having been reviewed by the High Administrative Court of Ukraine.

According to the provisions of the Code of Administrative Justice of Ukraine new procedures were introduced in administrative proceedings aimed at reasonable simplification, enhancing of the effectiveness, improvement and differentiation of the process depending on the category of the judicial case, its social significance.

In fact, there is a special established procedure of consideration of judicial cases related to appealing against deeds, actions or omissions of the High Qualification Commission of Judges of Ukraine and other public authorities indicated in this article (Verkhovna Rada of Ukraine (Parliament), President of Ukraine, High Council of Justice) due to a directly legal nature of such disputes which determines peculiarities of administrative court proceedings in course of their consideration and making decisions. Thus in view of legal peculiarities of consideration of a certain category of administrative cases, in particular subject matter, special rules of jurisdiction and terms for consideration Section VI of the Code of Administrative Justice of Ukraine establishes special norms which adjust procedure of adjudication of certain administrative disputes.

Special proceedings in certain cases are beyond the purpose to consider as narrowing of content and measure of established rights and freedoms, provided by Part One and Part Two Article 22 of the Constitution of Ukraine, namely on the grounds of existence of a special procedural form of judicial consideration of cases of a certain category. This procedure distinguished from other ones is not discriminating as far as it is a socially conditional and lawful phenomenon under conditions of evolution of typological models of court proceeding and is an indispensable result of the tendency towards optimization and rationalization of its functioning which exists in any system.

- **In case of annulment of the contested jurisdictional decision, does the judge of appeal or of cassation have the possibility or the obligation to solve the content of the dispute? In order to do this, does he/she have the possibility of ordering further measures of inquiry?**

According to Article 198 of the Code of Administrative Justice of Ukraine based on the effects of consideration of an appellate appeal against a determination of a court of first instance, the court of appeals has the right to:

- 1) leave the appellate appeal without satisfaction and to leave the court's determination without changes;
- 2) change the court's determination;
- 3) reverse the determination and to adopt a new court's determination;
- 4) reverse the court's determination and to leave the claim without consideration or to close proceedings in the case;
- 5) declare the court's determination invalid and to close proceedings in the case.

Article 202 of the Code of Administrative Justice of Ukraine establishes grounds for reversal of a determination or ruling of a court of first instance:

- 1) incomplete examination by the court of the circumstances, which are significant for the case;
- 2) lack of proof of the circumstances, which are significant for the case and which are deemed established by the court of first instance;
- 3) lack of correspondence of the court's findings to the circumstances of the case;
- 4) violation of substantive or procedural law, which led to the wrong decision of the case or issue, as well as consideration and decision of the case by an incompetent court; participation in issuance of the determination of a judge, who was challenged on the basis of grounds, which caused doubts concerning such judge's impartiality, if the court of appeals declares the motion of such judge's challenge well grounded; adoption or signature of the determination by a judge, other than the judge, who considered the case.

As regards scope of review by court of appeals according to Article 195 of the Code of Administrative Justice of Ukraine the court of appeals reviews judicial decision of the court of first instance within the scope of the appellate appeal. The court of appeals may go beyond the scope of the arguments of the appellate appeal if the court finds, during the appeal proceedings, any violations committed by the court of first instance, which caused the wrong decision on the case.

Part Two of the same Article envisages that the court of appeals may examine the evidence, which was not examined in the court of first instance, by its own initiative or by request of the persons participating in the proceedings, if the court believes that failure to submit it to the court of first instance was unreasonable or that the court of first instance did not have grounds for dismissal of such evidence. The court of appeals may also examine any evidence, which was examined by the court of first instance with violation of requirements of this Code.

Besides Article 223 of the Code of Administrative Justice of Ukraine ascertains that based on the effects of the consideration of a cassation appeal, the court of cassation has the right to:

- 1) leave the cassation appeal without satisfaction and to leave the judicial decision without changes;
- 2) change the judicial decision of the appeal instance having reversed the judicial decision of the court of first instance;
- 3) change judicial decision of the court of appeals having left the judicial decision of the court of first instance without changes;
- 4) change judicial decision of the court of first instance having reversed the judicial decision of the court of appeals;
- 5) reverse the judicial decision of the court of appeals and to leave in force the judicial decision of the court of first instance;
- 6) reverse judicial decision of the court of first instance and of appeals and to refer the case for another consideration or for continuation of the consideration;
- 7) reverse judicial decisions of the court of first instance and of appeals and to leave the claim without consideration or to close the proceedings;

8) declare that the judicial decisions of the courts of first instance and of appeals have lost their force and to close the proceedings;

9) reverse the judicial decisions of the courts of first instance and of appeals and to adopt a new judicial decision.

According to Part One Article 220 of the Code of Administrative Justice of Ukraine the court of cassation verifies whether the courts of first instance and of appeal applied correctly the substantive and procedural law and made a proper legal evaluation of the circumstances on the case, and may not examine evidence, establish and find proven any circumstances, which were not established in the judicial decision, or decide whether any evidence is credible.

According to Part Two of the mentioned Article the court of cassation reviews judicial decisions of the court of first instance and appeal within the scope of the cassation appeal, but may, at the same time, find violation of the substantive or procedural law, which have not been referred to in the cassation appeal.

Nevertheless the court of cassation may not consider any claims of the persons participating in the proceedings, which were not brought before the court of first instance (Part Three Article 220).

4) Mechanisms for compensating the effects of the incompressible duration of jurisdictional procedures

- **Are there any procedures allowing one judge or a college of judges to take the measures esteemed necessary in order to safeguard the interests of the parties pending the judgment on the content? Do these rules apply uniformly in the event of appeal or cassation?**

Article 7 of the Code of Administrative Justice of Ukraine establishes that administrative justice is performed on the grounds of the following principles: rule of law, lawfulness, equality of all parties, adversariality of the parties, dispositivity, official determination of all circumstances of the case, publicity and openness, ensuring of appellate and cassation appeals of decisions and binding nature of judicial decisions. Principle of dispositivity and adversariality means that court may go beyond the scope of the claim exclusively if this is required for a full protection of the rights, freedoms and interests of the parties or of any third parties. Besides, administrative court may receive the evidence at its own initiative (Articles 11 and 71). Also administrative court is obliged to receive evidence if deems it missing (Article 11).

It is worth drawing attention to the issue on scope of review of judicial decisions by court of appeals and cassation, in other words the maximum permissible scope of review of lawfulness and reasonableness of judicial decision by the administrative court of the first or appellate instance is envisaged.

Consequently unlike other manners of proceeding in administrative justice it occurs that the court is obliged to exceed the bounds of administrative claims if a remedy suggested by a claimant is insufficient for a full protection of his rights, freedoms and interests.